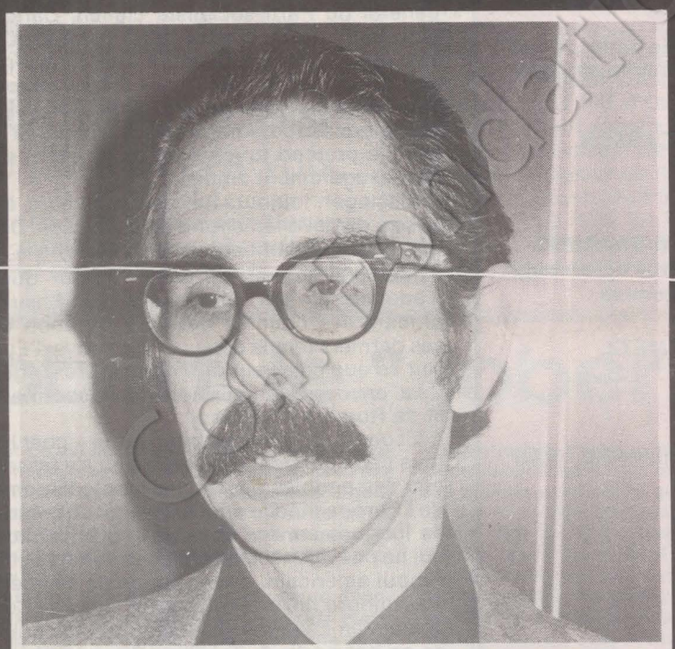
L'unité

N° 126 -4F L'hebdomadaire du Parti socialiste 4 au 10 Octobre 1974

Les faiblesses de l'expérience chilienne

EXCLUSIF



PAR CARLOS ALTAMIRANO



GAUCHE + FUSILS

Ce qui vient de se passer au Portugal (et que nous relatons en détail pages 16, 17 et 18) est lourd de conséquences pour l'avenir de la gauche et du socialisme en Europe et dans le monde. Après cinq mois d'un pouvoir ambigu, né des conditions mêmes dans lesquelles la dictature fasciste avait été abattue à l'aube du 25 avril, les choses se sont brusquement clarifiées. La droite qui attendait son heure a jeté le masque. Mais elle a raté son coup et le départ du général Spinola laisse le pouvoir entre les mains de ceux, civils et militaires, qui veulent engager le Portugal sur le chemin d'une démocratie véritable.

(suite page 2)

Collection Jean Jaurès

Sommaire

3 PARTIELLES : LE VENT EN POUPE, PAR ANTOINE VIOLET.

JOBERT, LE « JOBERTISTE ».

4 GISCARDIEN : UNE HISTOIRE DE PIED, PAR NICOLAS BRIMO.

5 EDITORIAL : VIEILLES FICELLES, PAR CLAUDE ESTIER.

6 INFLATION : L'ENNEMI PUBLIC N° 1, PAR GUY PERRIMOND.
Il n'y a pas cent solutions économiques pour combattre l'inflation, décrétée ennemi public n° 1, mais des solutions politiques comme celles que propose le plan de la gauche.
MATIERES PREMIERES : IL N'Y A PAS QUE LE PETROLE.

7 ECONOMIES : UN PEU D'IMAGINATION.

11 « FRANCE » : UN DEFICIT SUSPECT, PAR NICOLAS BRIMO.

ALERTE A LA SNIAS, PAR MICHELE BACKMANN.

12 O.R.T.F. : LA RIPOSTE, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS.

13 TURQUIE : SUR LE FIL DU CIMETERRE, PAR JEAN-CLAUDE RIEU.
Occupant une position clé dans la stratégie de l'Otan, la Turquie n'a qu'une marge de manœuvre extrêmement étroite dans sa politique d'indépendance nationale.

16 PORTUGAL : GAUCHE + FUSILS, PAR MAURICE FABIEN.

SOCIALISTES ESPAGNOLS : UNE GRANDE ESPERANCE.

18 GRANDE-BRETAGNE : LABOUR, PLUS A GAUCHE, PAR JEAN-CLAUDE RIEU.
L'« hémorragie » supposée du Parti travailliste n'est pas une perte... C'est le signe du déclin rapide de la droite du Parti tandis que la gauche appuyée pour les syndicats renforce sa position.

20 MEDECINE : LA NUIT DES MANDARINS, PAR BERNARD CASSEN.

21 POLLUTION : LA LEÇON DE LA ROCHELLE, PAR JOSETTE BARBIERI.
Avec sa nouvelle usine de traitement des déchets, La Rochelle est en train de donner une leçon en matière d'anti-pollution et d'économies.

24 LIVRES : LE FLICORAMA DE LA Vème, PAR DOMINIQUE METZ.

27 DOCUMENT : LES FAIBLESSES DE L'EXPERIENCE CHILIENNE, PAR CARLOS ALTAMIRANO.

29 ASSISES DU SOCIALISME : LES CHEMINS DE L'UNITE.

31 CHANGER LA VIE CULTURELLE.

32 CRISE : L'ARNAQUE, PAR JEAN-PIERRE CHEVENEMENT.

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (pages 10, 13, 15, 17, 19, 28), Batellier (page 23) Coureuil (pages 1, 7, 8, 19) Huper (pages 16, 17) Lacroux (pages 21, 25) Pascal Lebrun (pages 1, 27) Magnum - Alecio de Andrade (page 17) Solo (page 19) Viva (page 14).

→

Cette clarification, qui réjouit les hommes de gauche, n'est évidemment pas du goût de tous. La droite française, par exemple, y voit une espèce de nouveau « coup de Prague ». Spinola devient le grand homme de « l'Aurore » dont l'éditorialiste, qui s'accommodait fort bien hier du régime de Salazar et de Caetano, comme il s'accommode aujourd'hui de celui de Pinochet, n'hésite pas à dénoncer la « dictature » que le Parti communiste voudrait, selon lui, imposer au peuple portugais « par son alliance très circonstancielle et inattendue avec le Mouvement des forces armées et par la peur déclenchée par la chasse aux sorcières. »

Ce scandaleux travestissement de la vérité, que l'on retrouve sous des formes diverses dans d'autres journaux et dans les commentaires des radios, s'inscrit dans une campagne systématique qui se déclenche automatiquement à travers le monde dit « libre » dès que, quelque part, la gauche accède au pouvoir et menace les privilèges de la droite. On sait ce qu'il en fut au Chili. Dès l'élection de Salvador Allende en septembre 1970 et l'installation du gouvernement de gauche, les Etats-Unis entreprirent une fantastique croisade — dont il est maintenant prouvé qu'elle était dirigée par Henry Kissinger lui-même — pour abattre ce pouvoir populaire, pourtant parfaitement légitime. Un peu partout des voix leur firent écho, décrivant les malheurs du peuple chilien sous ce régime intolérable, osant nationaliser les grandes compagnies multinationales qui avaient pendant si longtemps accumulé des bénéfices fabuleux. Dans le document exceptionnel que nous publions en pages 26, 27 et 28, le secrétaire général du Parti socialiste chilien, Carlos Altamirano, explique ce que fut cette croisade et comment elle aboutit inéluctablement à la contre-révolution qui, depuis un an, écrase ce même peuple chilien sous un joug impitoyable. Sans que les grandes consciences toujours prêtes à s'indigner quand la gauche prétend toucher à l'ordre établi en paraissent exagérément émues.

Kissinger, toujours lui, vient d'ailleurs, à deux reprises, de dévoiler le fond de sa pensée. D'abord en interdisant à l'ambassadeur américain à Santiago d'intervenir auprès de la junte pour que celle-ci « adoucisse » son régime de terreur. Ensuite, en exprimant ses craintes devant l'évolution constatée ces derniers temps dans certains pays d'Europe. On sait ce que cela veut dire en nombre d'agents de la C.i.a. envoyés « en mission » de Lisbonne à Madrid et de Rome à Athènes.

Et pourtant, il faudra bien que le « cher Henry » et tous ceux qui pensent comme lui s'y fassent. Peu à peu, les peuples écrasés, et particulièrement ceux de l'Europe méditerranéenne, qui ont vécu pendant de longues années sous des régimes dictatoriaux qui ne pouvaient eux-mêmes se survivre que grâce à l'appui américain, ont entrepris de se libérer. C'est vrai aujourd'hui en Grèce et au Portugal. Ce sera vrai demain en Espagne. Tout le problème pour eux est de ne pas sortir du fascisme pour tomber dans un régime prétendument « libéral », mais dont la tâche principale est de continuer à assumer la suprématie de la bourgeoisie.

C'est bien cela qui est en cause au Portugal et c'est dans ce combat capital, encore loin d'être gagné, que la gauche portugaise vient de faire un grand pas en avant. Solidaires de leurs camarades socialistes portugais, sur qui repose pour une large part l'avenir de leur pays, les socialistes français applaudissent à la défaite qui vient ainsi d'être infligée au forces de la réaction, qui sont les mêmes à Lisbonne et à Paris.

C.E. ■

Collection Jean Jaurès

LE VENT EN POUPE

Le premier tour des élections partielles a déjà provoqué des remous dans la majorité. Sur sa lancée, la gauche va lui porter dimanche un nouveau coup.

Si des élections législatives générales avaient eu lieu dimanche dernier, la gauche les aurait-elle gagnées ? C'est la question que chacun, dans le monde politique, se pose cette semaine, et à laquelle aucune réponse certaine ne peut évidemment être apportée : le comportement des électeurs lors d'élections partielles n'est pas forcément le même que lors d'élections générales qui doivent déterminer une majorité de gouvernement ; la participation au scrutin est sensiblement plus faible ; enfin, les circonscriptions intéressées ne reflètent pas forcément la physionomie de la France entière.

Cependant, lorsqu'il s'agit le même jour de six circonscriptions réparties à l'est, à l'ouest, au sud-ouest et au sud-est du pays, lorsque ces six circonscriptions sont, par définition, des fiefs de la majorité puisque ce sont des ministres U.d.r. qui y avaient été élus en mars 1973, et lorsqu'enfin, dans cinq d'entre elles sur six — seule la Moselle faisant exception — on enregistre exactement les mêmes phénomènes, que toute la presse a traduit par une « poussée socialiste » et un « tassement » (c'est le mot employé pour ne pas dire recul) de la majorité, on est fondé à tirer quelques conclusions.

En observant le détail des résultats, il semble qu'on puisse en dégager au moins quatre :

1) Le Parti socialiste gagne partout des voix.

Malgré un taux d'abstention sensiblement plus élevé qu'aux élections générales de mars 1973, les candidats socialistes et radicaux de gauche gagnent partout des voix, non seulement en pourcentage, mais en nombre absolu. Ce qui représente donc une progression souvent très sensible, due sans doute pour une large part au fait que François Mitterrand s'était déplacé lui-même dans les six circonscriptions, ainsi que plusieurs dirigeants nationaux du P.s. Mais aussi à la nouvelle image que le Parti socialiste a désormais acquise dans l'opinion.

C'est vrai même en Moselle, où, bien que l'ensemble de la gauche ne retrouve pas le pourcentage de suffrages obtenus par Mitterrand le 19 mai, le candidat socialiste Vincent Thollon-Pommerol, venu de Paris pour affronter Pierre Messmer, gagne 252 voix par rapport à mars 1973 et passe de 7,86 à 9,17 % (3,66 % en 1968 !). C'est d'ailleurs dans l'autre circonscription où un ancien ministre U.d.r. l'a emporté au premier tour que la progression socialiste est la plus sensible : dans le fief d'Olivier Guichard, Philippe Segrétain réussit le tour de force de gagner 3 162 voix et de faire passer le pourcentage socialiste de 17,39% à 30,31% — alors qu'il y a près de 8 500 votants de moins que le 4 mars 1973. En Ardèche, Louis Gaillard, déjà candidat en 1973, améliore son propre score de 2 783 voix en passant de 23,18 % à 34,48 %. Et, en Savoie, Maurice Blanc, également candidat l'an dernier mais qui cette fois se retrouve en position de porter les couleurs de la gauche contre Joseph Fontanet au second tour, gagne 2 661 voix et monte de 19,93 % à 31,42 %.

Le même phénomène s'observe dans les deux circonscriptions où l'U.g.s.d. était représentée par des candidats radicaux de gauche qui étaient d'ailleurs les mêmes qu'en 1973. En Côte-d'Or, Pierre Charles gagne 1 792 voix et atteint le pourcentage de 40,45 % au lieu de 27,34 %. En Dordogne, Aris Salviat, bien que ne parvenant pas à se qualifier pour le second tour, avance de 809 voix et de 19,27 à 22,5 %. Il s'agit donc d'une progression générale qui se situe, suivant les circonscriptions, entre 3 et 13 %. Cette progression ne s'accompagne d'ailleurs pas toujours d'un recul du candidat communiste, qui n'est réel que là où il était acquis que celui-ci n'avait aucune chance de pouvoir être présent au second tour. Mais en Savoie, tout en étant devancé par Maurice Blanc, Marcel Rochaix progresse légèrement en pourcentage. Et en Dordogne, parallèlement au gain du candidat radical, le communiste Yves Péron gagne 373 voix et passe de 27,27 % à 30,43 %.

→

Jobert, le " jobertiste"

Qu'est-ce qui fait courir Jobert ? Personne ne le sait encore très bien. Mais le fait est que l'ancien confident de Pompidou a désormais le goût des voyages. Il court d'un bout à l'autre de la France et fait courir à sa suite bon nombre de notables provinciaux dont certains sont fort proches de l'U.d.r.

La semaine passée, à Caen, plusieurs députés et ex-députés gaullistes avaient pris place autour de la table du Novotel où, une fois le dîner expédié, Michel Jobert entreprit de répondre aux questions posées par l'assistance. Questions souvent complaisantes — la « puissance invitante » était ici l'U.j.p. — et moins destinées à l'embarrasser qu'à lui permettre de développer quelques points de ce qui n'est pas encore un programme mais qui est en passe de le devenir. Même scénario le week-end dernier à Toulon où l'organisateur était cette fois l'Union travailliste (gaulliste de gauche), mais où l'homme fort de l'U.d.r. du Var, le député Aymeric Simon-Lorière, avait délégué son suppléant au dîner-débat du Grand Hôtel.

Chaque fois, dans son style inimitable, avec un incontestable sens des formules, Jobert lance des flèches acérées au gouvernement « qui ne dit pas la vérité aux Français », à Chirac « qui prend des mesures molles avec un visage tendu ». Il n'attaque pas directement Valéry Giscard d'Estaing mais on sent bien qu'il ne faudrait pas le pousser beaucoup pour qu'il devienne franchement désagréable. En revanche, il ne manque jamais une occasion de rappeler l'enseignement du général de Gaulle — sur l'indépendance notamment — et aussi celui de Georges Pompidou encore qu'il soit moins facile de saisir à quoi il s'applique. Quelques amabilités aussi pour la gauche qui « propose des mesures de valeur », comme l'indexation de l'épargne à laquelle il est lui, Jobert, fermement attaché.

Cette tournée des villes de France est-elle l'amorce de la création d'un parti ? L'ancien ministre des Affaires étrangères s'en défend. Il ne croit pas aux partis politiques. Il se contente de laisser derrière lui des « comités Jobert ». Mais sans hiérarchie, car l'existence d'une hiérarchie, dit-il, « aboutit toujours à fermer les portes ».

Et pourtant c'est bien une organisation que Jobert est en train de mettre en place, avec des bureaux (dans le 15e arrondissement de Paris), des permanents et un moyen d'expression : une lettre mensuelle qu'il rédigera personnellement. Bref, des moyens importants.

Suffisamment en tout cas pour attirer l'attention d'un certain nombre de députés U.d.r. — on prononçait beaucoup le nom de Jobert, à leur week-end de Cagnes-sur-Mer — et pour commencer à inquiéter Michel Poniatowski qui s'intéresse de très près à l'activité de son ancien collègue. A Caen comme à Toulon, les inspecteurs des Renseignements généraux étaient sur les dents pour noter les faits et gestes de Jobert et le nom de chacun de ses interlocuteurs.

A suivre... si l'on ose dire.

A. V.

2) La majorité présidentielle est partout en recul.

Cette poussée de la gauche en général, et du Parti socialiste en particulier, correspond à un recul, encore plus net — étant donné le nombre d'abstentions — de la majorité présidentielle, qui apparaît partout sauf en Moselle, où la perte personnelle de Messmer (moins 10 000 voix et moins 17 %) est compensée par les suffrages recueillis par deux candidats de droite qui se réclamaient eux aussi de la majorité, bien que n'en ayant pas l'investiture.

Mais Guichard perd à La Baule plus de 6 000 voix, Henri Torre à Tournon près de 8 000, Jean-Philippe Lecat à Beaune plus de 4 500, Fontanet à Albertville environ 3 000, et Yves Guéna à Périgueux un peu plus de 2 000. Et cela bien qu'aucun de ces cinq derniers n'ait eu cette fois en face de lui de candidats réformateurs, qui avaient recueilli en mars 1973 entre 3 000 et 5 000 voix. C'est précisément le fait que ceux qui se trouvent en ballottage ne disposent plus de cette réserve pour le second tour qui rend leur situation précaire et, dans un cas au moins, désespérée.

3) Les voix centristes ne se sont pas reportées sur les candidats U.d.r.

Le fait que les électeurs centristes qui n'avaient plus de candidats au premier tour n'aient pas reporté leurs voix sur les candidats U.d.r. confirme, bien qu'il s'agisse d'anciens ministres, le discrédit qui s'attache dé-

Giscardiens

Histoire d'un pied

Douze ans après, la guerre d'Algérie n'est pas tout à fait terminée. Deux informations, quelques lignes dans « le Monde ». Dans l'Orne, un membre important de la Fédération des Républicains indépendants, Hubert Bassot, l'un des quatre permanents du parti de Valéry Giscard d'Estaing et de Michel Poniatowski, a subi un échec aux élections sénatoriales.

Quelques jours plus tôt, un autre entrefilet. Jean-Jacques Susini, le cerveau politique de l'O.a.s., le penseur des colonels d'Alger, était remis en liberté provisoire par le juge d'instruction Bernard

Commençons par un peu d'Histoire. Le 20 décembre 1968, à Malakoff où il résidait, Raymond Gorel, « Cimeterre » dans le code de l'O.a.s., a quitté tranquillement son pavillon de banlieue au volant d'une Volkswagen jaune. Il avait alors 55 ans. Et il croyait que la page était définitivement tournée. Ce petit homme tranquille, ce colonel, ami de Raoul Salan, détenait un secret : celui du milliard de l'O.a.s. A Alger, en 1961-1962, l'O.a.s. avait braqué les banques et racketté les commerçants pieds noirs. Cela faisait beaucoup d'argent. Il fallait le placer en métropole et en Suisse. Salan a confié cette tâche à Gorel. Mais plus personne ne reverra jamais, ni vivant ni à l'état de cadavre, l'homme à la Volkswagen jaune.

« Cimeterre » n'avait de comptes à rendre qu'à son chef Salan. Il l'a fait. Correctement, sans doute, puisque le 7 octobre 1972 le général écrira à ses anciens amis de l'O.a.s. une longue lettre où il lave le colonel Gorel de tout soupçon : non, le trésorier de l'O.a.s. n'avait rien gardé pour lui. Alors, si Gorel n'a pas levé le pied avec la caisse, c'est qu'« on » l'a enlevé avant de se débarrasser de lui.

Susini, condamné à mort par contumace, a lui aussi quitté l'Algérie en 1962. Il vit alors à Florence, en Italie. Mais parfois il vient en France : en 1967, bien que condamné et théoriquement recherché par toutes les polices, il « fait » la campagne de l'avocat Michard-Pélissier, l'ami de Jacques Chaban-Delmas, à Antibes. Mais Susini, celui que ses camarades de combat surnommaient « le petit César », a d'autres ambitions que de servir d'homme de main. Il veut monter un parti, restructurer les demi-soldes de l'O.a.s. et faire naître, devant « la menace marxiste », une nouvelle extrême droite. Pour cela, il lui faut de l'argent. Beaucoup d'argent : les rêves coûtent cher.

Cela vaudra à Susini de se retrouver deux fois devant un commissaire de police et un tribunal. En janvier 1974, il comparaît devant les jurés des Bouches-du-Rhône, à Aix-en-Provence. Il est, avec 13 autres anciens activistes de l'Algérie française, accusé de vols qualifiés, d'agressions à main armée, de détention d'armes et d'association de malfaiteurs pour neuf hold-up commis « avec une précision militaire » contre des établissements bancaires de Paris, de Lyon, de Marseille et de la Côte d'Azur en juin 1969 et février 1970. Remarquablement bien défendu, il en sortira sans trop de dommages.

Susini n'en avait pas pour autant fini avec la Justice. Le commissaire Poiblanc pensait que Susini avait quelque chose à voir avec l'enlèvement de Gorel, le trésorier de l'O.a.s. Ce qui vaudra à Susini de comparaître bientôt devant la Cour d'assises de Paris.

Hubert Bassot, celui que « l'Aurore » surnommait pendant la dernière campagne électorale « le voltigeur de Giscard », est lui aussi un ancien de l'Algérie française. Simplement, un peu mieux et plus intelligemment reconverti. En décembre 1960, il avait fondé, avec Philippe Héduy, un hebdomadaire intitulé « l'Esprit public ». S'y retrouvaient les activistes d'Alger et les comploteurs de Paris. Il a même participé ensuite à la création d'un éphémère Rassemblement de l'Esprit public, en 1964.

Mais Bassot comprend vite que l'Algérie française est une cause perdue. Il faut penser à faire de la politique sérieuse. Il se parachute à Marseille au cœur de la campagne électorale des municipales de mars 1965 pour soutenir un candidat centriste, le professeur Luccioni. Au 2e tour, Luccioni se retire dans des conditions curieuses au profit de Joseph Comiti. Bassot juge préférable de quitter Marseille.



Hubert Bassot.

En 1967, il entre enfin chez les Républicains indépendants. Et il en devient homme d'appareil. Pendant la campagne présidentielle de 1974, c'est lui qui engage les jeunes gens d'Ordre nouveau pour assurer le service d'ordre de Giscard d'Estaing. C'est lui qui a en charge toute l'organisation matérielle.

Le lien entre Bassot et Susini ? Après l'enlèvement de Raymond Gorel, le 20 décembre 1968, le commissaire Poiblanc organise une confrontation dans son bureau. Il y a là Mme Gorel, sa fille, Susini et Bassot. Les anciens activistes de l'Algérie française nient tout. Et pourtant... Mme Gorel raconte l'histoire suivante : un soir de 1967, Susini, qui n'est pas alors encore amnistié, se présente au domicile de Gorel. Pour réclamer ce qu'il croit être sa part du trésor de l'O.a.s. Gorel veut lui fermer sa porte au nez, mais un troisième personnage glisse son pied entre le chambranle et la porte. Selon Mme Gorel, il s'agissait du pied de Bassot.

Depuis, l'instruction n'a guère progressé. Le 30 mai 1974, le juge Bernard reçoit, dans son bureau, la veuve de Gorel. Une nouvelle fois, elle lui parle de Bassot. Et réclame de nouveau son audition. Le juge n'a qu'une réponse : « On ne l'a pas retrouvé ». Il est vrai que Bassot avait alors beaucoup à faire aux côtés de Giscard d'Estaing.

Aujourd'hui, Susini a été remis en liberté provisoire. Mais l'affaire Gorel n'est pas tout à fait finie. Il y aura bien un procès aux assises. Et il se pourrait bien que l'on reparle d'un pied, glissé un soir de 1967 pour empêcher une porte de se fermer.

NICOLAS BRIMO

sormais à cette étiquette. Et peut laisser sceptique quant à la promesse que Jacques Chirac vient de faire aux députés U.d.r. d'assurer la réélection de 150 d'entre eux.

Fontanet lui-même, bien que centriste, n'a pas retrouvé les 3 000 voix du candidat Centre démocrate de 1973, qu'il n'avait pourtant fait que précéder de quelques années dans le ralliement à la majorité. Il est vraisemblable qu'une partie des électeurs réformateurs ont reporté leurs suffrages sur les candidats socialistes ; mais le compte n'y est pas et il est évident que plusieurs milliers d'entre eux ont préféré s'abstenir plutôt que de voter pour les candidats de la majorité. S'il en est encore ainsi dimanche, chacun de ceux-ci se trouvera en très mauvaise posture.

4) Le vote des jeunes a plutôt favorisé les socialistes.

Sur ce dernier point, il est encore difficile de dégager des enseignements précis. On peut cependant constater que les jeunes de 18 à 21 ans qui ont voté pour la première fois n'ont guère porté leurs suffrages sur les candidats gauchistes de Lutte ouvrière, qui étaient présents dans les six circonscriptions mais n'atteignent jamais 800 voix et 2 % des suffrages exprimés. En revanche, d'après certaines indications partielles recueillies notamment en Savoie et dans l'Ardèche, la progression socialiste serait supérieure à la moyenne dans les bureaux de vote où un nombre important de jeunes figuraient parmi les nouveaux électeurs.

L'ensemble de ces constatations devra être précisée ou complétée au vu des résultats du second tour. Il sera notamment important de vérifier si le report de voix sur le candidat de la gauche restant en lice s'effectue convenablement dans tous les cas et s'y ajoute même un surplus de suffrages — comme cela a été le cas dimanche dans les Ardennes, où le candidat socialiste Camille Titeux a pu ainsi enlever le siège de conseiller général que détenait un Républicain indépendant et dont un Centre démocrate lorgnait la succession.

Il est en tout cas certain que les résultats du premier tour ont contribué à accélérer les grandes manœuvres que l'on a enregistrées cette semaine dans les états-majors de la majorité. Et qu'une victoire des candidats de gauche dimanche aurait, dans le contexte actuel, une considérable portée politique. C'est pourquoi le Parti socialiste, pour sa part, appelle tous ceux et toutes celles qui lui font confiance et qui veulent faire triompher les solutions de la gauche à voter et à faire voter pour Maurice Blanc à Albertville, Louis Gaillard à Tournon-Annonay, Pierre Charles à Beaune et Yves Péron à Périgueux.

ANTOINE VIOLET

Editorial

Vieilles ficelles

Jean Jacques Servan-Schreiber vient de découvrir que « la France souhaite être gouvernée à gauche ». Peut-être aurait-il pu s'en apercevoir avant le 19 mai et éviter un assez peu glorieux ralliement de dernière heure à Giscard d'Estaing sur la base d'un prétendu contrat qui lui a valu depuis quelques avatars.

A vrai dire, ces pirouettes d'un homme qui affirmait naguère que les notions de droite et de gauche étaient totalement dépassées mais qui, chaque fois qu'il lui a fallu choisir, a choisi la droite, n'intéressent plus grand monde. Et l'on pourrait seulement s'étonner que des journaux sérieux estiment nécessaire de leur consacrer de longues colonnes. A moins qu'elles soient, avec quelques autres manœuvres dont on a eu cette semaine la révélation, le signe d'un certain désarroi au sein de la majorité.

L'une des origines de ce désarroi est la constatation faite par le Pouvoir que les initiatives prises, au cours de l'été, pour tenter de séduire une partie de l'électorat qui s'est rassemblé le 19 mai sur le nom de François Mitterrand n'ont aucunement atteint leur but. Cet électorat demeure inentamé et il semble même qu'il soit en train de s'élargir, si l'on en croit les élections partielles de dimanche qui sont sur ce plan une indication au moins aussi valable que les sondages plus ou moins dirigés. La situation apparue en pleine lumière lors de l'élection présidentielle est en tout cas confirmée : la gauche commence immédiatement aux frontières du bloc de droite, qui ne dispose plus de cette réserve que le centre mou lui fournissait aux heures difficiles. Fontanet, Lecat, Guéna et Torre en savent quelque chose. Situation périlleuse dont le Pouvoir voudrait bien sortir. D'où les deux types d'opération lancées actuellement et qui, pour avoir été déjà si souvent tentées, font aujourd'hui un peu usé.

La première consiste à reconstituer un centre dit « centre gauche », dont on espère qu'il serait en mesure de fixer un certain nombre d'électeurs qui se tournent désormais vers les radicaux de gauche ou les socialistes. Mais, pour que ce nouveau parti « radical et réformateur » ait la moindre chance d'intéresser l'opinion, il aurait fallu éviter de placer à sa tête — que Françoise Giroud nous pardonne — de vieux chevaux de retour qui ont tant de fois changé de casaque et de direction qu'ils n'ont plus guère de force d'entraînement.

D'autant que, sous le même mot « réformateur », se placent à la fois des hommes qui invoquent la gauche et d'autres qui achèvent leur chemin vers la droite en resserrant leurs liens avec le parti réactionnaire qu'animent Poniatowski et Chinaud. Sans doute ce dernier regroupement a-t-il aussi pour but de faire pièce au poids de l'U.d.r. C'est affaire de famille qui ne nous regarde guère. Que ces messieurs s'arrangent entre eux puisqu'ils appartiennent, en fin de compte, à la même famille !

La seconde opération a, elle aussi, la vie dure et justifie au moins le dicton suivant lequel il n'est pas nécessaire de réussir pour persévérer. Elle consiste à faire des sourires aux socialistes dans l'espoir de les détacher de leurs alliés communistes et de les amener un jour à rejoindre la majorité. Jean Lecanuet s'était déjà, il y a quelques semaines, dangereusement aventuré sur ce terrain. Le secrétaire d'Etat Républicain indépendant Paul Dijoud l'y a rejoint, l'autre dimanche, en multipliant les amabilités à l'égard du P.s. Mais comme ces ouvertures sont de nature à troubler une partie de l'électorat modéré, un autre giscardien et non des moindres est chargé de tenir le langage contraire. Et c'est ainsi que l'on entend Roger Chinaud, qui ne s'est jamais distingué jusqu'ici par sa capacité à maîtriser ses paroles, traiter Georges Marchais de menteur et injurier François Mitterrand, curieusement devenu « le défenseur des 200 familles arabes ». Propos irresponsables, certes, mais dont on ne peut pas dire qu'ils soient la meilleure entrée en matière à une invitation à l'Elysée !

Ces manœuvres grossières n'intéressent en fin de compte que quelques spécialistes de la politique « politicienne ». Elles ne troublent guère la grande masse des Français dont les préoccupations sont ailleurs et qui prêtent une oreille de plus en plus attentive aux propositions de la gauche. On le verra encore dimanche en Savoie, en Côte-d'Or, dans l'Ardèche et en Dordogne.

CLAUDE ESTIER

Economie

L'ENNEMI PUBLIC N°1

Les prix montent. Tous. L'inflation se généralise. Venue des U.s.a. lors de la guerre du Vietnam, elle s'est enflée, a fait tache d'huile et oscille selon les pays entre 10 et 25 %. Atteignant parfois, dans des conditions exceptionnelles 200 %. La récession est là — la production intérieure brute américaine est en baisse — avec son cortège : faillites, chômage. Sous le poids des importations pétrolières, les balances des paiements des pays occidentaux vacillent.

Poursuivons : la Bourse est catastrophique. Chaque semaine, un record est battu : celui du « jour le plus noir ». Dans les pays sans ressources, ceux que l'on vient d'appeler pays du Quart-Monde, la disette est là, précédant parfois la famine. Les investissements diminuent. Ceux des Etats qui tendent ainsi à faire pression sur l'emploi et la consommation des ménages, puis ceux des firmes qui, sous le coup des restrictions de crédit, manquent de liquidités. Du coup, les conférences internationales se multiplient. Il y a celles entre pays riches qui cherchent à trouver un moyen de le rester. Celles des pays producteurs — de pétrole ou d'autres matières premières — qui tentent d'être moins exploités. Le président des U.s.a., s'appuyant sur toute la puissance de son empire, se prête à d'ignobles chantages : le blé contre le pétrole. Son homme à tout faire, Henry Kissinger, parle, fort, des crises qu'un jour il n'arrivera pas à étouffer. Dans les journaux, on se met à parler des « solutions ». De la politique de la canonière, des pressions économiques, d'une reprise de la guerre au Proche-Orient. C'est qu'à ne pas vouloir parler des vrais problèmes, à ne pas vouloir les résoudre, il faut bien faire autre chose.

Il n'y a pas cent solutions économiques pour combattre l'inflation, décrétée partout ennemi public N°1, mais des solutions politiques comme celles que propose le plan de la gauche.

« Depuis plus de 15 ans, jamais la situation économique de la France n'a été aussi dégradée. Il a fallu quelques mois pour que les ministres comprennent. L'euphorie de l'élection présidentielle et quelques illusions ont permis de passer l'été. Aujourd'hui, le réveil est douloureux. » Les propos sévères de ce haut fonctionnaire ne sont pas des propos isolés.

Le jeu des monstres

Dans les couloirs du ministère des Finances, commentant des études faites par le service de la Prévision, « on » explique que l'année 1975 ne sera pas meilleure que l'année 1974 : la hausse des prix tournerait, l'année prochaine entre 12 et 15 % ; il y aurait au minimum 140 000 chômeurs de plus et le déficit de la balance des paiements risquerait d'atteindre les 20 milliards de francs.

Il n'y a pas que le pétrole

Le blé, le maïs, le soja, le sucre. Depuis 1971 les prix de ces matières premières agricoles grimpent. Sec. Et les stocks sont toujours au plus bas. Ces hausses fabuleuses — le prix du blé a quadruplé en deux ans — n'ont pourtant pas fait les gros titres des journaux. Pour quelques raisons bien simples : tout d'abord, les pays producteurs sont pour l'essentiel des pays développés. De plus le mouvement de hausse a commencé avant la hausse massive du pétrole. Et les prévisions ne sont pas optimistes. Ce qui, pour des centaines de millions d'hommes, est tragique.

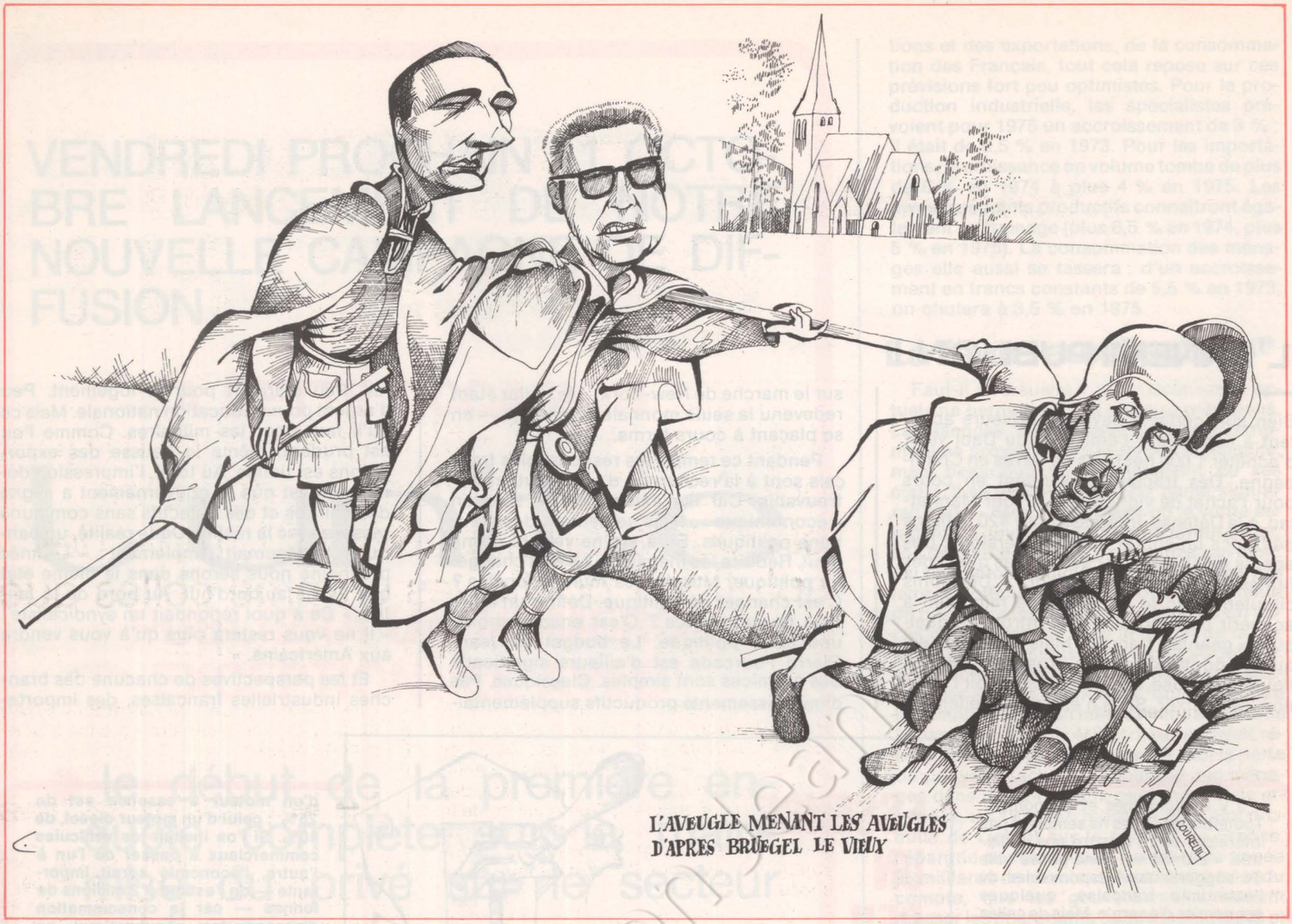
LE BLE. Les stocks sont aujourd'hui au point le plus bas atteint depuis 25 ans. Si les prévisions du Conseil international du blé sont pour 1975 plus optimistes — une certaine recontitution des stocks est prévue — les aléas climatiques risquent d'infirmer cette hypothèse. On s'attend donc à la poursuite de la hausse. Cette dernière a été ces dernières années particulièrement importante. En 1970, le boisseau valait 1,5 dollars. Aujourd'hui il dépasse les 5 dollars. En février dernier, il a même atteint 6,3 dollars. Tous les experts s'attendent à la poursuite de la hausse : les fluctuations du prix du blé n'étant pas seulement dues à des raisons techniques (récoltes, stocks, demande). Mais aussi à des raisons politiques. Les Etats-Unis alimentent en effet 50 % du commerce mondial. Et les fermiers américains ont récemment refusé de vendre leur blé, attendant que soient répercutées dans le prix de vente les hausses des engrais, du fuel, etc. De plus, on prête au gouvernement américain l'intention d'utiliser la hausse du blé comme une arme contre la hausse du pétrole, de nombreux pays producteurs du Proche-Orient s'approvisionnant en blé sur le marché américain. Les experts sont tous d'accord : le blé augmentera encore.

LE MAIS. Les deux dernières années, le prix du maïs avait doublé. Tout comme pour le blé la tendance était — pour les mêmes raisons — à la hausse. C'est alors qu'est arrivée la sécheresse. Aux U.s.a. la récolte 1974 serait inférieure de 12 % à celle record — de 1973. Or, les Etats-Unis assurent 80 % du commerce international. Comme les stocks sont à leur niveau le plus bas depuis 25 ans, on s'attend à des hausses sérieuses. Le maïs augmentant, il faut donc s'attendre à une hausse du porc et du poulet.

LE SOJA. Entre avril et juin, les prix avaient baissé de 40 %. En juillet, ils avaient repris 38 %. Il faut souligner que les hausses des années précédentes étaient telles qu'il faut bien de temps en temps souffler... Les perspectives sont calmes : les excédents U.s., le plus gros producteur, étant pour la campagne 1974, égaux à la moitié de ceux de 1973, il ne faut surtout pas s'attendre à une baisse. La production de farine de poisson, de tournesol, d'arachide stagnant, les spécialistes ne s'attendent qu'à une seule chose : la hausse. Et, en conséquence une hausse identique des animaux nourris à la farine de soja.

LE SUCRE. En un an le prix du sucre a été multiplié par quatre. La cause officielle : la consommation croit plus vite que la production. Pourtant les stocks sont à peine en dessous du niveau normal. Et là aussi la moindre récolte de 1974 — en Europe notamment — doit sinon amplifier, du moins conforter la hausse. Les pays du Marché Commun devenant importateurs, les cours vont poursuivre leur progression. Les experts prévoient une hausse de 25 % d'ici à la fin de l'année, certains allant même jusqu'à prévoir pour certains pays comme l'Angleterre, un rationnement.

La tendance des matières premières agricoles est, on le voit, à la hausse. Pour les autres matériaux — sauf la laine — la meilleure hypothèse retenue est celle de la stabilisation des cours. Les baisses, souvent passagères, mesurées en mai et juin, ne se sont pas poursuivies. L'inflation généralisée explique en partie ce phénomène. Mais surtout, pour de nombreuses matières premières les pays producteurs tentent de se regrouper dans des « O.p.e.p. » qui ont pour but, en jouant sur les stocks, souvent de bas niveau, d'empêcher toute baisse de leur pouvoir d'achat. Ce qui, si ces opérations réussissaient, aurait pour conséquence d'indexer le prix de vente des matières premières sur le taux d'inflation. On le voit, l'espoir du gouvernement français — une baisse sensible des matières premières — ne semble pas être à l'ordre du jour.



A moins de limiter l'augmentation du pouvoir d'achat aux alentours de 1 %, ce qui, socialement, serait extrêmement délicat. Pour ne pas dire dangereux.

Les responsables des différents instituts de prévision — et là, il ne s'agit plus de « on dit », mais de calculs — ne sont pas plus optimistes. Le dernier rapport du Laboratoire de conjoncture et de prospective estime qu'il « paraît logique d'envisager pour 1975 une inflation de l'ordre de 12,5 à 13,5 %, très voisine de celle de cette année. » Qu'il s'agisse de la balance des paiements, du nombre de chômeurs, de la consommation des ménages, ses analyses ne sont pas particulièrement exaltantes. Les 100 pages de ce rapport tracent de la France un portrait d'autant plus inquiétant qu'il est évident que le gouvernement ne fera pas grand-chose pour l'éclaircir. Car il ne sait que faire. Pour des raisons à la fois politiques et théoriques. Politiques, tout simplement parce qu'à aucun moment le gouvernement ne veut mettre en cause la structure de la société. Mieux, il utilise la « crise du pétrole » pour cacher par un vaste écran de fumée les véritables raisons de la crise. *(Voir page 32 l'article de Jean-Pierre Chevènement).* Théoriques, parce que la science économique « officielle » est incapable de prescrire la moindre ordonnance aux maux dont souffre le système. Les techniques traditionnelles de lutte contre l'inflation sont devenues particulièrement inopérantes : aux Etats-Unis, certains économistes vont jusqu'à réclamer le relâchement du crédit. En effet, les restrictions apportées ont eu pour résultat — tout comme en France — d'accroître le nombre des faillites et le volant de chômeurs. Mais n'arrivent pas à freiner l'inflation.

Durant les dernières décennies, nombre d'économistes et de responsables gouvernementaux ont vécu avec une certitude : la crise — la grande — ne pouvait pas revenir. Le « jeudi noir » de Wall Street en 1929 était oublié. Ou demeurait une hypothèse d'école pour marxistes attardés. L'intervention de l'Etat, théorisée par l'économiste anglais John Keynes, réglait le problème. L'Etat-providence atténuait les crises, relançait la production, freinait l'inflation, prenait en charge le coût social de l'opération. Ces temps heureux se sont enfuis. L'intervention des firmes multinationales a limité la possibilité d'action des Etats. A moins que ces derniers ne se décident à limiter la liberté de jeu de ces monstres économiques. Car la source de l'inflation réside, pour l'essentiel, dans les pratiques des multinationales. Pour financer les gigantesques investissements aujourd'hui nécessaires à l'industrie, elles ont trouvé un moyen de financement fort simple : elles organisent la hausse des prix ce qui leur fournit l'argent nécessaire pour accroître leur puissance. Et comme leur taille et leurs ramifications rendent inopérantes sur elles les restrictions monétaires, le tour est joué.

Roy Ash, directeur américain du Budget, a pu déclarer : « Il n'existe pas de solution applicable immédiatement et de nature à résoudre instantanément notre problème. » Car les U.s.a. connaissent eux aussi des taux d'inflation galopants. En juillet, les prix de gros ont augmenté de 3,7 %. En août, alors que le gouvernement espérait une pause, nouvelle hausse : 3,9 %. En deux mois, la hausse a donc été de 7,6 % soit un taux annuel de 44 %. Ce record vieux de 30 ans a été battu dans une perspective de récession, c'est-à-dire à un moment où, logiquement, selon la théorie classique, il n'y aurait pas dû avoir de hausse. Les craquements ne s'arrêtent pas là. Aux Etats-Unis aussi la Bourse vacille : en 42 jours, elle a baissé de 20 %, la balance des paiements se dégrade, le chômage est en légère augmentation. Gerald Ford, a peine intronisé, se voit contraint de décréter l'inflation « ennemi public n° 1 ». Mais sans savoir comment l'écraser. Et les industriels américains regardent avec angoisse un tableau où se lisent les problèmes de 1975 : croissance des exportations : 3,6 % ; croissance des importations : 52 % ; évolution des mises en chantier : moins 80 %.

Un émir en Champagne

Dans ce chœur des lamentations, une zone de silence : les P.d.g. des multinationales. Toujours eux. Les bénéfices de la hausse du brut ne sont pas exclusivement réservés aux pays producteurs. Chaque hausse a été répercutée. Avec soin. Et en pourcentage. Tout comme a été réévalué le brut en stock. Tout comme ont été réévalués — par anticipation — les autres matières premières *(voir notre encadré page 6)*. Car l'effondrement des cours, prévu par certains experts au printemps dernier, ne s'est pas produit. Des baisses sectorielles ont eu lieu, mais tous les indices montrent que, de fin 1973 à fin 1974, la baisse aura été nulle.

Dans le même temps, les mécanismes financiers ont dérapé. L'afflux, en période d'inflation, de capitaux ne pouvant pas — ou ne voulant pas — s'investir sur place, a déréglé les flux financiers déjà mis à mal depuis plusieurs années par les multinationales.

→

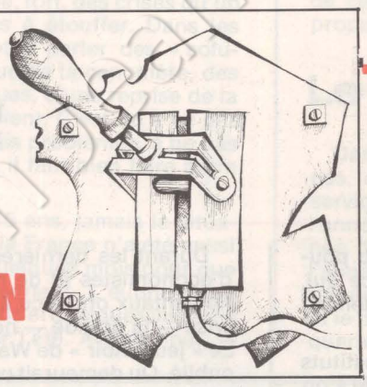
L'ENNEMI PUBLIC N° 1

Bien sûr, certains pays producteurs achètent à l'étranger : l'émir d'Abou Dabi vient d'acheter 1 000 hectares de terres en Champagne. Des tractations seraient en cours pour l'achat de vignobles. La Tour Manhattan, à la Défense, intéresse pour 420 millions de francs un émirat du golfe Persique. Des agents de change ne cachent pas que « des firmes françaises sont à vendre ». Des noms circulent avec le pourcentage minimum à acquérir pour prendre le contrôle de quelques « géants » français. Mais tout cela n'est qu'une goutte d'eau. La grosse masse des liquidités refuse, ne voulant pas subir l'inflation, de se fixer. Si ce n'est, essentiellement sur le marche de New-York — le dollar étant redevenu la seule monnaie d'échange — en se plaçant à cours terme.

Pendant ce temps, les responsables français sont à la recherche d'une solution. Introuvable. Car il n'existe pas de solution « économique ». Mais seulement des solutions politiques. Et là, on ne veut ni on ne peut. Réduire les inégalités ? Il faut changer de politique. Museler les multinationales ? C'est changer de politique. Définir un autre type de croissance ? C'est encore choisir une autre politique. Le budget de Jean-Pierre Fourcade est d'ailleurs significatif. Ses prémices sont simples. Classiques. Pas d'investissements productifs supplémentaires. Peu d'argent pour le logement. Peu d'argent pour l'Education nationale. Mais ce qu'il faut pour les militaires. Comme l'on est prudent, même la hausse des exportations est timide. Au total, l'impression dominante est que le gouvernement a aligné des chiffres et des objectifs sans commune mesure avec la réalité. Cette réalité, un banquier la résumait simplement : « L'année prochaine nous serons dans le même état que l'Italie aujourd'hui. Au bord de la faillite. » Ce à quoi répondait un syndicaliste : « Il ne vous restera plus qu'à vous vendre aux Américains. »

Et les perspectives de chacune des branches industrielles françaises, des importa-

ESSENCE UN PEU D'IMAGINATION



Il y a économies et économies. Toutefois les vraies ne semblent pas intéresser outre mesure nos ministres. « L'Unité » a donc pensé utile de suggérer aux responsables de l'économie française, quelques économies d'énergie. Mais de celles qui ne frappent pas le plus grand nombre, de celles qui ne limitent pas le bien-être des travailleurs. Cette semaine en voici quelques unes sur l'essence.

La semaine prochaine sur l'électricité.

Pour les experts gouvernementaux, il n'y a, pour limiter la consommation d'essence que trois solutions possibles : réduire la vitesse sur les autoroutes, augmenter le prix de vente des carburants, ou les rationner. Solutions déjà expérimentées ici ou là, et dont l'efficacité s'est montrée toute relative.

Pourtant avec un peu d'imagination, ces experts auraient pu trouver des solutions peut-être pas nouvelles, mais tout au moins efficaces. C'est-à-dire des solutions permettant de réduire la consommation sans accroître les inégalités sociales.

La consommation d'essence — ordinaire et super — représente 17% des importations de pétrole. Réduire de 10% la consommation d'essence revient à réduire de 1,7% le volume des importations. On le voit, pour que des mesures restrictives deviennent significatives, il faudrait en combiner plusieurs. Et si l'on veut vraiment limiter le tonnage de pétrole importé, il s'agit de jouer sur les autres postes. Au cas où les experts feraient preuve dans les mois qui viennent d'une imagination aussi pauvre que les mois précédents, voici une série de mesures à prendre qui permettraient non pas de résoudre nos problèmes, mais de les limiter. Il faut remarquer que si ces mesures demandent, pour être efficaces, un délai de mise en route, il y a maintenant près d'un an que l'on parle de la crise du pétrole. Et qu'en un an bien des choses auraient été réalisables. Seulement...

▶ Essence ternaire. Durant des années, Total a vendu — sous la marque Azur — une essence qui contenait de l'alcool. En quantité non négligeable : 13%. Cette essence avait un certain nombre d'avantages : elle était moins polluante que l'essence actuellement commercialisée, l'adjonction d'alcool évitant l'adjonction de plomb tétraéthyle. Elle évitait des sorties de devises, l'alcool utilisé étant produit à partir des betteraves. Et surtout on vendait une « énergie » renouvelable puisqu'il y a une récolte de betteraves par an. Sous la pression des pétroliers, cette essence a été retirée de la vente dans les années 50. A l'époque, le pétrole ne coûtait rien... Ce carburant ternaire est composé de 70% d'essence, de 13% d'alcool et de 17% d'aromatiques. Le prix de revient actuel du litre d'alcool de betterave, 0,60 F au maximum, permettrait à la fois de faire baisser le prix de vente de l'essence et, sans abaisser la consommation, de diminuer nos importations de brut. Pour réduire la consommation d'essence de 10% — c'est-à-dire de 1,7 % les importations de pétrole —, il suffirait de multiplier par 6 la production actuelle. Les betteraviers sont prêts, sans aucun investissement, à la multiplier par 2. Si, lorsque la crise a commencé, le gouvernement avait pris des décisions, une telle essence serait aujourd'hui commercialisable. Avec, pour l'automobiliste, une conséquence négligeable : il aurait fallu qu'il modifie, très peu, les réglages de son moteur.

▶ Types de moteurs et réglages. Les moteurs français utilisent un « mélange riche ». Aux Etats-Unis, on utilise un « mélange pauvre ». La différence entre les deux étant une moindre puissance instantanée pour le second, c'est-à-dire des reprises moins nerveuses. La différence de consommation est importante : 10% ; pour passer de l'un à l'autre, il suffit, en modifiant le gicleur, d'effectuer un réglage du carburateur ; ou, dans certains cas, de changer celui-ci. Une telle mesure modifierait bien évidemment les habitudes de conduite. Mais — tout comme pour la réduction de vitesse — est-ce un mal ? De la même manière, l'utilisation d'injecteur à la place de carburateur réduirait également la consommation de 10%. Les voitures de luxe — DS 23, par exemple — sont d'ailleurs équipées d'injecteurs. La différence porte, là, sur le prix du moteur et n'est applicable qu'à terme.

▶ Dieselisation. Le rendement d'un moteur à essence est de 25% ; celui d'un moteur diesel, de 40%. Si l'on incitait les véhicules commerciaux à passer de l'un à l'autre, l'économie serait importante — on l'estime à 2 millions de tonnes — car la consommation d'essence des « commerciaux » est nettement plus importante que celle des particuliers. Le coût initial d'un diesel est plus élevé — pour l'instant — que celui d'un moteur à essence. Le problème se limite donc à investir pour débloquer la situation. Et à entreprendre des recherches pour adapter aux véhicules civils les moteurs polycarburants mis au point pour les militaires.

On le voit, avec un peu d'imagination et de volonté, d'autres possibilités que le rationnement ou la hausse des prix existent. Sans même parler de la coordination rail-route, la tonne-kilométrique par fer consomme 5 fois moins d'énergie que la tonne kilométrique par route, du développement des transports en commun, de la rationalisation des lignes aériennes. Il est pourtant évident, vu la part relative de l'essence dans la consommation totale de pétrole, que les économies les plus significatives ne seront pas faites là. D'autres sont en effet possibles. Un seul exemple : les cimenteries consomment énormément de pétrole, 3% des importations. Or, il serait simple de passer du pétrole au charbon. Il suffirait d'adjoindre un broyeur à chaque four. L'investissement n'étant pas exorbitant, une bonne partie des cimenteries françaises pourraient, si une telle décision avait été prise il y a un an, fonctionner ainsi.

Le recensement des économies possibles ne passe pas par les mesures imposées aux individus : pour économiser, il faut en avoir les moyens. Faudrait-il encore que le gouvernement veuille se les donner.

VENDREDI PROCHAIN 11 OCTOBRE LANCEMENT DE NOTRE NOUVELLE CAMPAGNE DE DIFFUSION

A CETTE OCCASION

L'unité

PUBLIERA UN NUMERO EXCEPTIONNEL AVEC

- le début de la première enquête complète sur la mainmise du privé sur le secteur public
- un entretien avec Bruno Trentin, leader de la C.g.t. italienne
- un reportage de Serge Richard en Sibérie
- l'histoire d'un vichyste bien tranquille
- trois opinions sur les Assises du Socialisme
- Serge Moatti raconte « Le pain noir » et Edmonde Charles-Roux son « itinéraire Chanel »
- et la reprise de la chronique de François Mitterrand.

tions et des exportations, de la consommation des Français, tout cela repose sur ces prévisions fort peu optimistes. Pour la production industrielle, les spécialistes prévoient pour 1975 un accroissement de 3 % ; il était de 6,5 % en 1973. Pour les importations, la croissance en volume tombe de plus de 8 % en 1974 à plus 4 % en 1975. Les investissements productifs connaîtront également un freinage (plus 6,5 % en 1974, plus 5 % en 1975). La consommation des ménages elle aussi se tassera : d'un accroissement en francs constants de 5,5 % en 1973, on chutera à 3,5 % en 1975.

La faute aux "autres"

Faut-il poursuivre ? Les mécanismes actuels ne permettent pas d'autres prévisions. Les silences, les hésitations du gouvernement ne proviennent pas de son incapacité, mais beaucoup plus simplement de ses choix. Il ne peut rien dire, car parler signifierait soit — dans l'hypothèse où la vérité serait dite — une crise sociale qu'il veut éviter, soit des promesses qu'il ne pourra pas tenir. Ou une autre politique, ce qu'il ne peut pas faire. Et officiellement le Pouvoir continue de prétendre que l'inflation est due à un excès de la demande, que le déficit de la balance des paiements n'est dû qu'au pétrole. Avec, comme corollaire à cette fausse analyse, des actions inefficaces : on veut réduire la demande, mais en même temps on sacrifie l'épargne. François Mitterrand rappelait récemment que, pour la première fois, la perte du pouvoir d'achat de l'épargne des ménages dans les principaux pays industriels atteindra, en 1974, un montant égal aux produits de l'impôt sur le revenu. En France, l'épargne populaire aura perdu cette année 35 milliards de sa valeur. A croire, au bout du compte, que les gouvernements veulent dresser les épargnants contre les banques et les forcer à acheter. N'importe quoi, s'il le faut. De même, le contrôle du crédit — sans blocage des prix — a poussé les entreprises, pour se procurer des liquidités, à augmenter par avance leurs prix. Cette hausse anticipée étant estimée en France à plus de 5 %. Au plus grand dam des consommateurs. Quant aux réductions des investissements, faites de façon aveugle, leurs seules conséquences sera de rendre la situation encore plus délicate les prochaines années.

Reste alors la fuite dans le spectacle : les mesures sur l'énergie annoncées la semaine dernière relèvent de tentatives de cet ordre *(voir encadré page 8)*. Car des économies — des vraies — sont possibles. Il suffirait de changer de politique énergétique. Et depuis un an on aurait pu commencer. Or la seule réponse du gouvernement, qu'il s'agisse des problèmes monétaires ou pétroliers, a été une série de glissements successifs pour s'aligner sur la politique des U.s.a. Et l'espoir de certains de réduire d'une manière significative le déficit de la balance des paiements 1975 grâce à la vente à plusieurs pays européens du Mirage FIM 53 — 1 500 avions, 18 milliards de francs — ne laisse-t-il pas augurer d'autres glissements ?

Les débats sur la crise, ramenés à l'hexagone, se résument à peu de choses. Une classe veut garder le pouvoir et la puissance. Même lorsque l'environnement international rend les choses plus difficiles. Pour tenir, elle fera — comme d'habitude, mais plus que d'habitude — payer le plus grand nombre. En accusant « les autres », les pays producteurs, les consommateurs, etc., d'être responsables de la situation. Mais faut-il accepter de se laisser ainsi conduire à la catastrophe ?

GUY PERRIMOND

changer la vie sociale et économique



MINES : FERMETURES INJUSTIFIEES

Une semaine après les 300 mineurs de Faulquemont, dans la Moselle, les mineurs de Saint-Florent (Gard) se sont à leur tour mis en grève. Dans le bassin de Lorraine comme dans le bassin des Cévennes, ils veulent obtenir du gouvernement le maintien en activité des mines.

« Fermer les puits d'anthracite alors que les Français ont froid est une hérésie ! » dénonçait le 59e congrès des mineurs C.g.t. qui se tenait dimanche à Alès. Une fois de plus, l'incohérence de la politique énergétique du gouvernement était soulignée. Dans le bassin des Cévennes, par exemple, dont Saint-Florent reste l'un des quatre puits en activité, la direction estime les réserves à 13 millions de tonnes « techniquement exploitables ». Pour justifier la fermeture du puits de Saint-Florent, prévue pour le 14 octobre, les autorités en sont réduites à dire qu'elle constitue, en fait, une chance pour les autres puits : ils profiteront des mutations de personnel !

Les mineurs n'apprécient guère ce genre d'argument qui vise à les diviser. A Saint-Florent comme à Faulquemont, les puits sont occupés et le resteront jusqu'à ce que les délégations C.g.t., C.f.d.t. et F.o. aient obtenu des garanties.

ENCORE UN P.D.G. INCAPABLE...

Lutte pour l'emploi dans la région de Nancy. Là, à Châtenois, dans les Vosges, les 630 salariés de la société Manuest, une fabrique de meubles de cuisine, luttent pour sauver leur entreprise. Le 30 juillet dernier, le tribunal de commerce de Nancy avait accepté une requête en suspension provisoire de poursuite : le passif s'élevait à 10 millions de francs. Le P.d.g. relevé de ses fonctions, c'est un administrateur provisoire qui le remplace. Pourra-t-il présenter au tribunal le plan de redressement qu'il exige pour apurer le passif ? On l'ignore encore. Mais, en tout état de cause, les salariés ne sont pas décidés à se laisser faire. Après avoir multiplié les démarches auprès des élus, des ministères, des préfectures, ils accusent. Nous avons trouvé, disent-ils, en substance, des documents qui prouvent que l'entreprise est viable. Nous avons aussi la preuve qu'il y a eu abus de biens sociaux, et, si on ne trouve pas de solution, nous les rendrons publics. Affaire à suivre.

GREVE CHEZ COOP

A La Roche-sur-Yon, les 80 employés de l'hypermarché Coop sont en grève depuis le 13 septembre. Ce jour-là, ils bloquent les entrées du magasin avec des caddies et demandent l'ouverture de négociations. Ce qu'ils veulent : un salaire minimum de 1 500 F (une employée du libre-service gagne aujourd'hui 1 102 F net, et une caissière 1 180 F), 50 F d'augmentation et le versement intégral des salaires en cas de maladie. C'est une grève intéressante, à laquelle les consommateurs s'associent : ainsi, le 27 septembre, une cinquantaine d'entre eux occupent le bureau du directeur pour obtenir qu'enfin, des négociations s'engagent. Ce qu'ils obtiennent. Parallèlement, les grévistes mènent une opération-vérité. Ils expliquent comment leur entreprise réalise ses bénéfices : en 1972, il y avait 20 caissières et 30 employées à la cafétéria ; aujourd'hui, il ne reste que 14 caissières et 11 personnes à la cafétéria. Ils démontrent, aussi, que les baisses de 5 % sur les prix sont, en fait, des augmentations : la margarine Coop, par exemple, est passée en une semaine de 3,85 F à 4,15 F, pour être ramenée ensuite à 3,94 F (augmentation : 2,34 % !) ; la baisse effective de 5 % sur le camembert s'est accompagnée d'une hausse de 10 à 20 centimes sur tous les autres fromages, etc...

CHOMAGE EN BRETAGNE

Les menaces sur l'emploi (encore) dans le Finistère, ont fait descendre 3 000 personnes dans la rue. Cela se passait la semaine dernière à Rosporden, dans le Sud du Finistère. Là, les Etablissements Donval, qui emploient 312 personnes, vont fermer leurs portes. Dans d'autres entreprises voisines, 80 personnes sont menacées de licenciement. Et il y a déjà 300 chômeurs dans la ville ! De nombreux débrayages ont eu lieu dans la région, les commerçants ont fermé leur boutique, les syndicats, les partis de gauche et quatre organisations paysannes ont participé à la manifestation. Mot d'ordre : « Giscard, du travail ! »

HOPITAUX : TOUT BENEFICE

Il faut rééquilibrer à tout prix la situation financière de l'Assistance publique de Paris : tel est le sens de la communication qu'a faite, le 16 septembre, le directeur de l'A.p. à la commission médicale consultative.

Comment y parvenir ? Tout d'abord, affirme cette communication, en luttant contre toutes les formes de consommations abusives et de gaspillage : notamment en ne faisant plus faire par des laboratoires extérieurs des analyses qui pourraient très bien l'être au sein des hôpitaux. Cela fait plus de 20 ans que les syndicats dénoncent ce scandale !

Et surtout, il faut augmenter la rentabilité des services hautement spécialisés. Autrement dit, il faut davantage de malades pour remplir les lits des départements de réanimation lourde ou de soins intensifs. Et pour cause : avec un prix de journée fixé à plus de 700 F par jour, on comprend mieux l'intérêt de remplir ces services au maximum ! Quitte à y mettre des malades « relevant de soins moins intensifs », suivant la suggestion du directeur de l'A.p. lui-même.

Le calcul est simple : quand on met dans un lit de réanimation lourde un malade qui n'en a pas besoin, il coûte moins cher au soins et... la Sécurité sociale continue à payer 700 F pour chacune de ses journées d'hospitalisation.

C'est tout bénéfice. Mais c'est aussi une escroquerie à la Sécurité sociale et aux travailleurs qui y cotisent.

UN DEFICIT SUSPECT

Faire endosser à « France » d'autres sources de déficit, une bonne occasion saisie par la Transat...

Les marins du « France » tiennent toujours. Trois semaines après qu'ils aient fait stopper les machines et jeter l'ancre du bateau dans le chenal d'accès au port du Havre, ils sont encore là. Trois semaine où personne, hormis les syndicaux, une délégation de parlementaires communistes et un prêtre, n'a pu monter à bord. Trois semaines sans leur famille. Simplement, la tempête menaçant leur mouillage, ils ont dû faire route vers le Cotentin et jeter l'ancre au large de Saint-Vaast-la-Hougue.

Il n'était pas facile de résister dans ces conditions — les pires. Pourtant, le Pouvoir ne les a pas encore fait céder. Le blocus du bateau a été total. Et ce n'est pas parce que chaque marin a reçu une lettre individuelle de la Transat lui faisant miroiter des possibilités de reconversion que le mouvement s'est étiolé.

La semaine dernière, la direction générale de la Transat et le gouvernement espéraient bien en finir. C'est raté. Le 27 septembre au soir, les délégués syndicaux ont rencontré pendant trois heures le secrétaire général à la Marine marchande. Le Pouvoir voulait que le « France » ne rentre au Havre qu'après la grève de 48 heures organisée vendredi et samedi dans la marine marchande, que ses occupants évacuent le navire, qu'il n'y demeure qu'une centaine de marins pour assurer la sécurité, que l'autorité des officiers soit rétablie et qu'il n'y ait pas de manifestation à l'arrivée du navire au Havre. Et, pour que le diktat soit complet, il fallait même que les responsables syndicaux s'engagent personnellement à faire respecter ses conditions.

Samedi matin, réunis en assemblée générale, les marins du bord repoussèrent cette proposition. Bien sûr, depuis le début du conflit, environ 150 marins ont débarqué à terre avec des certificats médicaux : Il y avait là des malades, mais aussi des hésitants, des mous. Il n'était pas facile de résister dans ces conditions. La très grande majorité des marins l'a pourtant fait et a décidé de s'y engager par écrit.

Face à eux, tout aurait été plus simple si le gouvernement avait su ce qu'il voulait. L'incohérence la plus parfaite régnant, il est aujourd'hui incapable d'engager une négociation véritablement sérieuse.

Il y a tout d'abord le problème : que faire du « France » et de ses marins ? Pour discuter sérieusement, encore faudrait-il pouvoir accéder aux comptes d'exploitation du navire et les étudier. Jusqu'à maintenant, la Transat s'y est toujours refusée. Elle craint le détail. Pour avoir pu disposer de ces documents comptables, nous pouvons assurer qu'il y a effectivement de quoi s'inquiéter. Le « France » semble avoir été une bonne occasion pour faire passer d'autres sources de déficit en comptabilité. On y découvre, par exemple, que les frais généraux d'armement du « France » s'élèvent à 8,9 millions de francs et ceux de la flotte cargo à 8,7 millions de francs. C'est-à-dire que le « France »

→

Alerte à la Snias

Parce que quelques centaines d'ouvriers des usines de Toulouse ont séquestré, dans l'après-midi du 27 septembre, des directeurs de la Société nationale industrielle aérospatiale (Snias), la France découvre que tout ne va pas pour le mieux dans l'aéronautique. Cela, le gouvernement le savait depuis longtemps. Mais il se gardait bien de le dire.

Quelques signes, pourtant, montraient depuis un an qu'une crise grave couvait : la Snias, qui emploie en tout 37 000 salariés, dont 8 000 dans ses trois usines toulousaines (Saint-Eloi, Saint-Martin du Touch et Blagnac), allait mal. En février dernier, Robert Galley, alors ministre des Armées, sonne une alarme discrète. Oui, dit-il, il est « assez fondamentalement optimiste » pour l'avenir de l'industrie aéronautique. Mais... il y aura sans doute une baisse de 33% du nombre des heures de travail dans le secteur aéronautique civil. Mais... il faudrait supprimer 2 000 emplois. Sans licencier qui que ce soit, bien sûr. Ce n'est, explique Galley, qu'une simple « déflation des effectifs » qui pourrait s'effectuer grâce à des mises en retraite anticipées, mutations, etc. Déflation qui a déjà commencé : à l'époque, 150 salariés de Toulouse partent en retraite anticipée, 300 sont mutés ; sur la promotion sortie de son école en septembre 1973 (180 élèves), la Snias n'en a embauché que 40. Autant de signes.

Seconde alerte : le 19 mars 1974. Le directeur des usines de Toulouse, Bernard Dufour, annonce au comité d'établissement qu'il faudra supprimer 884 emplois en 1974. Motif : c'est indispensable après la décision du gouvernement de réduire le rythme de fabrication des Concorde. Aucun licenciement, évidemment : simplement, on ne reprendra pas les jeunes à leur retour du service militaire, on proposera des mutations, les mises à la pré-retraite à 60 ans seront prononcées d'office, on favorisera les « départs naturels » par l'octroi de primes de départ. Au total, ces mesures toucheront plus de 800 personnes : le dizième des effectifs des usines de Toulouse.

La situation ne s'arrange pas. Au point qu'à la fin du mois de septembre, un conseil interministériel se réunit pour étudier l'avenir de la Snias. Le déficit atteint un demi-milliard de francs et l'on ne prévoit aucune amélioration pour les trois années à venir. D'autant plus que, dans le projet de budget 1974, la dotation consentie à la Snias est, à peu de chose près, égale à celle de l'année précédente.

Que faire ? Plusieurs solutions sont envisagées. Premier point : une restructuration complète de la société. Il faudrait la faire éclater en plusieurs sociétés indépendantes. Certaines de ces sociétés pourraient être rapprochées de la firme Marcel Dassault qui serait, elle, en partie nationalisée. Ces sociétés seraient ainsi organisées : un secteur hélicoptères (très rentable), un secteur avions (là, le déficit est important) et un secteur spatial (très déficitaire).

Second point : un plan de licenciements. Il faudrait, dans l'absolu, supprimer 8 000 emplois. Dans un premier temps, on envisagerait 1 500 à 2 000 licenciements.

Troisième point : faut-il continuer le programme Concorde ? Pour les experts, en effet, le déficit de la Snias provient en grande partie de la mévente du Concorde, et le gouvernement se demande s'il est utile de poursuivre l'effort budgétaire qu'il demande.

Autant de questions qu'on s'est bien gardé de poser aux employés de la Snias. Mais les signes de crise qu'ils ont enregistrés suffisent pour que l'annonce de 33 mutations, le jeudi 26 septembre, mette le feu aux poudres. Ce jour-là, en effet, 33 employés des usines toulousaines sont informés qu'ils doivent, désormais, travailler à Marignane. Six d'entre eux s'y opposent... Réponse du chef du personnel de l'usine Saint-Martin-du-Touch : « Les ouvriers mutés qui se rendront aux usines toulousaines lundi matin doivent s'attendre à ce que de graves décisions soient prises à leur égard. »

Les syndicats prennent cette réponse pour ce qu'elle est : une menace de licenciements. Et le jour-même, à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t., les trois usines toulousaines sont occupées, des directeurs sont retenus par les grévistes en attendant une décision de la direction générale. Dans un premier temps, celle-ci fait évacuer les usines, le vendredi matin, à l'aube, avant d'assurer qu'il n'a jamais été question de licenciements. On peut en douter. Et même si lundi ils ont repris le chemin des usines, les salariés de la Snias sont décidés à lutter pour leur emploi. Autour d'eux, Toulouse s'est mobilisée : la manifestation de mardi, à laquelle participaient le P.s., le P.c., le P.s.u., les radicaux de gauche, la C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen en est une preuve. Car, à Toulouse, on évoque « la responsabilité du gouvernement » dont « les salariés n'ont pas à subir les effets ». La formule n'est pas d'un syndicaliste, mais du maire de la ville, Pierre Baudis qui, pourtant, est apparenté au groupe des Républicains indépendants.

MICHELE BACKMANN

supporte à lui seul plus de frais d'armement que l'ensemble de la flotte de la Transat.

Que cela plaise ou non, ces chiffres devront être bientôt sur la table. Plusieurs solutions sont envisageables : transformer le navire et lui donner une vocation pour le tourisme populaire, en faire un navire-exposition, le maintenir jusqu'en 1978 et mettre alors à l'eau deux autres paquebots prévus pour la croisière. Mais il faut bien que le gouvernement sache que toutes ces solutions passent d'abord par le maintien de l'emploi des marins. La Fédération C.g.t. des marins a tenu à préciser : « Nous sommes prêts depuis longtemps à engager des négociations permettant le maintien en service de ce navire, à condition que le personnel soit engagé dans des conditions identiques et en accord avec le statut social du marin. »

Pour l'heure, le gouvernement en reste aux déclarations d'intention et aux fausses confidences. Il n'y a encore rien de précis dans ses dossiers pour le « France ». Pourtant, le Conseil supérieur de la marine marchande s'est réuni mardi dernier pour examiner le plan gouvernemental de croissance de la flotte française qui doit couvrir la période de 1976-1980. Première constatation : un vide à la rubrique paquebots.

Au-delà, ce plan prévoit la création de 2 150 emplois nouveaux et doit faire passer le tonnage de notre flotte de 9 à 16,3 millions de tonneaux. Soit, pour les armateurs, un investissement de 25 milliards de francs. Au total, si le plan était respecté, la flotte française compterait 547 navires en 1980, contre 455 au début de 1974.

Un système fort complexe d'aide à la construction des navires permettra d'aider les armements privés qui se tournent depuis quelques années vers l'armement en vrac — graines et matières premières. Comme par hasard, le secteur le plus rentable.

Par contre, il n'y a pas grand-chose de prévu pour la flotte de cabotage et l'exploitation des lignes régulières. Les armateurs hésitent à investir dans ce domaine. Et les pouvoirs publics préfèrent passer sous silence la notion de secteur public.

Ce plan ne résout pas grand-chose. Il ne répond pas aux besoins de la marine marchande, ni aux demandes des syndicats. C'est tout juste du bricolage. Comme pour le « France » où, face à la détermination des marins, le gouvernement a de beaux et larges projets. Mais est incapable de les expliciter et d'en discuter avec les intéressés. Ceux du « France ».

NICOLAS BRIMO

PETITE ANNONCE

Mairie de Brétigny-sur-Orge recrute pour classe de neige du 17 janvier 1975 au 11 février 1975 quatre animateurs (trices) une infirmière, une assistante-sanitaire. Ecrire à Mairie de Brétigny-sur-Orge - Service de l'Enfance. Tél. : 084.17.63, poste 39.

O.r.t.f.

LA RIPOSTE

Monsieur le ministre, nous avons fait des recherches. Nous n'avons trouvé dans l'histoire récente de la France qu'une loi aussi inhumaine, aussi ingrate et aussi scélérate que la loi du 7 août 1974 faisant éclater l'O.r.t.f. Nous n'avons trouvé qu'une loi aussi punitive : la loi du 2 juin 1941, signée Darlan et Pétain, qui excluait les Juifs de la fonction publique. » Le ton est donné. Cette apostrophe d'un syndicaliste de l'O.r.t.f. à André Rossi, porte-parole du gouvernement, donne une idée de la vigueur du conflit inévitable qui va éclater devant le pays.

Car, c'est à peu près certain, dès lundi prochain tous les personnels de l'O.r.t.f. seront en grève, sans avoir déposé de préavis ; et ils occuperont les locaux de l'Office. C'est l'épreuve de force. Mais c'était la seule façon pour les syndicats et leurs mandants de réponse aux diktats successifs du gouvernement et à son refus de négocier.

Pour l'opinion, les bases de la bataille doivent être claires. Les syndicats ne se sont pas engagés à la légère. Il leur était impossible de laisser le Pouvoir agir arbitrairement, tant au niveau social qu'au niveau politique.

Des licenciement massifs se préparent. Des mutations arbitraires vont être signifiées à ceux qui s'y attendent le moins. Tout est prévu et organisé dans les décrets d'application de la loi du 4 août 1974. Les employés de plus de 60 ans vont être poussés dehors, laissés dans une situation précaire et imprévue. Prenons un exemple très favorable — celui d'un journaliste en fin de carrière qui gagne 4 000 francs par mois, avec 25 années d'ancienneté : si ce journaliste a cotisé toute sa vie à la Sécurité sociale et à une Caisse de retraite, il va se retrouver avec un salaire de pré-retraite de 3 000 F mensuels. Mais il n'était pas volontaire. Mais il n'était préparé ni psychologiquement ni socialement. Mais il comptait bien s'aménager un lieu de retraite avec les 13 000 F par an qu'on lui retire brutalement. Car en cinq ans il va perdre 65 000 F. Si l'on prend des cas moins favorables, on s'aperçoit qu'ils vont se retrouver nombreux à percevoir une allocation mensuelle inférieure au Smic. Et tous ces gens vont se retrouver désemparés, sans réembauchage possible, sans avenir légal... puisqu'ils ne sont ni chômeurs ni licenciés.

Rien de tout cela n'est évidemment acceptable pour les syndicats. Aussi ont-ils mis le gouvernement devant une alternative simple : la négociation ou la grève. Ils ont donc demandé à négocier globalement sur des points simples : aucun licenciement, aucune mutation arbitraire, intégration des agents de plus de 60 ans dans les nouvelles structures. Le gouvernement a refusé cette globalité. Les syndicats ne peuvent que mettre leur menace à exécution : la grève générale.

Mais leur combat ne saurait se réduire à des revendications matérielles. Le mépris qu'affichent les amis de Valéry Giscard d'Estaing à l'égard de l'ensemble du personnel montre que l'enjeu de la bataille dépasse les problèmes de salaires et de sécurité de l'emploi. Les hommes de l'Elysée voulaient casser l'Office par tous les moyens. Les personnels vont payer les premiers, mais les téléspectateurs ne seront pas épargnés. On s'en rend bien compte quand on examine ce qui se passe actuellement sur le terrain de l'information.

On assiste en effet au démantèlement des équipes rédactionnelles, qui changent à la fois de structures et de patrons. Alors que la loi prévoit une commission de répartition des ex-employés de l'O.r.t.f. dans les nouvelles sociétés, des responsables de l'information ont été désignés. Et déjà ils consultent, reçoivent et choisissent leurs futurs collaborateurs. Les équipes sont formées aux deux tiers.

Le militant syndical Edouard Guibert résume pertinemment la situation : « Il y a une différence entre 1968 et 1974. En 1968, les hommes politiques et les directeurs établissaient des listes de journalistes à licencier. En 1974, ils établissent des listes de journalistes à garder ».

La dimension politique du conflit n'est pas non plus à négliger. Rappelons-nous les propos de Jacques Chirac présentent, le 3 juillet, la physionomie générale de la réforme. Selon lui, le Conseil des ministres avait vu s'affronter partisans de la privatisation et défenseurs du monopole-service public. Si l'on en croit Chirac, les tenants du service public seraient ressortis gagnants. En réalité, il y a eu compromis et partage entre les divers clans de la majorité. Que reste-t-il, apparemment, qui puisse s'apparenter à un service public ? La société de diffusion, la chaîne de radio et la 3e chaîne qui a vocation à la fois nationale, régionale, internationale, et qui sera le canal de la liberté d'expression « où s'exprimeront les différents courants de pensée et les différentes familles idéologiques. » Ces trois établissements, il est vrai, ont en commun un financement essentiellement basé sur la redevance, c'est-à-dire sur l'argent public. Mais là s'arrêtent les apparences de service public. Car la 1ère et la 2ème chaîne de télévision, ainsi que la production lourde, ont été directement ou indirectement imparties au privé. Ce ne sont plus que des organismes de programmation dont 60 à 70 % du financement proviendront des recettes publicitaires.

A travers ce savant dosage, à travers ce puzzle habile, se lit la volonté de colonisation politique des radios et télévision par le Pouvoir. Les personnels et les syndicats ont d'autant plus de raisons de s'opposer à cette manœuvre qu'elle s'effectue dans le style agressif d'un jeu de massacre incohérent. Aucun budget n'est prévu pour 1975. Aucun cahier des charges n'a été établi pour aucune des sociétés. Mais les P.d.g. s'affairent déjà à répartir et à choisir leur personnel respectif sans connaître l'enveloppe budgétaire dont ils disposeront.

Devant cette pagaille gigantesque, devant ce démantèlement absurde et méprisant, les personnels de l'O.r.t.f. n'ont trouvé qu'une riposte : la grève. La grève jusqu'au bout.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

SUR LE FIL DU CIMETERRE

Des élections anticipées auront-elles lieu prochainement en Turquie ? L'éventualité, hier quasiment certaine, s'éloigne désormais : faute de pouvoir former un nouveau gouvernement de coalition, le Premier ministre sortant, Bülent Ecevit, qui a envisagé un moment de mettre en place un gouvernement minoritaire, a dû passer la main — au moins provisoirement.

Son principal rival, l'ancien Premier ministre Suleyman Demirel, leader du Parti de la justice (P.j.), vient d'être chargé de mettre un terme à la crise ministérielle. Il n'est nullement certain qu'il y parvienne. Son parti, minoritaire, devra faire alliance avec d'autres formations, plus petites et plus à droite. Or, celles-ci excluent d'emblée leur coopération non avec le P.j. mais avec son chef, vieux cheval de retour discrédité. Et pas question que Demirel s'efface pour permettre à sa formation d'accéder à nouveau au pouvoir. Il n'est déjà que trop menacé par les jeunes loups du P.j., notamment le sénateur Khamrane Iran, un ancien diplomate ambitieux (il se compare volontiers à « V.g.e. » et à Jacques Chirac, ses « modèles ») qui brigue ouvertement la succession.

Toutefois, il n'est pas impossible qu'on finisse par aboutir à une alliance de bric et de broc entre le P.j. d'une part et, de l'autre, le petit Parti nationaliste de Ferruh Bozbeyli ou le Parti du salut national d'Erbakan, ancien partenaire du Parti républicain du peuple dans le précédent gouvernement.

Le regret du poète

Si tel est le cas, le facteur déterminant aura été la peur de ces dirigeants menacés par la popularité personnelle croissante d'Ecevit, à la suite de sa décision d'intervenir militairement à Chypre. Il est à craindre qu'un gouvernement Demirel, s'il prend corps, ne soit tenté d'appliquer la même recette. A droite, on s'est en effet lancé dans une surenchère nationaliste dès le début. On cache mal l'envie de partir à la conquête de toute l'île. Une troisième offensive turque à Chypre en perspective ?

C'est précisément parce qu'il souhaitait monnayer sa nouvelle popularité dans des élections rapides que le Premier ministre a laissé aller jusqu'à la rupture ses différends avec le parti d'Erbakan. Sa ruse risque aujourd'hui de se retourner contre lui.

Quand je l'ai rencontré voici cinq semaines, il m'affirmait : « Je ne ferai pas une élection à partir d'une action nationale et humanitaire ».

En fait, la rupture, aujourd'hui consommée, était prévisible dès la formation de la coalition en février, et certaine depuis août. Quoi de commun entre l'accorte et rondouillard vice-Premier ministre Erbakan, tout prêt à débattre, à la virgule près, de la progression de la balance des paiements ou du prix de la viande subventionnée, et un Ecevit félin et délié, tenue informelle et langage châtié, un rien de mélancolie au coin de la moustache, cachant sous des banalités ciselées d'homme d'Etat accompli on ne sait quel regret de n'avoir plus le temps de devenir le grand poète qu'il faillit être, ni encore les moyens d'être le grand leader progressiste qu'il rêve de devenir ? Ce sont des moyens qu'il entendait se donner. Œuvre de longue haleine et qui ne date pas d'hier.

Dans un pays qui venait de connaître trois ans de répression sanglante — régime militaire par civils interposés — il y eut d'abord une lutte au finish pour imposer une forte dose de démocratie et notamment — par le vote de la loi d'amnistie, acquis in extremis — de faire sortir des prisons les centaines d'opposants de gauche et d'extrême gauche qui y croupissaient.

Il y eut ensuite la « guerre du pavot », avec la reprise de la culture de l'herbe à opium — un pied de nez aux Américains qui l'avaient interdite. Ceux-ci grondèrent, grognèrent, mais laissèrent faire. « Ce n'est pas très significatif sur le plan économique », note en passant un responsable de l'U.s. Aid.

Il y eut surtout, une semaine après le coup d'Etat manigancé par les colonels grecs à Chypre, la décision d'intervenir militairement dans l'île. Ce fut la chute de la dictature à Athènes. Et l'enthousiasme dans les rues d'Ankara. Les kiosques se mirent à débiter toutes sortes de portraits du Premier ministre, promu soudain par la vox populi héritier direct d'Atatürk, le « père des Turcs », le colossal Mustafa Kemal, fondateur de la République. Erbakan ne pouvait pas ne pas prendre ombrage de cette popularité, qui le rejetait dans la pénombre — même cossue. La

Elément clé du dispositif de l'Otan en Méditerranée, la Turquie dispose d'une marge de manœuvre extrêmement étroite dans sa politique d'indépendance nationale.



Bülent Ecevit.



→





→

seconde intervention turque (on ne dit pas « invasion » entre gens bien élevés) ne lui a pas suffi : Erbakan, en bon défenseur des intérêts des grandes familles industrielles, prêchait la mise en valeur de la Chypre turque et la mainmise sur toute l'île. C'était — en particulier au niveau diplomatique — ne pas saisir certaines nuances et vouloir aller trop vite en besogne. Trop gourmand, il s'est vu un moment privé de dessert. Va-t-il le retrouver en entrant dans un gouvernement Demirel ?

L'événement de celui-ci marquerait un coup d'arrêt aux mesures sociales entreprises par la précédente équipe. Déjà que celle-ci n'a guère pu, de par sa position précaire, réaliser les promesses socialistes de son programme... Or, les transformations en cours dans ce pays en voie d'industrialisation rapide, sources de multiples difficultés, appellent des solutions de plus en plus urgentes.

Moyen-Age ottoman

La Turquie, en effet, se développe à grands pas. Partout, à Istanbul, à Izmir, à Ankara, des immeubles modernes, des supermarchés, un trafic démentiel et dangereux dans les rues, une débauche de panneaux publicitaires, des chantiers à ciel ouvert, une abondance d'autant plus marquée au cœur des villes qu'elle contraste avec la pauvreté crasse des banlieues et l'indigence de campagnes encore à cheval entre le Moyen Age ottoman et le XXe siècle mécanisé.

Le décollage économique (7,1% d'expansion annuelle ces cinq dernières années) concerne réellement un tiers seulement du pays : la périphérie occidentale du plateau anatolien. L'insistance portée sur l'industrialisation — et le développement de l'industrie lourde, en particulier — se fait aux dépens des campagnes, qui rassemblent encore les six dixièmes des 40 millions d'habitants du pays, mais se dépeuplent à un rythme accéléré : d'où un fort afflux vers les villes, dont la croissance est aussi spectaculaire qu'anarchique. Cette tendance est encore accusée par l'introduction dans les campagnes d'un début de mécanisation, réductrice de main-d'œuvre, et d'une suppression progressive des rapports de production semi-féodaux. Le complexe système de coopératives sert moins à fixer la population qu'à permettre la reconversion des propriétaires féodaux : les « moyens » et les « gros » deviennent en quelque sorte des entrepreneurs agricoles, tandis que les petits propriétaires et les paysans sans terre n'ont d'autre ressource que de servir d'ouvriers agricoles ou d'aller s'installer dans les villes.

Six bases américaines

Le chômage est considérable : pour une force de travail d'environ 14 millions de travailleurs, près de 900 000 sans-emploi, autant de chômeurs déguisés, et près d'un million de travailleurs expatriés en Europe. Les devises que rapatrient ceux-ci sont actuellement une véritable aubaine pour l'économie du pays : 1,4 milliard de dollars en 1974. Mais les mesures protectionnistes sur l'emploi prises dans les pays européens vont rapidement diminuer ce pactole, entraîner le retour progressif d'une main-d'œuvre qu'il faudra bien employer et supprimer l'« oreiller » que représentent ces rentrées d'argent dans les familles d'ouvriers : elles leur permettent de faire face à une montée brutale des prix, l'inflation galopant actuellement au rythme annuel de 35% . Autant de troubles sociaux en perspective, d'autant que la classe ouvrière — près de quatre millions de travailleurs — a désormais les moyens de se faire entendre. Si l'on ajoute à cela la poussée démographique (un million d'habitants de plus par an) et le fait que plus de la moitié de la population est illettrée, on a là les principaux ingrédients d'une situation qui pourrait devenir rapidement explosive.

Tout l'effort d'industrialisation est fait dans la perspective d'une adhésion complète en 1990 à la Communauté européenne, de laquelle la Turquie est actuellement membre associée. La croissance économique s'effectue au bénéfice d'une bourgeoisie d'affaires qui est entièrement liée aux intérêts étrangers, européens et américains. Si l'Europe est présente sur le plan essentiellement économique — et culturel, dans le cas de la France — les Etats-Unis ont surtout des intérêts stratégiques et militaires dans la place : six grandes bases, mais aussi le contrôle d'une bonne partie de l'armée dans le cadre de l'Otan, outre des contacts plus directs (formations d'officiers à West Point, aide militaire, etc). Trait d'union entre l'Europe et l'Asie, à cheval sur le Bosphore, la Turquie est toujours l'élément clé du dispositif de l'Otan en Méditerranée.

Est-il étonnant alors que son intervention à Chypre soit allée, jusqu'à présent, dans le sens des intérêts américains dans la région ? On peut ou non suivre le ministre de la Défense, Isik (prononcer : Eucheuk) lorsqu'il affirme, en public comme en privé, que « les Américains étaient furieux qu'Ankara soit effectivement intervenue à Chypre » ; mais force est de constater qu'ils n'ont pas levé le petit doigt pour empêcher les Turcs de passer aux actes, ni la première ni la seconde fois. Et qu'Ecevit n'a jamais parlé de se retirer de l'Otan. Aujourd'hui, le Congrès américain menace de suspendre l'aide à la Turquie si celle-ci ne fait pas preuve de « bonne volonté » dans les négociations de Chypre. Cette menace est toute relative : le seul exemple du Vietnam montre que le Département d'Etat et le Pentagone ont mille et une façons de ne pas tenir compte des résolutions du Congrès.

Dans la gauche turque, les avis sont partagés en ce qui concerne l'ex-Premier ministre de choc : une majorité pense que s'il n'est pas anti-impérialiste, on peut du moins lui décerner un brevet d'anti-américanisme. En tout état de cause, ajoute-t-on, il représente le seul défenseur de pointe des libertés, le seul rempart contre les velléités putschistes d'une Armée hier déconsidérée et qui, avec Chypre, a redoré à bon compte son blason.

D'autres, moins nombreux, font valoir que, s'il faut effectivement soutenir ses efforts en vue d'une plus grande démocratie, il ne faut pas se faire d'illusions sur les possibilités d'Ecevit : son progressisme sera utile aux principales forces économiques — la bourgeoisie d'affaires turco-européenne — aussi longtemps qu'il contribuera à assurer le passage en douceur de la Turquie à un mode de développement capitaliste intensif. Et tant que son nationalisme ne portera pas atteinte de façon autrement que symbolique (comme dans la « guerre du pavot ») aux intérêts impérialistes dans la région. Le retour de Demirel sur la scène politique pourrait toutefois signifier que ce débat est dépassé.

JEAN-CLAUDE RIEU

changer la vie politique

SELON QUE VOUS SEREZ...

En Nouvelle-Calédonie, les coups de matraque tombent fort. Très fort. Mercredi 25 septembre, un procès se tenait au palais de Justice de Nouméa : le tribunal allait juger deux militants des « Foulards rouges » et de l'Union de la jeunesse calédonienne. Ils avaient osé manifester contre la présence française lors de cérémonies officielles. Comme la Cour allait se retirer, leurs camarades décidèrent d'occuper très pacifiquement la salle d'audience. La police entra et les coups commencèrent à pleuvoir. Avec une rare violence.

Le vendredi 27 septembre, 12 de ces manifestants se retrouvèrent cette fois devant le tribunal des flagrants délits, sous l'habituelle inculpation de rébellion à agents de la force publique. Jugement plus que sévère : 3 condamnés à six mois de prison ferme, 25 à 4 mois, et 7 à deux mois. Comme par hasard, ce sont les métropolitains qui ont subi les peines les plus lourdes, comme Jean-Paul Caillard et Jean-Pierre Devillers. Pour leur apprendre à se mêler de leurs affaires sans doute. En Nouvelle-Calédonie, la Justice française frappe fort, mais sélectionne...

LES ADIEUX DE LANG

Un an avant la date officielle, Jack Lang a « inauguré » lundi soir le nouveau théâtre de Chaillot. Dont il ne sera plus le directeur, puisque le ministre de la Culture a brutalement décidé de lui retirer ses fonctions. De nombreux amis avaient tenu à l'entourer à cette occasion, de Maurice Duverger à François Mitterrand, de Paul Laurent à Jacques Fauvet, au milieu d'écrivains, d'artistes, de journalistes, de hauts fonctionnaires dont beaucoup étaient venus malgré les discrets conseils d'abstention qu'ils avaient reçus. On a appris ainsi tout ce que Jacques Lang avait déjà préparé pour la saison 1975-76 et qu'on ne verra pas à Chaillot. Notamment un spectacle inspiré par les vies « croisées » de Léon Blum et Pierre Laval, réalisé par Serge Moatti.

L'ARGENT DES SYNDICATS

Comment fonctionne un syndicat ? D'où viennent ses ressources ? A quoi sont-elles employées ? Combien sont payés ses salariés ? En publiant ses comptes, la seconde centrale syndicale française, la C.f.d.t., vient de répondre à ces questions.

Son budget (10 638 000 F) est alimenté par trois sources. La principale, les cotisations, fournit 91,76% de ses ressources. Les membres du Conseil économique et social reversent à leur centrale l'intégralité de leur rémunération mensuelle (5 500 F) ; ce qui alimente 7,34% du budget. A cela s'ajoutent des crédits extérieurs : une donation du ministère du Travail (2 294 500 F pour 1974), une du C.n.i.p.e. (550 000 F pour 1974), et une donation au titre de la formation professionnelle permanente (400 000 F en 1974).

Comment ces sommes sont-elles distribuées ? 47% vont à la Confédération, 20% aux fédérations, 20% aux unions régionales et 13% aux bureaux de recherche et d'action économique.

Le budget de fonctionnement de la Confédération se décompose ainsi : la charge la plus importante est la charge salariale (54,30% du budget). La Confédération emploie 39 permanents et 51 employés administratifs, l'éventail des salaires est de 2,66 (salaire minimum : 1 400 F, salaire maximum : 3 723 F). Par ailleurs, 3,43% du budget est affecté à l'organisation générale, 4,36% au fonctionnement des structures (Bureau national, commission exécutive, congrès...), 3,77% au fonctionnement des secteurs (groupes de travail, documentation, etc...) ; 7,79 % du budget est consacré aux activités internationales. Les charges de gestion en absorbent 17,03%, et les charges immobilières 4,08%.

Enfin, en prenant en compte les timbres vendus, la C.f.d.t. constate que ses effectifs sont passés de 678 502 en 1970 à 770 042 en 1973. Le nombre de travailleurs ayant leur carte en poche s'élève, lui, à 1 004 000 : différence qui s'explique par les changements d'entreprise, le chômage, etc...

LA PLACE AU CHAUD POUR PONIA

La récente réunion du Conseil des ministres à Lyon n'a pas été qu'une opération publicitaire. Elle cache un autre dessein, lyonnais celui-là. Cet été, le maire de Lyon, Louis Pradel, a dû subir une opération chirurgicale d'une certaine gravité. Et il est maintenant probable qu'il ne se représentera pas devant les électeurs lyonnais.

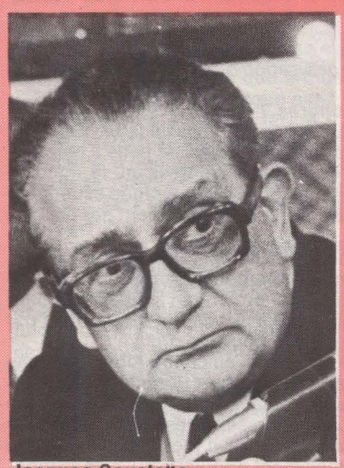
Un plan est d'ores et déjà au point : si Pradel ne terminait pas son mandat, il faudrait lui trouver, au sein du Conseil municipal, un successeur au fauteuil de maire jusqu'aux prochaines élections municipales (1977). Ce serait Jacques Soustelle, que le Pouvoir — le hasard fait bien les choses — va charger de mission auprès du secrétaire d'Etat à la Culture. En 1977, Soustelle s'effacerait pour laisser la candidature à la mairie de Lyon à Michel Poniatowski. Et le tour serait joué. Il ne resterait plus qu'à trouver pour Jacques Soustelle une agréable sinécure.

LE SYSTEME MARCELLIN

« 90 % des policiers le sont devenus, sinon par hasard, du moins par nécessité. Leur origine sociale, leur situation personnelle ne leur a généralement pas laissé le choix. Cette brutale constatation conduit une bonne partie de la réflexion de James Sarazin, journaliste au « Monde » sur la police (« La police en miettes », éditions Calmann-Lévy).

Lorsque Raymond Marcellin a choisi de réorganiser et de développer l'arme policière, il a préféré la qualité à la quantité. De 1967 à 1974, la moitié de la police française a été changée. Mais rien n'a été fait pour améliorer sa formation.

James Sarazin décrit parfaitement les faiblesses d'une police qui a choisi la répression plutôt que la prévention, le coup de matraque plutôt que la lutte contre le grand banditisme. Bref, le système Marcellin.



Jacques Soustelle.



Michel Poniatowski.

Portugal

GAUCHE + FUSILS

Le Portugal, le nôtre, respire. Le coup d'Etat de droite qui voulait briser le mouvement déclenché le 25 avril a échoué. Et la « majorité silencieuse », si majorité il y a, n'est pour rien dans les événements de fin de la semaine. Sa manifestation de samedi n'a pas échoué : elle n'a même pas eu lieu.

La tentative du 27 septembre n'était pas la première. En juillet, déjà, le général Spinola essaie de prendre tout légalement le pouvoir. Sous sa pression, Adelino da Palma Carlos, alors chef du gouvernement, avait demandé l'accroissement de ses propres pouvoirs et l'élection anticipée du président de la République. Le but était clair : faire plébisciter Spinola et renforcer sa position face à la gauche.

Première tentative, premier échec. La gauche et le Mouvement des forces armées (M.f.a.) répondent sur le terrain choisi par l'adversaire... en obtenant la démission de Palma Carlos et la nomination à sa place de Vasco Gonçalves, l'un des chefs de file du Mouvement.

Spinola met l'été à profit : il tire les leçons de son premier échec et prépare avec soin sa deuxième tentative. D'un côté, il accélère le rapatriement de troupes qu'il a commandées en Guinée et qui lui sont fidèles. Il « travaille au corps » les parachutistes et la Garde nationale, corps répressif forgé sous la dictature qu'il connaît bien pour y avoir commandé. De l'autre, il se promène dans le pays, multipliant déclarations et apparitions publiques, ne manquant pas une occasion de se faire applaudir.

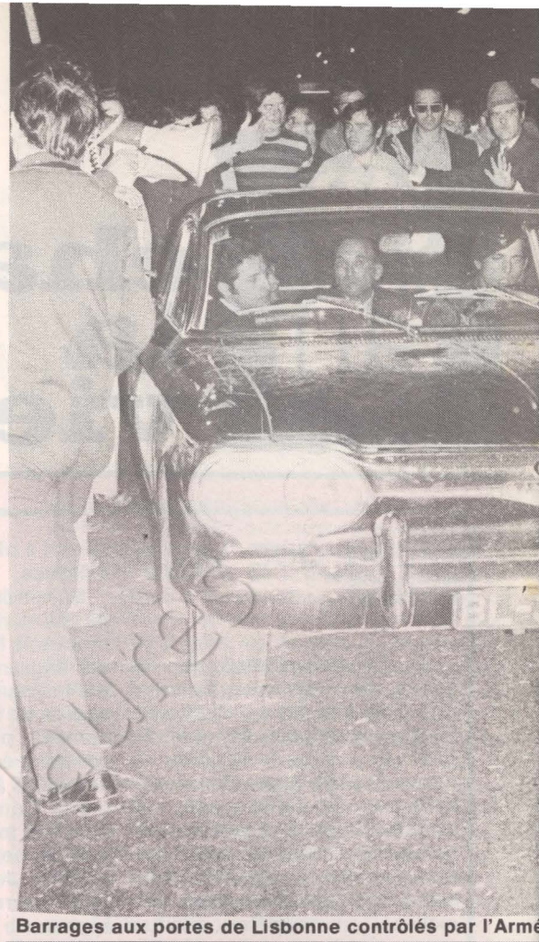
Pendant ce temps, les partis de droite se reconstituent sous des étiquettes diverses. Leur presse, sous de nouveaux noms, reparaît. Apparemment, rien ne peut arrêter Spinola. Le chef de l'Etat est populaire auprès des foules peu politisées. Il apparaît comme le symbole évident de la nouvelle liberté. Il a l'appui des puissants d'hier. Il peut compte sur une partie importante de l'appareil répressif.

Capitaines contre général

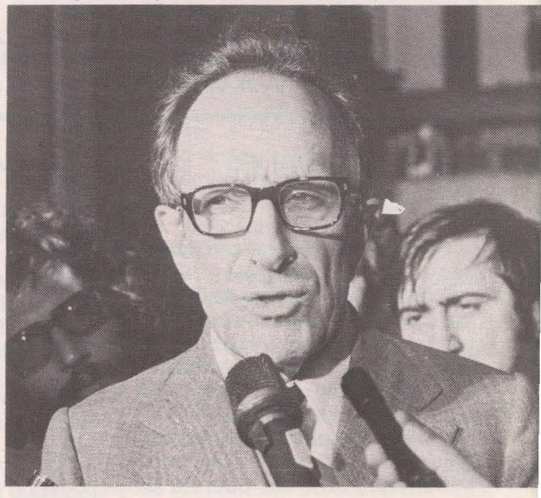
A la mi-septembre, « miraculeusement », des affiches couvrent les murs de Lisbonne. Elles appellent la majorité silencieuse à s'exprimer. Quelques jours auparavant, Spinola avait, tout à fait par hasard, fait appel à elle. « Spontanément », cette dernière décidait de se réunir à Lisbonne le 28 septembre. Cette spontanéité fait sourire aujourd'hui. Il est vrai qu'entre temps, 40 000 armes ont été saisies...

Au milieu de la semaine dernière, on considérait à Lisbonne, l'épreuve de force imminente. L'issue dépendait de deux questions auxquelles personne ne donnait de réponse : la capacité de réaction des forces de gauche encore « jeunes » et peu organisée ; le rapport de forces, au sein du M.f.a., entre spinolistes et progressistes.

Après deux mois de préparatifs, le vendredi soir, la situation se précipite. Spinola convoque un conseil des ministres. Il s'en prend violemment à Cunhal, secrétaire général du Parti communiste. A 11 heures du soir, les civils s'en vont. La discussion se poursuit entre militaires. Sur un ton de corps de garde. Les principaux leaders du M.f.a., le Premier ministre Vasco Gonçalves et le chef du Commando opérationnel du continent, chargé de la sécurité au Portugal même, le général de brigade Otelo Saraiva de Carvalho, sont « retenus » dans le palais de Belem. La 3e compagnie de parachutistes empêche toute communication avec l'extérieur. La radio nationale et la télévision sont occu-



Barrages aux portes de Lisbonne contrôlés par l'Armé



Vasco Gonçalves.

Socialistes espagnols: La grande es

Les 11, 12 et 13 octobre le Parti socialiste ouvrier espagnol tient à Suresnes son congrès. Son secrétaire national à l'organisation nous a accordé un entretien.

L'UNITE : Qu'attendez-vous de ce congrès ?

JUAN IGLESIAS : Avant de répondre à votre question, je tiens à m'adresser par l'entremise de votre journal à nos camarades français. Je tiens à leur dire qu'après 33 ans de dictature franquiste et malgré la répression, le P.s.o.e., clandestin certes, mais toujours présent, est aujourd'hui la grande espérance de tous ceux qui, en Espagne, luttent et désirent le rétablissement des libertés démocratiques.

Les idéaux de justice qu'incarne comme aucun autre système le socialisme, rien ne peut les faire disparaître. Même une élimination physique de ses partisans. Il renaît toujours dans le cœur de ceux qui croient en la liberté, en une société nouvelle, dans laquelle n'existerait plus l'exploitation de l'homme par l'homme. L'Espagne d'aujourd'ui en fournit une nouvelle preuve.

Ce 13e congrès que nous allons tenir à Suresnes, au centre Albert-Thomas mis à notre disposition par notre ami et camarade Robert Pontillon, ne confirmera pas seulement la force et l'importante implantation du P.s.o.e. au sein de la classe ouvrière, à l'Université, le fait qu'il représente les secteurs les plus vivants de la pensée et de la culture espagnole ; mais il montrera aussi notre capacité comme force dirigeante de ce mouvement populaire qui clandestinement, dans la lutte de chaque jour et potentiellement, existe en Espagne.

— Aujourd'hui, Franco étant mourant, quelle est la stratégie du P.s.o.e. pour l'après-franquisme ?

— Notre congrès apportera une réponse à votre question. Quelque 200 délégués doivent y participer. Ils représentent les fédérations clandestines de l'intérieur et les sections de l'étranger. Déjà ils ont discuté des problèmes qui intéressent l'Espagne et ont défini les lignes générales que les délégués défendront à ce congrès.

Pour moi, un des objectifs fondamentaux du P.s.o.e. doit être le rétablissement authentique de la démocratie dans notre pays, en éliminant complètement les moindres vestiges du fascisme. 34 ans de pouvoir absolu, durant lesquels la bureaucratie de l'Etat s'est modelée à l'image du régime fasciste, présentent un sérieux danger pour la nouvelle démocratie qui pourrait s'installer. Les supprimer doit être une de nos préoccupations principales.

Il est évident que le P.s.o.e., organisation ouvrière et révolutionnaire, ne peut et ne doit jamais perdre de vue son objectif principal : remplacer les actuelles structures capitalistes par le socialisme. C'est un devoir pour nous, militants socialistes, mais aussi aux yeux de la classe ouvrière, dont nous prétendons être le plus authentique instrument d'émancipation. Mais, d'abord, nous avons besoin de la liberté afin de créer une réelle démocratie. Pour éliminer de l'Etat les forces qui le dominent, l'oligarchie capitaliste et ses groupes de pression, il faudra que dans une première étape le nouvel Etat prenne le contrôle de la banque, du crédit et des grandes entreprises industriel-



t des militants de gauche.



Le général Costa Gomez.





Le général de Spinola et le général de brigade Otelo Saraiva de Carvalho, leader du M.f.a.

pées par la Garde nationale républicaine et la police de sécurité publique.

Spinola tente de rééditer, dans un autre sens, l'opération du 25 avril. Pendant quelques heures, il semble vainqueur. La radio annonce qu'il a pris les pleins pouvoirs. A 9 heures du matin, pourtant, tout est rentré dans l'ordre. Le Mouvement des forces armées contrôle la situation. Le détail des opérations n'est pas encore connu, mais la riposte est significative et prometteuse. Pour trois raisons :

▶ Le Mouvement a justifié son apellation de « révolution sans chefs » en agissant alors même que ses dirigeants les plus connus sont en difficulté. C'est aussi une démonstration d'efficacité.

▶ En arrêtant sur le champ trois cents personnalités de droite et d'extrême droite, les militaires font preuve d'une capacité d'analyse et d'initiative peu commune chez les jeunes militaires progressistes. Qu'ils soient nassériens ou péruviens. En décapitant la droite économique, politique et militaire, ils isolent Spinola et révèlent du même coup la vraie nature de sa tentative.

▶ La participation des civils est plus importante encore pour l'avenir. Leurs barrages aux portes de Lisbonne ont empêché l'entrée d'armes dans la ville. Les ex-capitaines ne sont plus seuls à défendre le Portugal libre. Le soutien populaire ne vient plus après coup. Les militaires ne font plus cadeau de la démocratie au peuple. Celui-ci se bat pour la préserver.

Samedi et dimanche, la bataille se poursuit sur un autre terrain. Des négociations ont lieu entre les officiers de gauche et les spinolistes. Le président de la République promet un discours, puis l'annule. La manifestation est décommandée. Le Conseil d'Etat est réuni presque sans discontinuer.

Les vainqueurs poussent leur avantage. C'est de bonne guerre. C'est surtout indispensable pour la suite, car si chaque coup qu'elle donne ou tente de donner ne l'affaiblit pas, la droite finira un jour par l'emporter.

Le Mouvement des forces armées exige une épuration de la junte, le rétablissement de l'information suspendue le samedi, le renouvellement de la confiance au gouvernement après une épuration limitée et l'institutionalisation du Mouvement.

L'élimination des militaires incriminés se fait par démission : Galvao de Melo, Silveiro Marquès et Diogo Neto pour la junte, les ministres de la Communication sociale et de la Défense, Sanches Osorio et Firmino Miguel. Elle clarifie la situation autant qu'elle réduit la capacité de manœuvre de la droite.

Le point clé est l'institutionalisation du M.f.a. Elle était dimanche soir la contrepartie évidente du maintien de Spinola dans ses fonctions. Une sorte de garantie gagnée contre les pouvoirs du président de la République. Le principe hiérarchique étant considéré comme essentiel pour le fonctionnement des armées, il s'agissait de donner aux anciens capitaines un pouvoir égal ou supérieur à celui de leurs aînés. Moins urgente aujourd'hui, la création du Conseil de la Révolution reste néanmoins probable.

La démission de Spinola lundi matin oblige à regarder la situation portugaise d'un œil nouveau. En claquant la porte,

→

pérance

les. Il faudra réaliser une profonde réforme agraire. Et transformer l'orientation de l'enseignement, de l'école primaire à l'université, pour le mettre à la portée de chacun.

Je crois que ces objectifs doivent être prioritaires dans notre stratégie. Et qu'ils modifieraient sensiblement les conditions sociales actuelles qui font d'un travailleur un citoyen de troisième zone.

— La solution Juan Carlos vous semble-t-elle crédible ?

— D'abord, je dois vous dire que Juan Carlos n'offre aucune solution aux problèmes qui se posent à l'Espagne de 1974. Ni politiques, ni économiques, ni sociaux.

N'oubliez pas que Juan Carlos est l'héritier de Franco. Et qu'il l'est devenu devant les Cortès en juillet 1969, dans une grande opération qui prétendait assurer avec lui la continuité du franquisme sans Franco. Et de même que nous avons combattu et que nous combattrons Franco, nous continuerons face à tous ceux qui prétendent perpétuer l'ancien régime contre la volonté populaire.

Dans nos récentes déclarations, lors de conférences de presse tenues dans différentes capitales européennes, nous avons renouvelé notre appel au peuple pour qu'il appuie la constitution d'un gouvernement provisoire. Entres autres mesures, il devrait décider la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et syndicaux, la reconnaissance de la protection des libertés et la convocation d'élections libres dans un délai inférieur à un an pour que le peuple manifeste souverainement sa volonté.

Ce que l'on appelle la solution Juan Carlos pourra faire illusion momentanément pour ceux qui tiennent encore le pouvoir, mais je ne crois pas qu'elle puisse durer. Dans l'Espagne d'aujourd'hui, dans sa société, où existe un besoin immense de rénovation, on retrouve les mêmes idéaux que ceux qui, en 1931, ont rendu possible la République.

Ce contexte social, la volonté de lutte du prolétariat, réduiront à néant les intentions de continuité que symbolise Juan Carlos.

— Une alliance politique avec le P.c. vous semble-t-elle possible immédiatement ou à plus long terme ?

— Le P.s.o.e. pratique une politique de dialogue. Je peux dire qu'avec tous les partis d'opposition démocratique et y compris le P.c.e., il existe dans certaines provinces et régions des instruments de concertation entre ces forces. C'est à l'intérieur de ce type de relations que sont possibles des accords avec le P.c.e.

— Quelles sont les perspectives de développement pour le courant socialiste en Espagne ?

— Notre pays a besoin d'énormes transformations économiques qui passent par l'élimination des grands monopoles financiers et industriels. Et qui permettraient que participent à l'administration et à l'orientation de l'économie ces véritables protagonistes, les travailleurs et techniciens. Le P.s.o.e., en communion avec les idéaux et les objectifs de l'organisation syndicale ouvrière, l'Union générale des travailleurs, se prépare à assumer ces responsabilités. Sans paraître optimiste, je dirai que les perspectives du socialisme en Espagne sont exceptionnelles. Et que les signes de sa présence sont actuellement plus qu'évidents.

■

Grande-Bretagne

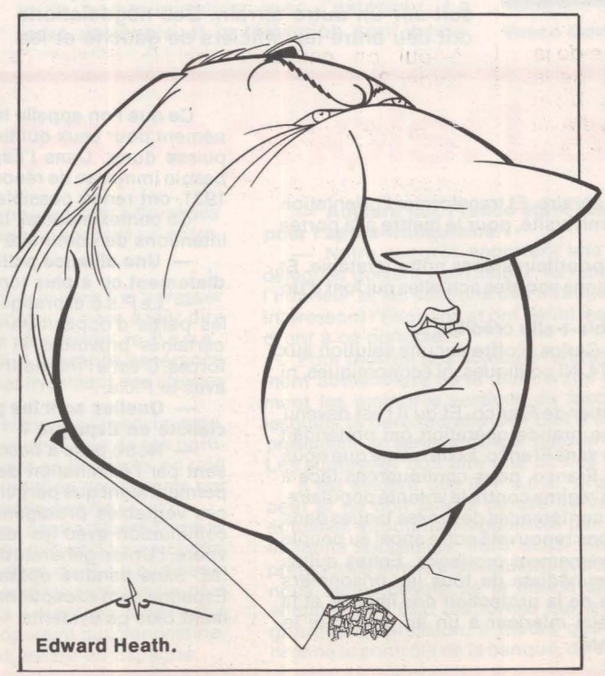
LABOUR : PLUS A GAUCHE

L'« hémorragie » supposée du Parti travailliste n'est pas une perte... C'est le signe du déclin rapide de la droite du Parti tandis que la gauche, fortement appuyée par les syndicats, renforce sa position.

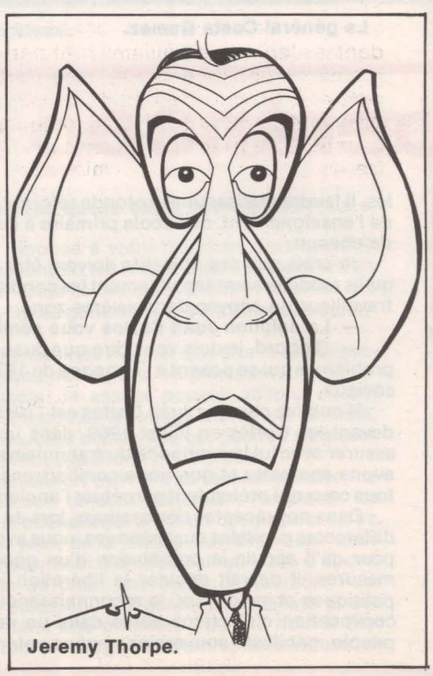
A mesure que se rapproche l'échéance du 10 octobre, la bataille électorale en Grande-Bretagne s'exacerbe. A lire la presse britannique et étrangère, on pourrait croire que le Parti travailliste en fait les frais, victime, paraît-il, d'une « véritable hémorragie » de membres et non des moindres. Après le ralliement de Lord Mayhew aux Libéraux voici deux mois, Lord Chalfont (Alun Gwynne-Jones), ancien ministre du désarmement, a démissionné du Parti le 22 septembre. Le 25, un illustre inconnu de la chambre haute, Lord St. Davids, a fait de même et le ministre des armées, Lord Brayley, a dû lui aussi remettre sa démission — mais pour des raisons extra-politiques : le ministère du commerce vient d'ouvrir une enquête sur une société que cet ami personnel de Harold Wilson a présidée pendant treize ans et dont il aurait perçu des bénéfices excessifs.

Comme il est de règle en période électorale, ces défections sont dûment montées en épingle. Mais cette « hémorragie » supposée n'est pas, si j'ose dire, une perte. C'est le signe d'un déclin rapide de ce qu'il reste de la droite du parti, au sein duquel les forces de gauche — marxistes ou simplement progressistes — fortement appuyées par le mouvement syndical, renforcent leurs positions.

Autre signe de ce déclin de l'aile modérée : l'attitude que viennent d'adopter Shirley Williams, secrétaire d'Etat aux prix et à la protection des consommateurs, et Roy Jenkins, le ministre de l'Intérieur. A vingt-quatre heures d'intervalle, en pleine période électorale, ils menacent de démissionner si la Grande-Bretagne se retire du Marché commun — comme le veut la gauche travailliste. Que ces deux personnalités n'hésitent pas à compromettre les chances de victoire de leur



Edward Heath.



Jeremy Thorpe.

→ l'homme au monocle s'en prend directement à l'esprit et aux hommes du 25 avril. Il se prépare à être le chef de toutes les oppositions de droite.

Le réquisitoire annonçant sa démission a trois objectifs précis. Il veut briser l'unité des forces armées et rendre irréconciliables les tendances de droite et de gauche qui s'affrontent en douceur depuis des mois. Il entend également désorienter l'opinion publique. Peu politisée, elle avait tendance à faire de Spinola, président de la République, le porte-drapeau de la liberté. Mais surtout, en retirant sa caution aussi violemment, le général Spinola veut discréditer le « Portugal Novo » auprès du monde. L'expérience chilienne montre combien le soutien de l'extérieur, la non-intervention des puissants sont nécessaires pour que se développe une expérience de libération.

Le M.f.a. l'a compris et c'est Francisco Costa Gomes, ancien supérieur hiérarchique de Spinola et « son ami personnel », qui le remplace à la tête de l'Etat. Numéro deux de la junte, il a fait preuve d'utiles qualités de médiateur. On le dit animé de sympathies socialisantes. Moins tenté par le pouvoir personnel que son prédécesseur, moins dangereux, il peut rassurer, à l'extérieur comme à l'intérieur, ceux dont le Portugal a besoin.

La droite a perdu une bataille dans laquelle elle s'était lancée sans avoir mesuré avec justesse le rapport des forces. Il est trop tôt pour savoir comment elle se réorganisera. Mais elle reviendra à la charge. C'est sûr. Chaque fois avec plus de force, de violence et de haine. Rien ne prouve qu'elle puisse l'emporter.

Car, dans une situation de plus en plus tendue, la gauche progresse vite. Le M.f.a. se radicalise. Le Parti communiste étend son influence. Le Parti socialiste se développe rapidement en s'implantant dans tout le pays. Un sondage effectué récemment montre qu'en termes d'intentions de vote, les socialistes représentent 25% de l'électorat et les communistes 18%.

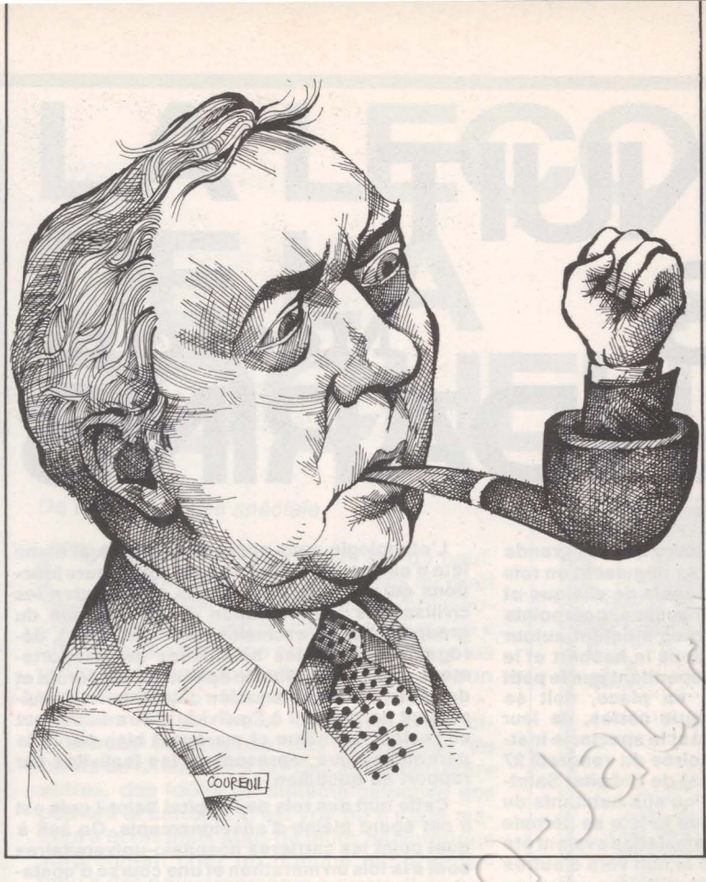
Hier encore, c'est l'existence même d'une démocratie véritable qui était en question au Portugal. En attaquant, et en échouant, la droite permet au processus de franchir une étape supplémentaire.

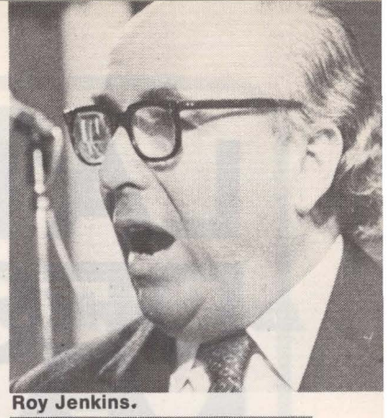
Au sein du Mouvement des forces armées, la tendance progressiste semble devoir marquer son avantage. C'est un point positif. La participation populaire aux événements des 27 et 28 septembre est encore plus importante. L'essentiel aujourd'hui est l'union entre les militaires et la gauche. Il n'est guère valable de se référer à tel ou tel modèle. Péruvien ou nassérien. Les Portugais vivent avec difficulté leur propre expérience. Ils la créent chaque jour. Son originalité avant toute autre pourrait tenir au délicat mélange qui fait lutter ensemble civils organisés et militaires progressistes. Mélange délicat, certes, mais alliance décisive.

MAURICE FABIEN

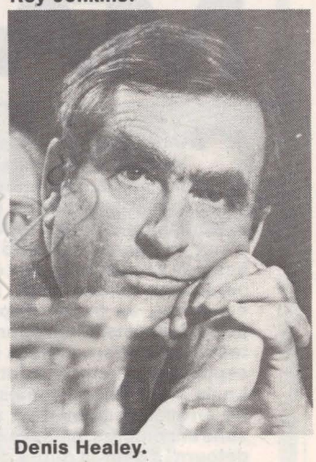


Anthony Wedgwood Benn.





Roy Jenkins.



Denis Healey.

parti en soulignant, à un moment crucial, les désaccords qui peuvent exister en son sein en dit long. Moins sur les divergences des Travaillistes vis-à-vis de l'Europe, pomme de discorde déjà ancienne, que sur l'évolution du rapport de forces au sein du Labour. Il faudra tout l'œcuménisme de Harold Wilson, en cas de réélection, pour empêcher de trop violents règlements de compte. En cas de défaite, il se pourrait bien que Wilson lui-même ne soit plus à la tête du Parti. Les prétendants à sa succession, assure-t-on dans les rangs travaillistes, ne manquent pas, d'Anthony Wedgwood Benn, l'actuel ministre de l'emploi et l'« artisan des nationalisations », à Michael Foot, ancien « enfant terrible » de la gauche comme le fut Wilson en son temps, en passant par Eric Heffer, secrétaire d'Etat à l'industrie et représentant le plus en vue des marxistes du Parti (groupe « Tribune »), ou encore par le modéré Denis Healey, actuel chancelier de l'Echiquier (ministre des finances)...

Deux conceptions opposées

Au-delà de la question européenne, ce sont deux conceptions de la politique qui s'affrontent : entre les tenants d'une politique modérée susceptible de satisfaire les couches les plus larges de la société, ce qui, les pressions économiques et sociales étant ce qu'elles sont, revient à se mettre au service des couches dominantes et les partisans d'un gouvernement authentiquement socialiste s'appuyant sur la classe ouvrière, au risque de mécontenter les classes possédantes. Jenkins et Williams font partie de la première tendance, le reste du Parti de la seconde, mais à des degrés divers. L'atout principal de Harold Wilson a toujours été de constituer le trait d'union indispensable entre les deux groupes. L'émiettement de la droite prélude à son propre effacement. Mais on n'en est pas encore là et « *good old Harold* » a fait tout au long de la campagne, la preuve de sa virtuosité.

Si la cascade de défections enregistrées récemment peut porter tort au Labour, celui-ci dispose sur ses adversaires d'avantages multiples mais incertains. Au début de la campagne, les sondages d'opinion lui donnaient huit points d'avance sur les Conservateurs. Tout peut arriver cependant d'ici le 10 octobre. Près de la moitié des électeurs se déclarent prêts à modifier leur vote en fonction des prestations de chaque parti pendant ces quelques semaines. Or, les Tories sont mal partis. Une fuite malicieuse les a obligés à publier prématurément leur programme électoral — dont les omissions et contradictions par rapport à leur manifeste des élections de février dernier, dument relevées par la presse, sont exploitées à fond par leurs adversaires. Si les divergences au sein du Parti travailliste apparaissent comme l'aboutissement d'un long processus qui marque la domination de la gauche et qui ne frappe que des éléments de plus en plus marginalisés, les divergences au sein du parti conservateur sont beaucoup plus profondes. Qu'y a-t-il de commun entre les « libéraux » également favorables à une politique de consensus, les « modérés » tels que Sir Keith Joseph partisans d'une politique monétariste draconienne dont les travailleurs feraient les frais, les nostalgiques de la « loi et de l'ordre » du Monday Club ou les partisans du « renégat » Enoch Powell qui, comme en février, demande de... voter travailliste ! Qu'y a-t-il de commun entre eux, sinon un certain goût amer de la défaite, la volonté de revenir au pouvoir à n'importe quel prix et par n'importe quelles promesses — et aussi, en cas d'échec, de tenter de faire peau neuve en se débarrassant d'Edward Heath, à qui on pardonne mal la défaite de février ?.

Le refuge des nostalgiques

Or, il semble à peu près exclu que les Tories puissent revenir seuls au pouvoir. Mais encore faut-il, pour qu'ils forment un gouvernement de coalition avec les libéraux, que les travaillistes soient mis en minorité, et que le « tiers parti » accepte. Jeremy Thorpe, le leader des Libéraux, est rongé par la tentation et par l'inquiétude : cette compromission avec les Tories entraînerait vraisemblablement des défections massives dans sa formation, surtout parmi les Jeunes Libéraux. Le jeu en vaudra-t-il la chandelle ? Le parti libéral espère récupérer les dissidents du Labour qui se sentent menacés par la montée de la gauche, ainsi que les Conservateurs modérés qu'effraie la perspective d'une confrontation sans précédent avec le mouvement ouvrier. Cette opération est-elle plus facile en dehors ou au sein du gouvernement ? Tel est le dilemme de Thorpe. Quoi qu'il en soit, le parti libéral apparaît comme le refuge des nostalgiques de la traditionnelle politique de consensus — avec, en prime, des allures technocratiques libérales et modernistes qui cachent mal le manque de sérieux de leur programme politique.

La désillusion de l'électorat vis-à-vis des médiocres prestations des deux partis qui se sont partagés le pouvoir alternativement, explique le succès qu'ont connu jusqu'à présent les Libéraux ; mais leur croissance a pour limite la polarisation des forces sociales et politiques dans le pays, qui est à la mesure de la gravité de la crise que traverse la Grande-Bretagne.

Aucun des partis en compétition ne nie la réalité de cette crise. Les Travaillistes sont les seuls à tenter d'en atténuer la portée et les mieux placés pour démontrer qu'ils sont capables d'y faire face — puisqu'ils bénéficient de l'appui des syndicats grâce au « contrat social » (voir l'Unité, n° 123, « Un réflexe d'autodéfense »). Mais ils ne disposeront de ce soutien qu'en contrepartie d'une politique autrement plus radicale que celle qu'ils ont suivie jusqu'à présent. Tout retour au « centrisme » conduirait, là encore, à un affrontement. Pays d'Europe où les comportements de classe sont les plus tranchés, la Grande-Bretagne est-elle en train de faire entrer la lutte des classes dans le champ politique ? C'est ce qu'il semble, même si les résultats des élections n'en témoignent pas immédiatement. Car les véritables problèmes s'appellent inflation, chômage, déficit de la balance des paiements, croissance des multinationales, montée des nationalismes (écossais, à cause du pétrole de la mer du nord, gallois, à cause du pétrole de la mer d'Irlande, et nord-irlandais toujours, à cause d'une politique impérialiste séculaire) et apparition de milices privées pour la défense de « la loi et l'ordre » — celle des classes dominantes, bien sûr. Tous problèmes que ne suffira pas à résoudre l'enveloppe glissée dans l'urne.

JEAN-CLAUDE RIEU

LA NUIT DES MANDARINS

Médecine





Ce n'est pas tous les jours que les grands patrons d'un hôpital se déguisent en rois fainéants, que leurs chefs de clinique et internes s'accoutrent de chausses, pourpoints et poulaines, que les externes montent autour d'eux une garde vigilante sous le haubert et le heaume de hallebardiers, cependant que le petit personnel restant bien à sa place, doit se contenter, en livrée d'époque certes, de leur porter les plats. C'est pourtant le spectacle inattendu qu'a offert, dans la soirée du vendredi 27 septembre, le corps médical de l'hôpital Saint-Louis à ses malades ainsi qu'aux habitants du Xe arrondissement. Pour que la fête se déroule sans encombres, blessés et malades avaient été détournés pour la durée de la nuit vers d'autres hôpitaux, ce qui donnait à la salle des urgences



une impression de calme insolite pour un vendredi soir. Il s'agissait d'un « tonus » (1) un peu spécial dont l'histoire des salles de garde est assez riche, mais dont la périodicité s'était quelque peu espacée ces derniers temps, puisque le précédent « dîner de rois » remontait, paraît-il, à huit ans.

On peut se demander ce qui, en pleine période d'austérité, et de surcroît dans un établissement dont les installations vétustes et la pénurie de personnel ont fait l'objet d'articles critiques même dans la presse bien-pensante — comme « France-soir » tout récemment — a bien pu amener la hiérarchie de cet hôpital à se donner ainsi en spectacle. Spectacle fort coûteux d'ailleurs puisque la soirée (promenade en car et en bateau-mouche, riches costumes, feu d'artifice tiré à 10 heures du soir, sonneurs de cor sous les fenêtres des malades, strip-teaseuse du « Sexy » et mets fins) a coûté plus de quatre millions d'anciens francs.

Les internes y etaient allés de leur contribution (250 francs par tête), le reste étant généreusement fourni par certains grands laboratoires pharmaceutiques. Les patrons, eux, étaient invités et n'eurent donc rien à débourser. A travers cette ahurissante mascarade, on retrouve pourtant une symbolique qui exprime de façon assez exacte les rapports hiérarchiques de la fonction médico-hospitalière et les liens privilégiés entretenus avec le monde de l'argent.

L'ethnologie nous apprend que le rituel d'une fête n'est jamais gratuit. Il remplit plusieurs fonctions qui sont des constantes dans toutes les civilisations : réaffirmation de la cohésion du groupe (et donc exclusion des non-initiés), dérogation aux règles habituelles de comportement, c'est-à-dire liberté éphémère de parole et de geste, surconsommation ostentatoire, déguisement permettant à l'individu d'être autre tout en restant lui-même et marquant bien par là la parenthèse que représentent les festivités par rapport au quotidien.

Cette nuit des rois de l'hôpital Saint-Louis est à cet égard pleine d'enseignements. On sait à quel point les carrières hospitalo-universitaires sont à la fois un marathon et une course d'obstacles, marqués par une sélection féroce et le bon plaisir des mandarins, les « grands patrons » chefs de service des hôpitaux qui détiennent un pouvoir quasi-absolu sur leurs chefs de clinique et internes. A cette éprouvante tension, inhérente à la structure du système, il faut ajouter les difficultés des conditions de travail : hôpitaux parfois délabrés, pénurie de moyens, crise de recrutement du personnel soignant. Il est peu de professions où la détente comme soupape de sécurité soit aussi nécessaire : le folklore des salles de garde y pourvoit normalement. Pourquoi donc en rajouter ?



On notera d'abord que, contrairement à certaines fêtes moyenâgeuses comme la Fête des Fous — où l'évêque des Fous était choisi dans la population et se rendait à l'église en cortège avant d'y officier en lieu et place du prêtre légitime — il n'y eut pas à Saint-Louis de renversement des hiérarchies : le brancardier n'était pas roi et la noble dame en hennin n'était pas une femme de ménage. Les patrons couronnés trônaient vraiment sur des chariots de malades et, plus vrais que nature, allaient presque jusqu'à toucher les écrouelles. Les internes, en manteau blanc et croix vermeille de Templiers, leur tenaient la main avec déférence pour qu'ils puissent sans encombre entrer par la fenêtre dans la salle de garde du pavillon Gabrielle.

La libre parole, qui dans ce milieu où règne un certain despotisme équivaudrait normalement à un suicide professionnel, retrouvait humblement et provisoirement ses droits dans des couplets



de circonstance chantés sur l'air des « Trompettes de la renommée » de Brassens. On pouvait ainsi suggérer que le professeur X... aimait un peu trop les jeunes anesthésistes, que le professeur Y. partisan de Laissez-les vivre, entreprenait de :

« sauver les petits
pour trucider les grands ».

On put aussi entendre à voix haute ce qui n'est qu'habituellement chuchoté, à savoir que :

« Monsieur D...
chirurgien esthétique
délaisse l'hôpital
au profit d'la clinique ».

On était dans le domaine de la transgression certes, mais une transgression permise. Opposition de Sa Majesté, respectueuse de l'ensemble des rapports de domination caractéristiques de l'organisation de la santé publique et sachant jusqu'où on ne doit pas aller trop loin. Il est tout à fait significatif que le personnel soignant et bien sûr les malades aient été exclus de la fête. Admis comme spectateurs du défilé, claque de « manants » — le mot fut employé — nécessaire pour permettre aux rois de bien réussir leurs effets, ils étaient bien sûr empêchés de pénétrer dans la salle de garde par des hallebardes entrecroisées. Malgré la prise de conscience individuelle de nombreux médecins, le corps reste profondément réactionnaire, jaloux de ses privilèges de caste et ignorant les autres catégories de personnel hospitalier. La salle de garde de Saint-Louis, connue pour la dureté de ses bizuthages — autre rite initiatique qui sanctionne l'entrée de plein droit dans la communauté — n'est d'ailleurs pas particulièrement renommée pour son état d'esprit progressiste. Le monde médical reste un monde clos. Un monde où l'argent le dispute — parfois avec succès — à la vocation. Quant aux laboratoires pharmaceutiques dont les bénéfices scandaleux et le mépris de la santé publique sont dénoncés dans plusieurs ouvrages paraissant cette semaine (2), ils ont tout intérêt à subventionner des pratiques qui renforcent l'ancrage de la médecine dans un système de profit dont ils sont les principaux bénéficiaires.

Décidément ce fastueux dîner de Rois, dans le cadre historique de l'hôpital Saint-Louis, proclamait avec naïveté ou avec cynisme qu'une certaine médecine hospitalière, état dans l'Etat et ne devant des comptes qu'à elle-même, restait profondément réfractaire à son insertion démocratique dans la société française. Quant aux grands intérêts privés (cliniques et laboratoires), ils ont parfaitement compris que dans la phase actuelle du capitalisme — et déguisement pour déguisement — si le complet veston sied à une remontée des Champs-Elysées, un remake des « Rois maudits » en costumes prêtés par l'O.r.t.f. peut aussi servir leurs fins.

BERNARD CASSEN

(1) Fête organisée par les internes dans la salle de garde de l'hôpital.

(2) « L'invasion pharmaceutique », de Serge Karsenty et J.-P. Dupuy ; « Le guide du médicament », du Dr Pradal ; « Le trust du médicament », de Charles Levinson — tous trois édités au Seuil.

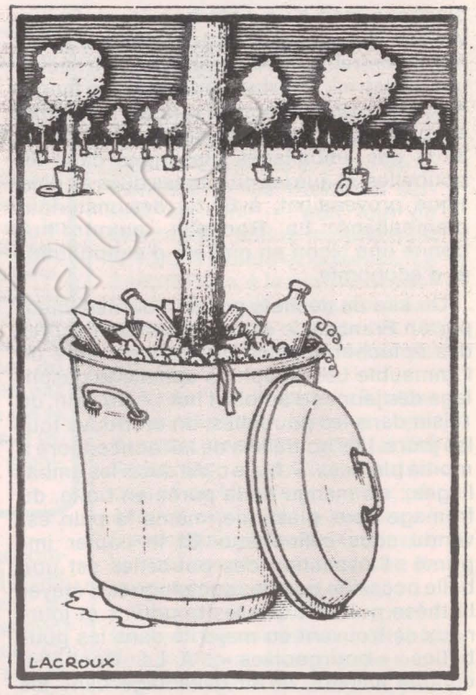
LA LEÇON DE LA ROCHELLE

Pollution

De notre envoyée spéciale

C'est avec du vieux qu'on fait du neuf. Propos de grand'mère, remis au goût du jour par la mode « rétro » qui s'accommode aussi bien du calicot le plus « in » que de la récupération en tout genre au plus profond de nos poubelles. Comme au bon vieux — et dur — temps « des restrictions ». Jacques Chirac nous invective **(voir ci-dessous)** et propose des économies de bouts de chandelle à la France. Il émet, entre autres, des idées de collecte sélective des papiers et cartons. C'est vrai qu'il y a là matière à économie. Mais de telles déclarations surprennent chez un homme qui a appartenu à des gouvernements ouverts, il y a peu de temps encore, sur une société de surconsommation, une société de gaspillage. Celle du profit. Faut-il que la crise du système capitaliste angoisse à ce point ses défenseurs pour qu'ils tirent la sonnette d'alarme et fassent appel au « civisme » des travailleurs !

L'exemple du « papier-carton » d'une petite capitale provinciale : La Rochelle, qui en juin dernier ramassait en un premier temps 100 000 bouteilles en plastique, et le jeudi 4 juillet 1974 collectait 42 tonnes de cartons, journaux, papier et plastique. C'était trois



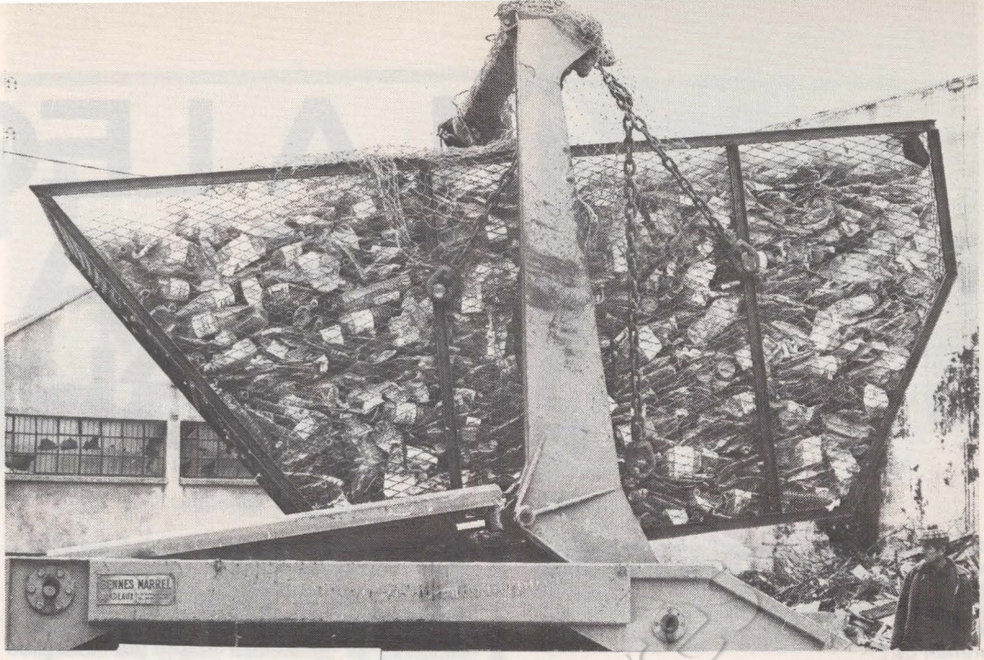
Avec sa nouvelle usine de traitement des déchets, La Rochelle est en train de donner une leçon en matière d'antipollution et d'économie.

mois avant les déclarations du gouvernement, juste au lendemain des élections présidentielles : la municipalité de gauche (socialistes et radicaux) entendait ainsi mettre fin au gaspillage. L'avantage était double : on combattait la pollution et les bénéfices de la revente des détritus allaient à la collectivité. Leur affectation ayant déjà été décidée : aménager une plage à la pointe des Minimes.

Tout fut fait pour mobiliser 80 000 Rochelais. On fit d'abord appel aux enfants des écoles et aux anciens combattants. Les uns sensibles à leur environnement, les autres au gaspillage. La génération intermédiaire d'après-guerre, cernée à la fois par les propos alarmistes de sa progéniture et par l'argumentation économique des aînés, y alla de ses paquets bien ficelés. On avait vidé les greniers. C'était gagné. Depuis, l'expérience se perpétue. Chaque mercredi soir, les trottoirs de la ville fleurissent d'emballages, de tas de journaux, de bouteilles en plastique enfermées dans des sacs, de chiffons... Les éboueurs passent au petit matin. Pour eux, ce n'est pas un jour tout à fait comme les autres : ils ramassent « du propre ». Et, les jours de pluie, les cartons ne s'effondrent pas sous des déchets de toute sorte. Une aubaine pour les professionnels de la récupération. Mais les chiffonniers ont dû se rendre à l'évidence : les Rochelais défendaient leurs biens communaux.

Recyclage

A leur actif, une récolte de 120 tonnes de papier, dirigée vers une papeterie d'Angoulême, et de 5 tonnes de bouteilles en plastique, traitées localement. Et c'est là que l'expérience de La Rochelle est exemplaire. A cause de la réutilisation du chlorure de polyrinyle par un industriel de la région. Celui-ci aurait trouvé un traitement permettant au plastique usagé d'être récupéré et retransformé en matière première. Il semble que ce procédé soit viable... Peut-être une révolution industrielle passera-t-elle par La Rochelle-Perigny, si l'espionnage industriel ou la crainte du « non rentable » ne font pas taire les plus valeureux chercheurs ? Jusqu'alors, on disait que le recyclage du →



Déchets triés, par les Rochellais, pour faciliter leur recyclage.





plastique était d'un coût trop élevé. Et l'invention du plastique bio-dégradable à l'air n'avait entraîné aucune fabrication à l'échelon industriel. Pourtant, une enquête menée aux Etats-Unis a montré que les bouteilles en plastique représentaient à elles seules 30 % des emballages plastiques dans les poubelles, et que les nuisances dûes au plastique provenaient, à 60 %, des matériaux d'emballage. La Rochelle, aujourd'hui, donne une leçon en matière d'antipollution et d'économie.

Un kilo de déchets produit journellement par un Français, c'est bien sûr des cendres, des épluchures et ce que la gardienne de l'immeuble Les Dauphins appelle le gaspillage des jeunes d'aujourd'hui : « Du pain, du raisin dans les poubelles, on en trouve tous les jours. Les bouteilles de lait sont encore à moitié pleines... ». Mais c'est aussi les emballages : on mange de la purée en boîte, du fromage sous plastique, même le pain est vendu sous cellophane. Et le papier imprimé : l'inspection des poubelles est une belle occasion pour les sociologues d'étayer la thèse qui veut que les bouquins et journaux se trouvent en majorité dans les poubelles « bourgeoises ». A La Rochelle, comme ailleurs, on lit davantage dans les beaux quartiers.

Si André Jarrot, ministre de la Qualité de la vie, qui s'intéresse à la mise au point d'une charte contre le gaspillage, s'en venait à passer par La Rochelle, il pourrait prendre exemple sur le « civisme » des citoyens charentais, et peut-être aider la municipalité à améliorer les conditions de travail des employés au tri.

Pour André Dubosc, conseiller municipal nouvel élu, c'est la démonstration qu'une expérience ambitieuse peut réussir avec l'appui de la population et porter atteinte au pouvoir technocratique, tant à l'échelon national que régional. Un pouvoir qui gèle toute initiative si elle n'est pas vécue sur le terrain : « Nos commandants gouvernent avec l'intelligence froide des énarques. Ils regardent la France de trop loin ».

JOSETTE BARBIERI

Des ordures en or

Dans la série « Ça va mal et ça dure », Jacques Chirac s'est intéressé à nos poubelles. Histoire de prouver que la situation était sérieuse, le gouvernement s'apprête à publier une charte de la récupération des matières premières. Tout cela pour faire des économies. Et il est vrai que les déchets de notre société sont une véritable richesse. En 1966, on trouvait dans nos poubelles : 37 % de papiers et cartons, 22 % de poussières ou de cendres, 18 % de matières organiques, 9 % de verres, 9 % de métal, 2 % de chiffons, 1 % de matières plastiques. Cela n'a l'air de rien, mais lorsque l'on sait qu'en France 10 à 15 millions de tonnes d'ordures sont jetées chaque année, cela prend tout de suite des allures industrielles.

En ce qui concerne les métaux, par exemple, si les pourcentages sont faibles par rapport aux minerais, l'avantage réside tout simplement dans le fait que l'on peut faire l'économie de l'extraction et du transport. Ce qui est loin d'être négligeable. Aux U.s.a, la récupération scientifique se fait à une échelle encore inconnue de ce côté de l'Atlantique : 8 000 entreprises, 80 000 salariés, 5 000 milliards de dollars de chiffre d'affaires. En France, les industriels–récupérateurs (c'est le nom de luxe des antiques chiffonniers) font un chiffre d'affaires supérieur à 6 milliards et emploient 15 000 personnes.

Nous somme donc en retard. En effet, la part de la récupération dans la consommation de matière première est, par rapport à nos voisins, relativement faible. Seulement 36 % de l'acier, 34 % du plomb, 33 % du cuivre et de l'aluminium, 30 % du papier-carton, 26 % du zinc, proviennent de la récupération. On pourrait faire mieux.

Pour le papier, par exemple, le Japon en est à 50 % ; la R.f.a., la Suisse et l'Angleterre à 45 %. De beaux jours en perspective pour les récupérateurs et une économie de devises non négligeable pour la balance des paiements.

Comme, de surcroît, la destruction des déchets est une opération coûteuse et polluante, l'intérêt de la réutilisation est évident. Et l'exemple de La Rochelle montre qu'elle est possible. Les efforts du gouvernement — un rapport a été élaboré par le ministère de la Qualité de la vie — porteraient tout d'abord sur le papier, les métaux et le verre.

La hausse du prix du papier, qui est loin d'être terminée — les Canadiens viennent d'annoncer qu'au 1er janvier la tonne de papier journal passerait de 234 à 260 dollars — rend de telles opérations nécessaires. Reste à savoir quels résultats aura la « charte de la récupération » gouvernementale. S'agit-il de confier au secteur privé un secteur qui va se révéler fructueux ? Et, sous prétexte de nécessité nationale, de subventionner ce secteur ? Ou d'aider les municipalités, qui jusqu'à présent ont eu la charge — et elle est lourde — des ordures, à dégager de leur réutilisation des fonds venant conforter les budgets municipaux, souvent difficiles à boucler ? A moins que l'on ne confie le recyclage de nos déchets aux multinationales du pétrole : au Japon, on a réussi à transformer les déchets du plastique en pétrole, sous forme de fuel domestique et de fuel lourd, avec un taux de récupération de 77 %.

changer la vie quotidienne

CHIMIE CONTRE VIN

Il y a des communes qui n'ont pas de chance. Marckolsheim, dans le Bas-Rhin, est du nombre. La Chemische Werke voulait y installer une usine. Les petits vignerons ne le voulaient pas. Ils se méfiaient des promesses faites, du taux de rejet en plomb des fumées. Le maire hésitait. Finalement, le conseil municipal refusait l'implantation de l'usine. Peine perdue : au-dessus de 10 hectares, ce n'est pas la municipalité qui pouvait décider, mais le port autonome de Strasbourg. Qui, lui, tient à son usine. Même si personne n'en veut.

Depuis plus d'une semaine, les opposants à l'installation campent — en l'occupant — sur le terrain. Pour protester. Et André Jarrot, ministre de la Qualité de la vie, est venu. Pour voir. Et prononcer des phrases définitives. Pour expliquer, par exemple, qu'une telle décision était « de niveau national ». Un ministre ne suffirait-il pas ? Qui décidera alors ?

LE FLUOR DE P.U.K.

Le ministre de la Qualité de la vie a le goût du secret. Il aurait — la presse régionale en fait foi — signé, lors de son passage en Maurienne, une convention avec le groupe Pechiney-Ugine-Kulhmann au sujet de la lutte contre la pollution dans la vallée.

Il faut dire qu'il y a de quoi. Le fluor dégagé par les usines du groupe tue la flore, désertifiant peu à peu la campagne. Le préfet de Savoie avait bien pris, en 1973, un arrêté pour limiter cette pollution. De l'avis de tout le monde, insuffisant. Aujourd'hui, les Savoyards aimeraient bien croire que la convention signée entre Jarrot et Pechiney règlera le problème. Et, pour en être sûrs, ils aimeraient savoir quels sont les termes exacts de cette convention. Jean-Pierre Cot a d'ailleurs posé à ce sujet une question écrite. Les Savoyards attendent la réponse.

LA DERNIERE BRADERIE (Suite)

Le poste de délégué à l'Informatique n'existe plus. Ainsi en a décidé le Conseil des ministres de mercredi dernier. Allègre, qui occupait cette fonction, sera affecté à d'autres tâches. Et les services de la Délégation vont passer sous la coupe directe du comte Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche. Jusqu'à présent, la Délégation était soumise à une double tutelle : celle du Premier ministre et celle du ministre de l'Industrie. Ce qui lui donnait une relative indépendance et un pouvoir plus important face aux autres ministères.

Ces derniers temps, la délégation à l'Informatique et son délégué s'étaient fait de nombreux ennemis dans les milieux industriels privés en favorisant l'orientation européenne de la C.i.i. **(voir l'avant-dernier numéro de « l'Unité »)** et en souhaitant le renforcement des intérêts de l'Etat dans le capital de la compagnie. Or peut donc se demander si la décision du Conseil des ministres n'est pas le prélude à une révision de la politique française dans l'Informatique. Révision qui signifierait abandon.

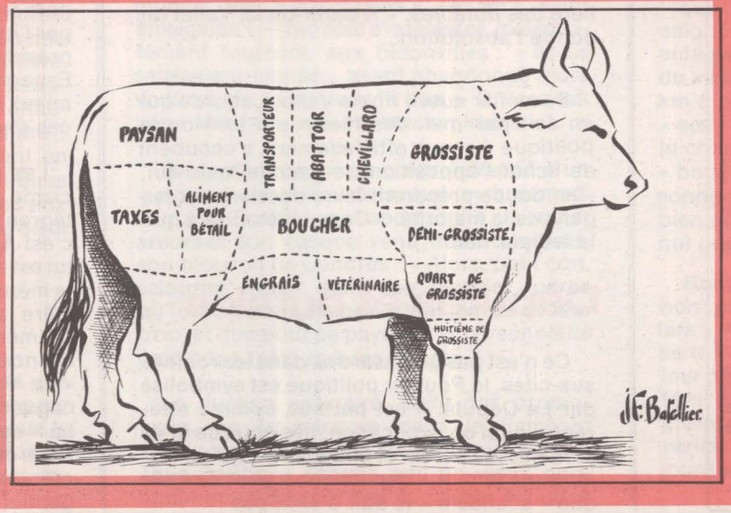
OPERATION POT-AU-FEU

« Quartiers avant » et viande hachée mis à toutes les sauces. C'est la dernière opération « publicitaire » menée à l'échelon de la Communauté européenne, du 1er octobre 1974 au 31 mars 1975.

Dans un premier temps, ce sont les 2 400 000 personnes allocataires du Fonds national de solidarité qui recevront à leur domicile et personnellement des bons de réduction d'une valeur totale de 70 F, présentés sous la forme d'un carnet de 70 bons de valeur unitaire égale à 1 F. Pour un achat de bœuf ou de veau de 10 F, ils débourseront 5 F en monnaie, 5 F en bons.

Pour la majorité des Français, l'opération devrait être accompagnée de ventes promotionnelles de certains quartiers de bœuf. Ceux qui ne se mangent pas sous forme de steack. On espère ainsi liquider les stocks de « bas morceaux » que l'on n'arrive pas à exporter. Et éviter d'importer davantage de « quartiers arrière ».

Le goût des Français pour le steack n'est pas simplement dû à une perversion du goût. Pour confectionner un bourguignon ou un navarin, il faut du temps. Que les ménagères ont de moins en moins, surtout après une journée de travail. Pour vendre la viande « en trop », le ministre intéressé pourrait demander à son collègue de réduire les horaires de travail. Chiche !



POLLUTION BELGE

Depuis 10 ans, l'usine de La Cellulose d'Harnoncourt, réfugiée en Belgique à 3 km de la frontière — les frontières servent souvent — non loin de Montmédy, pollue impunément le Ton, la Chiers et la Meuse. Le 3 septembre, à la reprise des activités, des milliers de poissons mouraient ; la Chiers et la Meuse se coloraient de noir sur 50 km.

Après plusieurs réunions préparatoires animées par Dromby, conseiller général des Ardennes, un millier d'Ardennais et de Meusiens — élus, pêcheurs, amis de la nature — franchissaient l'autre dimanche la frontière pour une marche silencieuse de protestation.

Elus et manifestants, parmi lesquels de nombreux militants des jeunes et dynamiques sections socialistes de la région, peu satisfaits des assurances données par le directeur de l'usine qui appartient au groupe européen de La Cellulose, ont décidé de continuer leur action.

TRISTE SALON

Le 50e Salon de l'automobile, qui s'ouvre cette semaine à Paris, risque d'être triste. Les fabricants ont fait leurs comptes. Ils sont mauvais : les voitures se vendent mal. On estime que les ventes en France pour 1974 seront inférieures de 20 % à celles de 1973.

Et il n'est pas étonnant — vu les circonstances — que cette année personne ne parle des accidents, des embouteillages, bref de ce qui chaque année « environne » le Salon. De peur de faire de la peine aux constructeurs, peut-être ? Par contre, on parle du prix du pétrole. Alors que les experts s'accordent à reconnaître que la baisse des achats de ce dernier trimestre est due essentiellement aux ponctions fiscales et à la limitation du crédit, il ne fait aucun doute que Jean-Pierre Fourcade, ministre des Finances, s'abstiendra d'en parler. Dommage...

LE FLICORAMA DE LA Ve

Les nouveaux romans policiers en disent aussi long sur la France de 1974 qu'une étude politique.

« Polar » et « Série noire », on sait : c'est l'enfer — ou l'envers — de la littérature, ça ne fait pas sérieux, on fait ça pour gagner sa vie et non pour refaire une société qui, dès le premier chapitre, est décrétée pourrie. Sinon, pourquoi les auteurs signeraient-ils généralement d'un pseudonyme ?

Jusqu'à présent, en dehors des « noirs » américains du style James Hadley Chase ou Carter Brown, brossant une Amérique du Nord telle qu'en elle-même sa violence ne la changerait pas, ou de superbes brûlots parlant du ghetto noir de Harlem, comme les bouquins de Chester Himes — des classiques, déjà — la France ne se distinguait pas, sinon dans l'ignoble ou l'insignifiant. Le néant, c'est la série des Coplan ou O.s.s. 117, séducteurs en duralumin. L'odieux, c'est la fameuse série des S.a.s., de Gérard de Villiers, avec héros raciste, pro-américain, anticommuniste et anti-arabe à l'image de son auteur. Autrement dit : rien.

Depuis quelque temps, apparaissent des signatures inédites chez Gallimard (collections « Série noire » ou « Super-noire »), de gens qui disent autrement des choses nouvelles. Ainsi A.D.G. (« Cradoque's band » et « Notre frère qui êtes odieux... »), « Motocasse » de J.-G. Imbar, « Adieu poulet ! », de Raf Vallet, « Billy-ze-kick » de Jean Vautrin et « Méchoui-massacre » de J.-P. Bastid. Livres qui ont en commun, par-delà l'anecdote, de refléter notre société policière, le Pouvoir, le racisme, la Justice, etc.

La raison d'être d'un roman « policier » est de mettre en scène l'appareil policier, ses méthodes, face à celui (ou ceux) qui provoquent le désordre dans la société de référence ; ici, la France de la Ve République. Il y a toutes sortes de flics.

Urbatechnic recherche représentants

pour fournitures aux collectivités dans 4 régions :

1ère région : Picardie, Haute-Normandie, Basse-Normandie.
2ème région : Bretagne, Pays de Loire, Poitou, Charentes.
3ème région : Centre, Auvergne, Limousin, Bourgogne.
4ème région : Champagne, Ardennes, Lorrain, Alsace.

Conditions : Posséder une voiture, être domicilié dans la région, connaître le marché des collectivités locales, avoir pratiqué ce métier ou avoir un tempérament de vendeur.

Envoyer C.V. à URBATECHNIC - 11, Rue de Clichy - 75009 - PARIS.

Ceux qu'admire A.D.G. (qui écrit dans « Minute », à l'occasion, et use de son brio pour s'attaquer au rassemblement du Larzac) : les « vrais tireurs » à « l'instinctive », les « poulets virtuoses comme Sasia » célèbre garde du corps gaulliste qui adorait se faire photographier les bras tendus armés de deux flingots. Le personnage du « bon commissaire », cherchant à parer la casse que pourrait causer dans un bidonville son salaud d'adjoint, l'O.p.p. Croquignol (A.D.G.), rétablit l'équilibre. Il faut compter avec les nouveaux flics décrits par Imbar : « Ils ont les tifs longs, des cols roulés, il se mélangent facilement aux bandes de jeunes qui, ne se doutant pas qu'ils sont fliqués à mort, font des confidences à celui qu'ils croient être un copain »... La police se recycle efficacement, qu'on l'appelle les « mannequins », les « schmitts » ou les « coyottes ».

Sans s'aligner ouvertement sur le syndicat de Gérard Monate, il arrive qu'un commandant de gardes mobiles dissimule son embarras devant le député qui veut organiser une ratonnade pour raisons électorales, en ne prenant pas parti : l'ordre, c'est l'ordre, mais pas plus (J.-P. Bastid). Il arrive aussi que, comme le commissaire lyonnais Javilliey, qui est le modèle d'« Adieu poulet », de Raf Vallet — c'est-à-dire Jean Laborde, de « l'Aurore » — on est vite mis au parfum, tout pur qu'on était : « Quand il avait pris les « mœurs », un député était venu le voir, lui donnant l'ordre de foutre la paix à la bordelière des notables. » A partir de là, Vallet lui donne l'absolution...

Se méfier aussi, rigole Vallet-Laborde qui en sait pas mal, des flics « qui font de la politique » et qui, officiellement, s'occupent de ficher l'opposition de gauche mais qui, « en douce préparent leurs dossiers sur les gens de la majorité. » Ce qui n'étonnera que le lecteur naïf.

Députés et putains

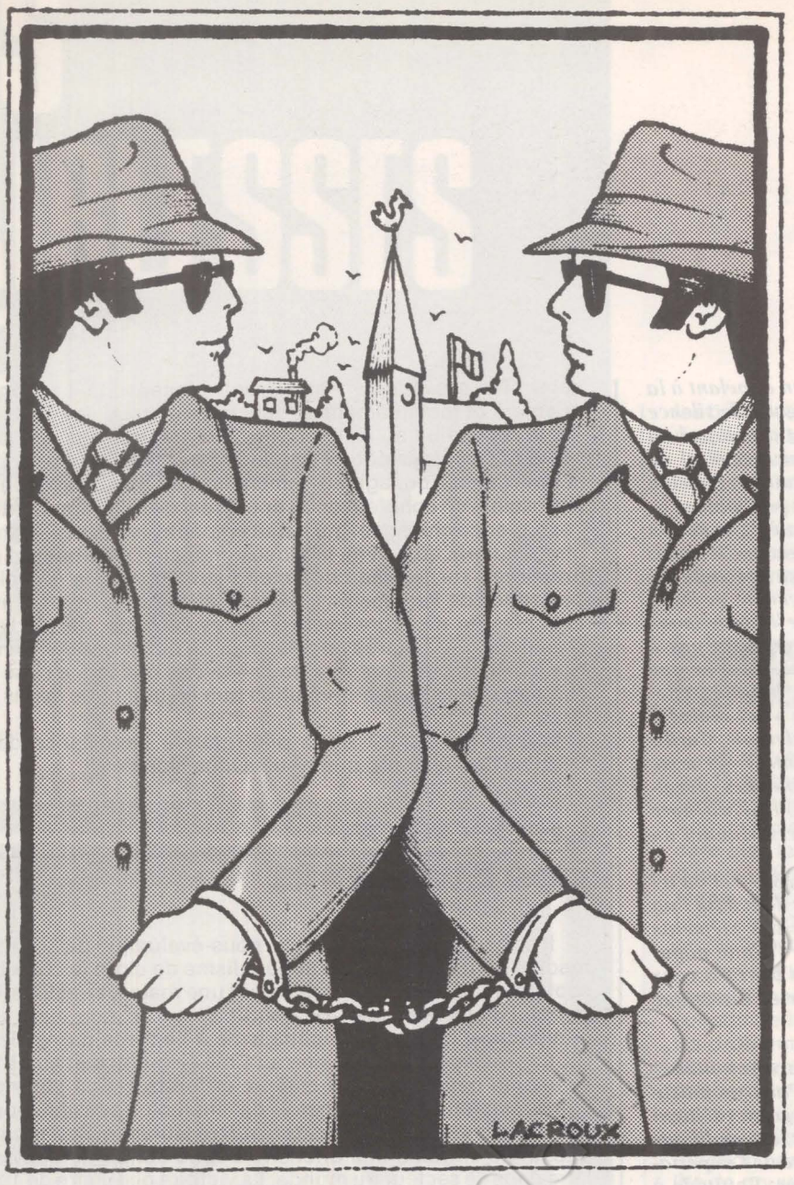
Ce n'est pas un hasard si, dans les romans sus-cités, le Pouvoir politique est symbolisé par Le Député. Il est partout, comme référence, alibi ou explication. Les abus de la Ve sont passés par là, et chaque fois qu'on voit imprimé le mot « député », on peut être sûr que « scandale » le suit à cinq pas !

A.D.G. met les Français moyens et rieurs de son côté, en faisant de son député Garnier une huile fréquentant un cabaret mal tenu, et qui a de plus des faiblesses pour le barman. Il trafique la fausse monnaie, arsouille les arsouilles, et se trouve être « de la majorité ». Il pourrait être de l'opposition, ce serait du pareil au même pour l'auteur : on reconnaît là une certaine droite pour qui, de toute façon, la politique, c'est combinards et compagnie...

La société, c'est aussi le bidonville infâme décrit par A.D.G. dans « Cradoque's band ». Comment naît la prostitution ? « Des moralistes geindront sur la recrudescence de la prostitution ; se sont-ils jamais promenés, ces messieurs, le long des palissades, le long des villages-fondrières, des dix gosses couchés dans le même lit, sur la même bâche d'échafaudage ? » Ces messieurs sont les conseillers généraux, les ministres qui viennent se crotter, de temps à autre, histoire d'inaugurer pour l.n.f. 2 une tranchée avec quatre mètres de tuyaux. On ricane en se rappelant Michel Debré et son vaste programme gaulliste d'éradication des bidonvilles...

Le député, c'est aussi, bien entendu, un « magouilleur ». Celui de J.-P. Bastid appartient à la majorité et maquillera un scandale en faisant tirer sur des « bougnoules » et en excitant un petit village auvergnat. Nous pourrions en mettre des noms aussi sur ce conseiller général d'une grande ville, qui gère les fonds d'un ponte du gangstérisme par l'intermédiaire de l'Office de H.l.m. qu'il préside, et envoie ses super-bénéfices en Espagne, ou en Suisse. On a l'impression de mieux relire les journaux qui nous racontent ces choses depuis des années...

Les « polars » sont aussi le reflet du racisme ambiant. Qu'ils le dénoncent ou l'intègrent hypocritement. On ne sait jamais si c'est A.D.G. qui parle, ou son héros — qui lui est sympathique. Dans les conversations, le mépris de la femme revient sans cesse : sa mère (au tueur) était « une fière radasse »... Le même doux flingueur se promène rue Quincampoix — à deux pas de la librairie « La Vouivre », dont « l'Unité » vous a dit naguère les activités extrêmement de droite. Là « se baladaient des pouffiasses pas très regardables, en général espagnoles ou créoles avancées. La rue-lupanar, avec ses gentils bistrots bruyants peuplés de crouil-



les inquisiteurs. » Tout y est, plus, dans l'autre roman d'A.D.G., le pauvre « Rabi, qui était Nord-Africain et moche » et ramasse les balles perdues, c'est normal. Jusqu'à « Just a gigolo, qui est une chanson admirable si vous voulez mon avis, quoique chantée par un nègre. Evidemment, c'est le « héros » qui parle. »

Une forme de racisme moins perçue d'ordinaire est fustigée par Bastid, lorsqu'il décrit avec amour la vieille salle de classe d'un petit village auvergnat. Au dessus de la carte où l'on apprenait autrefois les préfectures, se trouve encore l'écriteau : « Il est défendu de cracher et de parler patois ». Son livre, « Méchoui-massacre », ne fait pas beaucoup parler de lui, malgré l'approvisionnement intensif des librairies par Gallimard : serait-ce parce qu'un « polar » mettant en scène des «bougnoules» sympathiques partis de chez Michelin et traînant avec eux le feu de la libération de la race et celle de la femme, ce soit trop pour la critique ?

Comme dans "Minute"

Finalement, tout roman policier pose une seule question au lecteur : que le héros pour qui on prend parti soit flic ou truand, que le flingué soit un franc salaud ou la colombe innocente, où est la justice ? Etatique, immanente, ou utopique ?

Il n'y a pas longtemps, une feuille de lycéens était interdite parce qu'elle reproduisait une recette de cocktail Molotov. Si cela vous intéresse, vous apprendrez l'art et la manière de voler une bagnole sans clé de contact dans « Notre frère qui êtes odieux », d'A.D.G. Est-ce sa philosophie qu'il met dans la bouche d'un jeune de seize ans : « Seule la violence compte à la fin des fins, peu importe de quel bord elle stationne » ?

C'est sans doute pourquoi le même A.D.G. moque les « gauchistes » — ah ! saint amalgame ! — qui vont s'intéresser, maladroitement toujours, aux bidonvilles : « Ils se salissaient exprès... ayant abandonné leurs voitures de sport pour le bus. » On croirait lire « Minute » ou « le Parisien libéré » !

On préfère ce cri du cœur échappé à un « motard » au milieu de la réunion du samedi soir à la Bastille, qui apostrophe un minet arborant son casque venu des Etats-Unis, son blouson de Londres : « Alors, petit con, retourne frimer dans ton quartier, parce qu'ici nos vieux, ils ne sortent jamais de leur trou, et que pour se payer de la personnalité il ne nous reste que les Puces. »

La Justice ordinaire, celle des promoteurs, on la retrouve dans le flambant « Billy-ze-kick » (Jean Vautrin) où la petite Zulie-Berthe a comme ami un vieux bonhomme qui ne veut pas se laisser expulser par les bulldozers et préférera faire tout sauter. Son papa est un petit flic vachard, qui veut à tout prix une « une » dans « France-Soir » pour son avancement. En face, dans le bidonville crado, se terre « Petite Eliane » (dans le livre d'A.D.G.), sœur infortunée de Zulie-Berthe, qui manquera se faire violer par un gardien de prison.

Raf Vallet (« Adieu poulet ») a donc calqué son héros, le commissaire Germain Verjeat, sur le commissaire Javilliey, de Lyon. Sa théorie est la suivante : pourquoi s'étonner que les flics puissent passer des vacances dans une villa payée par une tenancière de bordel, se balader avec des « pompes en croco » offertes par elle, alors que la hiérarchie politique est pourrie et couvre tout ? C'est un peu facile, et ressemble à un règlement de comptes du chroniqueur judiciaire Jean Laborde de « l'Aurore » — qui polémiqua avec le juge Pascal, de Bruay-en-Artois — avec les « nouveaux juges », ceux qui, justement, commencent à oser s'attaquer à la corruption.

Voici comment Vallet présente le pendant romanesque du « petit juge » lyonnais qui inculpa Javilliey : « Un substitut malveillant qui gardait une dent contre la police depuis 1968, ayant été arrêté dans une manif. Que des connards de mai 1968 soient maintenant devenus magistrats, admis à la rigueur. Mais qu'ils en profitent pour vider une vieille querelle et déquillent des policiers — et avec la bénédiction générale, braves petits juges courageux, propres et tout — c'était un joli retournement. » Retournement de quoi ? Selon le commissaire, son idée de la Justice n'est pas celle du juge. Mais la fripouillerie du personnel politique en place excuse-t-elle les abandons de la police ? Raf Vallet vise ici le Syndicat de la magistrature...

La Justice, on ne la voit nulle part dans le roman de J.P. Bastid (« Méchoui-Massacre »). Elle est contre le vieux patriarche auvergnat Mistigri, qui évoque son pays « que l'on a privé de ses ressources, épuisé, saigné à blanc... » Elle est contre ses petits-enfants : il n'en restait plus que trois à l'école du village. On l'a fermée, ils doivent faire 7 km à pied chaque jour. Lui-même exploite « ses » femmes : sa légitime, ses filles... Qui le chasseront, un beau jour, aidées par les « bougnoules » qu'il a engagés comme saisonniers. Et la société réagira. Le village, bien sûr, où le racisme couve. Et le député, qui poussera à la roue.

Rome n'est plus dans Rome... Chicago non plus. Les auteurs français de « polars » — de droite, comme par hasard — ont choisi d'écrire la politique de leur pays. Et ses magouilles policières. Ils ne font pas — encore — de Littérature, et préfèrent l'efficacité des quais de gare... Les vérités de la police sont les vérités d'aujourd'hui.

DOMINIQUE METZ

Depuis le 11 septembre 1973, Carlos Altamirano, tout en appelant à la solidarité internationale et à l'unité de la résistance, avait gardé le silence sur le fond des problèmes posés par le processus qui s'est développé au Chili pendant les trois ans d'Unité populaire. Le secrétaire général du Parti socialiste du Chili estimait que la tâche prioritaire n'était pas — selon sa propre expression — de « porter de l'eau au moulin des polémiques ». On sait, cependant, quelle était l'importance et la place stratégique de son Parti, acteur central des débats qui se sont poursuivis pendant les trois ans du gouvernement de Salvador Allende et pièce maîtresse de l'unité des forces populaires. Alors que les analyses se multipliaient, venant de différents côtés de l'éventail politique, il n'était pas possible que les principaux protagonistes du drame chilien restent silencieux, et ne donnent pas à l'opinion progressiste internationale leur version des faits. C'est ce que tente Carlos Altamirano dans un important document, intitulé « Réflexions critiques sur le processus révolutionnaire chilien », et rédigé à l'occasion de l'anniversaire du coup d'Etat. En Europe occidentale, Carlos Altamirano a tenu à réserver la primeur de ce texte à l'Unité ». Le texte intégral, trop long pour être publié entièrement dans nos colonnes, paraîtra dans le numéro 20 de la revue « Frontière » et son édition en brochure bilingue sera assurée par le secrétariat international (Tiers-Monde) du Parti socialiste.

On pourra discuter — et on n'y manquera sans doute pas — tel ou tel aspect des réflexions de Carlos Altamirano sur le processus dont il fut l'un des principaux acteurs. Mais il est clair que c'est là un des éléments fondamentaux du débat engagé autour de l'expérience de l'Unité populaire, et qu'il sera lu avec beaucoup d'attention et d'intérêt par tous ceux qui souhaitent tirer du processus chilien des leçons de portée historique générale, et d'incidence politique immédiate.

Carlos Altamirano explique d'abord les raisons du silence volontairement observé, par souci unitaire, depuis un an, par le Parti socialiste chilien quant à l'analyse du processus. Il définit ensuite le gouvernement de l'Unité populaire, « expérience révolutionnaire », décrit les conditions de l'accession d'Allende au pouvoir et la réaction immédiate de l'impérialisme. Il analyse ensuite le problème des couches moyennes, l'attitude à l'égard des forces armées, et conclut sur les perspectives qui, du point de vue du Parti socialiste, s'ouvrent aujourd'hui à la résistance chilienne dans sa lutte contre la junte fasciste.

Nous publions ici les passages concernant les « faiblesses du processus », et ce qu'il appelle « la stratégie de pouvoir ».

Dans certaines tentatives d'analyse du processus chilien, apparaît une tendance à monter en épingle les erreurs commises, dans des termes qui semblent leur attribuer le succès transitoire de la contre révolution.

A cet égard, il convient de préciser quelques idées, bien qu'elles puissent paraître oiseuses. D'abord, le gouvernement de l'Unité populaire n'a pas le monopole des erreurs. Elles sont inhérentes à la dynamique que déclenche un processus révolutionnaire, d'autant plus quand celui-ci est inséré dans un schéma inédit et qu'il s'est proposé une tâche aussi complexe que celle qui consiste à institutionnaliser une voie politique vers le socialisme. Une bonne partie des erreurs que l'on souligne avec un intérêt démesuré se sont répétées dans d'autres expériences révolutionnaires qui, malgré cela, se sont consolidées avec succès.

L'énumération sommaire et lassante de ces erreurs n'a aucun effet pédagogique, ni pour le mouvement révolutionnaire mondial ni pour la détermination des orientations tactiques et stratégiques de la lutte future contre le fascisme.

Ce qui paraît vraiment utile et important, c'est d'isoler les erreurs qui ont eu une incidence substantielle sur l'affaiblissement du processus, dans la mesure où elles peuvent alimenter notre propre expérience et celle des autres.

Je pense que les erreurs attribuées jusqu'à maintenant à l'Unité populaire dans son ensemble ne se projettent pas de façon décisive sur la chute du gouvernement. Le triomphe de la contre-révolution est déterminé essentiellement par notre incapacité à répondre stratégiquement et tactiquement à la décision résolue des Etats-Unis d'écraser la révolution au Chili et par l'extraordinaire potentiel de moyens qu'ils ont déployé pour y parvenir, soit directement, soit en utilisant la bourgeoisie qui agit également en tant que classe. De plus, il a été impossible de concrétiser un appui réel de la communauté socialiste à l'expérience chilienne, qui aurait empêché les effets destructeurs de la chute du prix du cuivre, le blocus financier, et la hausse des matières premières sur les marchés mondiaux. Face à la complexité et à la puissance de l'agression que nous affrontions, nous n'avons pas été capables de résoudre les problèmes centraux qui dérivaient de ces situations. En d'autres termes, pour ce qui dépendait de nous, ce que nous devions faire, et que nous n'avons pas fait, a pesé plus dans le triomphe de la contre-révolution que ce que nous avons indubitablement fait.

J'estime qu'il est de la plus grande importance de bien peser certains des facteurs que nous avons signalés.

La décision des Etats-Unis

Il est évident qu'il existe une sous-évaluation de la décision froide, résolue et irrévocable de l'impérialisme de clore le chapitre ouvert en septembre 1970. Il y a eu également une mauvaise estimation de l'effet paradoxalement négatif qu'entraînait sur le continent américain la conjoncture hostile à l'impérialisme à l'échelle mondiale.

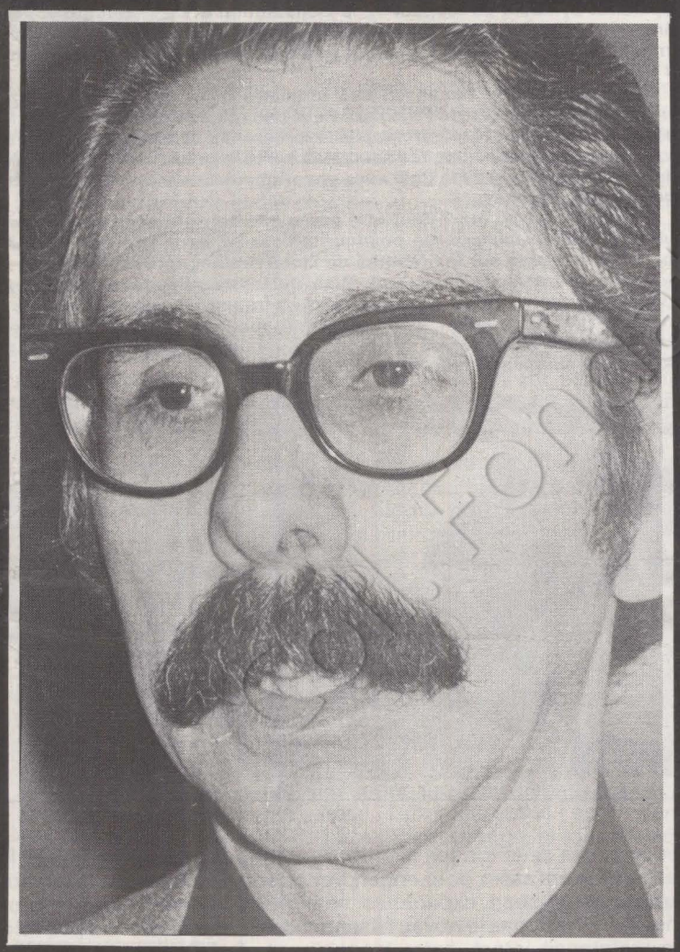
Le passage au socialisme au Chili — qui posait aux Etats-Unis un problème beaucoup plus sérieux et fondamental que nous ne pouvions initialement l'imaginer — devenait plus sensible pour l'impérialisme depuis ses défaites sous d'autres latitudes. Son repli sur l'Amérique latine entraîne une offensive à fond contre le mouvement populaire dans ce secteur du monde. La victoire populaire de 1970, obtenue par une voie qui suppose une innovation imprévue dans les tactiques révolutionnaires, surprend et met en échec les barrières défensives militaires du système interaméricain, qui n'était conçu jusque là que pour affronter le marxisme sur le terrain de la guerilla armée. Les dispositifs de défense du système sont neutralisés non seulement par la nouveauté de la situation, mais aussi par une légitimation politique et morale du triomphe d'un front social, dont le centre de gravité est formé par deux puissants partis marxistes, qui rompent l'« orthodoxie » en annonçant le développement d'une expérience révolutionnaire dans le pluralisme, la liberté et la démocratie.

Le gouvernement populaire établissait ainsi un dangereux précédent, susceptible de se reproduire au cœur même du noyau stratégique que représente l'Europe occidentale, ouvrant à la gauche française et italienne la perspective de semblables triomphes. Nous avons déjà signalé avec quelle précision Kissinger caractérisait cette situation : « L'évolution du Chili est très grave pour les intérêts nationaux des Etats-Unis ». En effet, le Chili devient un centre d'attraction politique mondial, son expérience s'incorpore à la thématique de combat des mouvements de gauche de toutes les latitudes, et il devient évident que le succès éventuel du processus pourrait conduire à affecter les intérêts américains en Europe et en Amérique latine.

Malgré le flottement initial, la position américaine est, quant à son axe, irrévocable : les Etats-Unis ne permettront pas deux Cuba dans leur sphère d'influence, ou, pour employer l'expression de Nixon lui-même : « Ils ne tolèreront aucune forme transitoire de changement vers une société socialiste. » Pour être clair, l'évolution du Chili à partir de 1970 fut estimée intrinséquement incompatible avec les intérêts des Etats-Unis dans leur système d'influence. Et il ne s'agissait pas seulement d'altérations éventuelles dans leur système de sécurité.

Au plan des intérêts économiques, l'acte d'expropriation des mines de cuivre, sans paiement d'aucune indemnité, introduisait un dangereux précédent. Ce qu'on a appelé la « doctrine Allende », sur

LES FAIBLESSES DE L'EXPERIENCE CHILIENNE



PAR CARLOS ALTAMIRANO

les bénéfices excessifs des entreprises étrangères, menaçait la totalité des investissements américains dans le monde.

A la lumière de l'extraordinaire dimension que prenait le projet, nous devions prévoir le caractère inévitable de l'affrontement, la volonté affirmée de l'ennemi de le provoquer, et la malhonnêteté illimitée des moyens qu'il emploierait. Cela nous imposait des choix politiques, sociaux, idéologiques et militaires conséquents, pour surmonter l'affrontement avec succès.

L'affrontement inévitable

Une fois adoptée la décision de nous écraser, on mit en œuvre un modèle contre-révolutionnaire efficace, qui combinait toutes les formes concevables d'agression interne et externe. Rien ne fut négligé. Apparemment, même pas l'intervention militaire directe, si l'on considère que, le jour du coup d'Etat, la flotte nord-américaine était en état d'alerte face aux ports chiliens. La bourgeoisie autochtone servit de réseau efficace pour l'organisation du terrorisme, le soulèvement, la lutte idéologique et l'important noyau de pouvoir que la contre-révolution détenait encore après le triomphe populaire.

Devant l'ampleur, la décision et la puissance de l'offensive contre-révolutionnaire, les faiblesses du processus, certaines déviations substantielles et l'incapacité de la direction révolutionnaire à affronter les problèmes de base que posait l'entreprise, prenaient une dimension extraordinaire. Le gouvernement populaire et les travailleurs, prisonniers de l'institutionnalité même qu'ils aspiraient à changer, voyaient comment, en plein jour et sous leur nez, se montait un dispositif classique de provocation à un coup d'Etat. Cependant que la réaction portait ouvertement la lutte de classes sur le terrain de l'illégalité, le gouvernement n'abandonnait pas la légalité « devant le risque de provoquer l'affrontement ». L'appareil administratif de l'Etat bourgeois, et la presque totalité de l'appareil répressif, y compris tout le système judiciaire, restaient intacts. A partir de là, on stérilisait l'activité novatrice du gouvernement et on assurait l'impunité à la rupture de la légalité provoquée par l'adversaire.

Cette situation, qui réservait à la contre-révolution la faculté d'administrer, d'interpréter et de rompre la légalité à son gré, ne pouvait être dévoilée que si nous comprenions qu'elle signifiait la fin, à l'initiative de la réaction, de la forme de lutte que nous imposait le développement pacifique de la révolution. Ce qui entraînait la nécessité de préparer les masses à affronter et à surmonter l'agression. Cette situation était déterminée non par notre volonté, mais par le changement de tactique que la bourgeoisie avait décidé et qui exprimait, en dernière instance, sa résolution de détruire la forme libérale de l'Etat bourgeois pour sauver son contenu capitaliste. C'est la bourgeoisie qui sortait la lutte de classes du terrain des institutions. Dans ces conditions, prétendre se borner mécaniquement à cette institutionnalité signifiait renoncer à l'offensive et amplifiait les risques de défaite.

La possibilité pour le gouvernement d'utiliser la légalité pour affronter l'offensive déchaînée contre lui (1) étant progressivement fermée, et l'imminence d'un affrontement armé se précisant, il ne restait à la direction révolutionnaire qu'à adopter et promouvoir les mesures qui permettraient de modifier les formes de lutte au moment et dans les circonstances qui seraient nécessaires.

La défaite du mouvement populaire au Chili comporte des leçons pratiques qui doivent être assimilées par les révolutionnaires des autres latitudes. La voie pacifique jusqu'au triomphe de la révolution suppose une extrême flexibilité pour opérer le changement opportun des formes de lutte. Le développement pacifique vers le socialisme ne dépend pas seulement d'une solide base sociale d'appui, même majoritaire. Celle-ci sera écrasée par la contre-révolution si sa direction

→



Qui a tué Carlos Prats ?

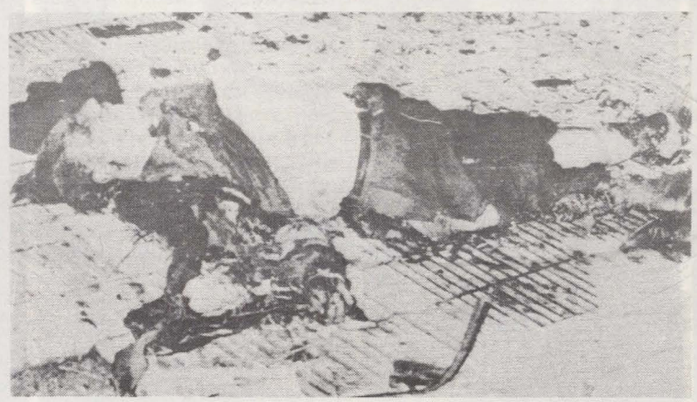
Avec Carlos Prats, le Chili de l'Unité populaire est mort une deuxième fois. Fidèle soutien du président Allende, Prats avait été nommé chef d'état-major général par le président Freï. Pour remplacer René Schneider. Assassiné lui aussi.

Militaire légaliste, il a joué un rôle clé pendant les trois ans de l'Unité populaire. Symbole du respect de la Constitution et de la volonté populaire, il entraina les militaires à participer au gouvernement de gauche. Arme au poing, il a personnellement arrêté la tentative de coup d'Etat du 29 juin.

Son loyalisme en faisait un des premiers obstacles que devaient renverser les fascistes de Pinochet. Pour pouvoir commander le putsch depuis le sommet de la hiérarchie, ils le forcèrent à démissionner par les moyens les plus vils. Quelques semaines après le président Allende était assassiné. Prats quittait le Chili sans apparemment rien tenter contre ses anciens subordonnés.

Pourquoi l'a-t-on tué ? Peut-être parce que derrière une façade tranquille, il menait une activité politique efficace ? Peut-être en savait-il trop ? Par exemple sur les réalités de l'intervention nord-américaine.

Qui l'a assassiné ? Dès mardi, Mme Hortensia Allende, de Rome, a désigné la junte, qui pour la première fois a frappé à l'extérieur — d'autant que Prats, juste avant, avait fait savoir que Pinochet avait ordonné son élimination. Altamirano a renforcé l'accusation et conclu : « Prats est une victime supplémentaire de la doctrine Ford ».



→

n'est pas en position de force et en mesure d'imposer les methodes de lutte que necessite chaque conjoncture.

Les travailleurs du Chili avec une profonde intuition de classe depassant leurs avant-gardes entendirent une consigne qu'ils entreprirent rapidement de concretiser : créer, créer le Pouvoir populaire ! Reponse spontanee des masses dans un mot d'ordre tendant à combler l'absence d'une reponse revolutionnaire au problème du pouvoir : elle exigeait de l'avant-garde un effort conséquent visant à canaliser l'energie de haînee au sein des masses en fonction des nouvelles positions tactiques qu'imposait l'offensive contre-revolutionnaire.

Naturellement, cela comportait le risque de rompre l'institutionnalité qui, à cette etape du processus n'etait plus respectée que par le gouvernement populaire. Les masses voyaient que si se produisait une contradiction entre la revolution et la Constitution elle serait resolue en faveur de la première. La bourgeoisie avait appris très tôt qu'issue finale de la lutte etait un problème de force qui se definissait fondamentalement en dehors de liaison avec les forces militaires et non dans les bureaux du contrôleur general de la République. Dans cet ordre d'idees, nous voyons avec quelle clarte apparaît une des faiblesses fondamentales du processus : l'absence d'une direction homogene capable d'utiliser pleinement et efficacement et très rapidement le secteur du pouvoir qui entre dans le gouvernement afin d'impulser l'extraordinaire potentiel revolutionnaire developpé au sein des masses, d'etablir une mediation entre la volonté politique de celles-ci et les objectifs tactiques et strategiques du mouvement populaire et d'articuler harmonieusement l'action du gouvernement et la force du mouvement des masses. (...)

Absence d'une stratégie de pouvoir

Le chapitre historique qui commence avec l'assomption du mouvement populaire au gouvernement se caractérise en dernière instance par la volonté de construire le socialisme dans notre pays.

Dans la perspective de construire le pouvoir des travailleurs l'Unité populaire a précisé la nature du processus qu'elle entamait a caractérisé nettement les ennemis principaux dont elle voulait détruire les centres de domination (impérialisme, monopoles et grands propriétaires) et son intention d'donner terme à une société de transition. Le programme de l'Unité populaire assumant pleinement les lois générales de la transition au socialisme expliqua avec une parfaite clarté l'exigence de la conquête de la totalité du pouvoir comme condition « sine qua non » du succès du projet. Il déclarait textuellement : « Les transformations revolutionnaires dont le pays a besoin ne pourront se réaliser que si le peuple chilien prend en mains le pouvoir et l'exerce réellement et effectivement » ajoutant immédiatement comme tâche fondamentale du gouvernement celle de « transformer les institutions actuelles pour instaurer un nouvel Etat, où les travailleurs et le peuple auront le véritable exercice du pouvoir. »

L'originalité du projet politique chilien se définit par la transformation du caractère de classe de l'Etat bourgeois sans sa destruction préalable. Tout processus revolutionnaire détruit d'abord l'appareil répressif pour n'entreprendre qu'ensuite les transformations socio-économiques. Dans notre expérience, et c'est ce qui la rendait si vulnérable, il s'agissait de faire le chemin inverse, s'achevant, en tout cas, par la transformation de l'Etat.

En théorie, on pouvait soutenir qu'en conquérant le plus important centre de pouvoir politique, on pourrait gagner à partir de là la totalité du pouvoir et modifier progressivement le caractère de l'Etat. La « voie chilienne vers le socialisme » se construisait théoriquement sur le postulat selon lequel le gouvernement de la nation (pouvoir exécutif) était le noyau dominant de l'Etat, à partir duquel il était possible de gagner l'ensemble. Elle supposait également que l'institutionnalité chilienne, qui s'était montrée suffisamment élastique pour se moderniser au cours de la longue évolution politique et sociale du Chili, le serait également assez pour engendrer en son sein la nouvelle institutionnalité socialiste. L'expérience, néanmoins, démontra que le gouvernement n'était pas le noyau essentiel de concentration du pouvoir, si se maintenait intact, entre les mains de la réaction, le reste de l'appareil d'Etat et surtout l'ensemble de l'appareil répressif. A partir de cette réalité, la perspective hypothétique d'utiliser la légalité en vigueur contre l'ennemi devenait incertaine, et la position initialement dominante du gouvernement pouvait se retourner. Concrètement, ne pas gagner le pouvoir c'était le perdre.

Le régime présidentiel chilien, techniquement caractérisé par la prééminence du pouvoir exécutif, devint parlementaire, par la manipulation efficace des autres centres de pouvoir, employés à une obstruc-

tion persistante à l'action de transformation entreprise par le gouvernement. Nous avons déjà signalé comment la légalité, conçue comme un instrument utilisable contre la bourgeoisie — et, de fait, elle fut mise à profit au début — se retourna jusqu'à se transformer en « camisole de force » du gouvernement. Celui-ci ne pouvait faire un pas en dehors d'elle, alors même que l'opposition contre-révolutionnaire, portait tout le poids de l'offensive en marge de la légalité.

Ainsi, la voie pacifique vers le socialisme s'affaiblissait dans la mesure où se diluaient ses fondements. Le problème essentiel du processus, c'est-à-dire le problème du pouvoir, ne fut pas résolu. Il n'y avait pas de stratégie pour la conquête du pouvoir qui puisse être utilisée par les travailleurs, leur direction et le gouvernement pour remplacer la voie prévue, en fonction de la nécessité suprême de défendre et de sauver la révolution.

Une "politique militaire"

L'expérience chilienne, dans ces conditions, finit par démontrer qu'il est possible de conquérir une portion du pouvoir de l'institutionnalité bourgeoise, et qu'on peut, à partir de là, affronter les grandes transformations projetées. En même temps, elle démontre la possibilité concrète que la révolution gagne à sa cause une partie considérable de la paysannerie et des couches moyennes. La seule chose qu'elle n'est pas parvenue à démontrer, en définitive, c'est qu'il soit possible d'éviter le heurt frontal et armé avec l'ennemi.

Dans un autre ordre d'idées, elle a mis en évidence une conclusion qui ne doit pas être ignorée par les directions révolutionnaires des autres latitudes : des transformations profondes, quand elles blessent au cœur les intérêts impérialistes et bourgeois, engendrent toujours une dynamique convulsive dans l'ensemble de la société et particulièrement au sein des masses, qui, fatalement, obligera à approfondir le processus au-delà des limites qui lui avaient été attribuées au départ.

Une stratégie de pouvoir doit prévoir l'enlisement du processus dans les filets de l'institutionnalité même, sous la protection de laquelle il est né. Lorsque celle-ci se bloque pour empêcher la mutation révolutionnaire de l'appareil d'Etat bourgeois, la stratégie doit se centrer, d'un côté, sur la tâche qui consiste à faire naître une structure de pouvoir populaire, capable d'articuler un cordon social de défense du processus ; et, de l'autre, sur la nécessité de casser et, ou de neutraliser l'appareil répressif potentiellement adverse. Cette dernière tâche impliquait, je le dis clairement et ouvertement, le développement d'une « politique militaire », qui parallèlement à l'effort spécifique en direction des forces armées aurait implanté au sein des masses un « pouvoir de dissuasion ». Ce facteur est le seul capable d'éviter l'affrontement. La transition pacifique au socialisme n'est défendable en définitive qu'à partir de positions de force. Plus encore, je me risque à affirmer que si le processus révolutionnaire avait disposé d'un appareil armé, il n'aurait jamais été vaincu. Tant était grand l'esprit combatif des masses, leur décision de lutter, leur courage, et leur conscience révolutionnaire.

CARLOS ALTAMIRANO

(1) La droite chilienne, à travers ses groupes armés, utilisa le terrorisme pendant les trois ans d'Unité populaire : Assassinats politiques (René Schneider, général en chef de l'Armée, commandant Araya, aide de camp du président, etc.), sabotages dans les mines et les services essentiels. Dans les derniers mois précédant le coup d'Etat, il y eut un acte terroriste toutes les 60 minutes. Le pouvoir judiciaire mettait leurs auteurs en liberté lorsqu'ils avaient pu être arrêtés.

"LES Assises du socialisme CHEMINS DE L'UNITE"

A quelques jours des Assises du socialisme qui se tiendront samedi et dimanche prochains au P.I.m., boulevard Saint-Jacques *(voir « l'Unité » de la semaine dernière)*, vient de paraître aux Editions Tema-Action un petit ouvrage de 130 pages qui tombe tout à fait à son heure. Sous le titre « Les chemins de l'unité », il retrace à grands traits, mais en en dégageant clairement les grands moments, l'histoire du déclin et du renouveau du socialisme français depuis la Libération. Ses auteurs, Pascal Ory, Gérard Delfau et Michel Berson (qui ont travaillé avec la collaboration de Fanny Barrillon), sont les animateurs du mouvement Démocratie et Université, naguère très lié à la Convention des institutions républicaines et aujourd'hui associé au Parti socialiste.

De ce guide fort utile, particulièrement pour tous ceux qui viennent d'adhérer ou qui s'apprêtent à le faire, nous extrayons, en « bonnes feuilles », quelques passages de la conclusion.

« Finies les ambiguïtés du « centrisme », qu'on veut croire définitivement répudié, finie la tentation de la Troisième force. La France a connu durant ces dernières années une évolution inverse de celle des grands pays sociaux-démocrates européens : au Congrès de Bad Godesberg, où le S.p.d. allemand rompit avec la notion de « lutte des classes », répond la signature du programme commun, délibérément voulue par les socialistes d'Epinay. Le socialisme français, héritier des grands révolutionnaires, montre la voie, sans pour autant cesser d'accroître son influence dans le pays et sa capacité à gouverner. L'élection présidentielle éclaire enfin l'itinéraire de François Mitterrand : au « challenger » de De Gaulle, menant presque seul un combat avant tout républicain et constitutionnel, a succédé le candidat, désigné par le Parti socialiste et soutenu par la quasi-totalité des forces syndicales et politiques, expliquant aux travailleurs que l'enjeu des élections c'est la lutte des classes. Neuf ans de patience obstinée dans la recherche de l'unité et neuf ans d'approfondissement doctrinal forgent un destin politique qui n'est pas sans rappeler à la fois celui de Jean Jaurès et celui de Léon Blum. Ainsi s'est créé le courant populaire qui le porte tout au long de la campagne, dans la ferveur des meetings et qui s'affirme avec plus de netteté encore au lendemain du résultat, comme si la classe ouvrière, mobilisée dans ses profondeurs, préparait déjà avec lui la victoire prochaine. (...)

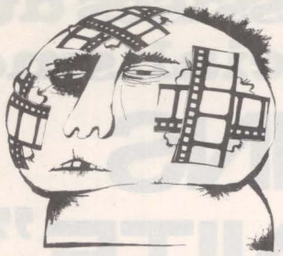
Le refus des discours théoriques sclérosés ou, plus encore, hypocrites, et la revendication obstinée de l'union prioritaire à gauche, bases du contrat majoritaire actuel, ne sont pas toujours allés de pair ; et sans doute est-ce de cette division qu'est née la faiblesse chronique des « nouvelles gauches », écartelées entre une confortable attitude d'opposition et un « retour au bercail » dangereusement aliénant. Aux alentours du congrès de Grenoble, ce faux dialogue avait paru se réinstaurer au sein même du Parti et de sa direction, entre « autogestionnaires » et « unitaires », alors que la ligne de partage, si ligne de partage il devait y avoir, ne pouvait passer par là. Mettant en garde contre le retour du sectarisme et les risques de fractionnement, François Mitterrand avait lancé en direction du Ceres : « Je récuse la division entre ceux qui seraient les maîtres de demain et ceux auxquels on adresse des compliments pour le passé récent », et il poursuivit : « On ne peut avoir à la fois les droits de la minorité... et les droits de la majorité. Ceux qui participent à la direction du Parti doivent en accepter la discipline. » Il fut entendu. Il y avait à cela deux raisons complémentaires.

La première était que, si ce type de débat a paru perdre depuis lors de sa pugnacité, c'est qu'il a pour cadre le Parti socialiste lui-même : en d'autres termes, un mouvement politique revenu à sa vocation de parti de masse et où règne la conviction de l'exercice prochain des responsabilités nationales.

Mais, en regardant de plus loin encore, c'est, selon nous, tout le sens du mouvement économique et culturel de notre temps qui justifie ce refus du dogmatisme et de l'esprit groupusculaire. Ce n'est pas, en effet, prendre ses désirs pour des réalités que de voir dans le dernier tiers de notre XXe siècle l'ère des révolutions culturelles, l'ère de la relativité des dogmes, fussent-ils à la dernière mode. Pourtant, là aussi est un risque : celui de l'éclectisme, de l'opportunisme. C'est pourquoi, si le P.s. a reconnu la fécondité de la contestation « qualitative », il a aussi discerné la fragilité toute particulière des idéologies printanières de mai 68, si facilement récupérables. (...).

Maintenant, « tout est possible »... A une condition, pourtant : que la plus large ouverture soit conciliée avec la plus grande rigueur. Ouverture et rigueur : les choix et les vertus d'Epinay demeurent plus que jamais nécessaires, en cet automne 1974 qui devrait permettre de franchir la dernière étape de l'unité des sociallstes et de hâter le moment de l'inéluctable victoire de la gauche en France. Ouverture et rigueur : le succès ou l'échec des Assises du socialisme en dépendent, tout comme l'aptitude du P.s. à marquer durablement de son empreinte l'avenir de notre pays. »

Au risque de vous plaire



Cinéma

*** André Cayatte : Verdict.**
Le redresseur de torts du cinéma français s'attaque cette fois, avec le punch et le style vigoureux qui est le sien, aux pouvoirs abusifs du Président du jury et à l'article 353 qui autorise les jurés à se prononcer sur leur seule intime conviction. Deux monstres (Gabin, Loren) défendent la thèse avec efficacité.

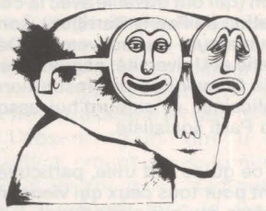
*** René Vautier : La folle de Toujane.**
Un jeune instituteur breton enseigne pendant dix ans en Afrique du Nord. De retour dans ses terres natales, il prend conscience que la Bretagne, tout comme la Tunisie, est colonisée. Pas question de nier le courage et l'honnêteté de Vautier le militant. Mais que sa démonstration est lourde, que son romantisme mélodramatique est naïf, que son pamphlet est d'une simplification abusive !

*** Nicolas Roeg : Ne vous retournez pas.**
Un couple traumatisé par la mort accidentelle de son enfant se rend à Venise, où se déroulent un certain nombre de faits divers sordides et de manifestations magiques inquiétantes. Du « sur mesure » très coquet, pour frissonner.

*** De Mac Laren à Peter Foldés.**
Mac Laren et ses dessins-sons, Peter Foldés et ses dessins-à-l'ordinateur, ont marqué l'histoire du cinéma d'animation. Le Canada a toujours été une pépinière de dessinateurs doués. En voici la confirmation. Un excellent programme.

*** Semaine Résistance chilienne.**
Au cinéma Quatorze Juillet, en plus de projections, d'expositions et de chants, un panorama des films politiques chiliens de 1969 à 1974 : « La terre promise », « Valparaiso mi amor », « Le chacal de Nahuel Toro », « Il ne suffit plus de prier », « Vote + fusil », « La première année », « Dialogue avec l'Amérique », « Quand le peuple s'éveille » et « Contre la raison et par la force ».

*** Alfred Hitchcock : Lifeboat.**
Réédition d'un ancien (30 ans) film du bon Alfred. D'une maîtrise parfaite, une fois admises l'idéologie d'époque et l'invraisemblance forcenée des situations.



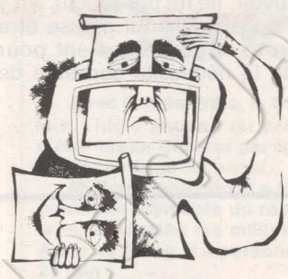
Théâtre

★ Théâtre des Variétés : « A letter for Queen Victoria », opéra écrit et réalisé par Bob Wilson.
Une méditation sur la parole et la communication.

★ Café d'Edgar (58 boulevard Edgar Quinet) : Philippe Pouchain ; Sylvie Joly et Pierre Péchin.
Le premier est un mime, qui passe allègrement du petit Prince au vieillard pitoyable. Les deux autres forment un couple du genre Bedos-Daumier.

★ Théâtre de Plaisance (11, rue du Château) : « Un étrange après-midi » d'Andonis Doriadis. Mise en scène de Guy Lauzin.
L'auteur est grec. Sa pièce fait se rencontrer un homme et une femme sur un belvédère dominant une ville soumise à la dictature.

★ Théâtre de la Tempête (Cartoucherie de Vincennes) : « Le coït interrompu » de Daniel Laloux et Jean-Pierre Sentier.
Un couple d'humains et une chèvre face à « une » majorité silencieuse.



Télévision

VENDREDI 4 OCTOBRE
Une fable grinçante sur le sous-prolétariat : « Les immigrés », par le Théâtre populaire de Lorraine (20 h 35, ch. 3). « Un autre regard sur la folie » : portrait d'un fascinant personnage, le psychanalyste autrichien Bruno Bettelheim (21 h 35, ch. 1).

SAMEDI 5
Top à Ivry Gitlis : le grand violoniste, Barbara, Ferré, Oscar Peterson (20 h 30, ch. 2).
Le fantastique de Gérard de Nerval dans une adaptation par Michel Subiéla, « La main enchantée » (20 h 30, ch. 1).

DIMANCHE 6
Portrait d'un peintre, Fernand Léger — avec Miro, Vasarely et Garaudy (20 h 35, ch. 2).
Le pendant féminin du « Servant » dans l'œuvre de Losey : « Cérémonie secrète », avec le duo Liz Taylor, Mia Farrow (22 h 40, ch. 2).

LUNDI 7
Au sommaire de Ouvrez les guillemets : Charles Levinson parle des multinationales (21 h 30, ch. 1).
Alain Decaux raconte : les quatre sergents de La Rochelle (21 h 35, ch. 2).

MARDI 8
Un beau film de Mario Monicelli sur le mouvement ouvrier italien dans les premières années du siècle : « Les camarades » (20 h 35, ch. 2).
La 2e partie du portrait de Bruno Bettelheim (21 h 20, ch. 1).

MERCREDI 9
« La vie fragile » : une émission sur le chômage, dans la série Plein cadre (20 h 30, ch. 1).
La 1ère partie d'une série de Roberto Rossellini : « Socrate » (21 h 30, ch. 1).

JEUDI 10
L'événement de la semaine télévisée : « Antoine Bloyé », de Bluwal-Nizan — voir notre article p. 31 (20 h 30, ch. 1).

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F* [ ]
normal d'un an à	*120 F* [ ]
de soutien à	*150 F* [ ]
de soutien à	*200 F* [ ]

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire [ ]
par chèque postal [ ]
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source [ ]

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Georges Frameries, Yann Fitt, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.

changer la vie culturelle

Cinéma

RIVETTE AU PAYS DES MERVEILLES

Julie est bibliothécaire, et passionnée de sciences occultes. Céline est prestidigitatrice, fantasque et toujours dans la lune ; elle raconte n'importe quoi, des histoires à dormir debout. Un jour, Julie retrouve dans l'une des histoires de Céline ses propres fantasmes, et comme elles sont toutes deux fofollement mythomanes, elles s'embarquent sur un bateau ivre en suçant des bonbons paradisiaques. Le dernier film de Jacques Rivette « Céline et Julie vont en bateau » est irracontable et il dure plus de trois heures mais il faut savoir (puisque ses autres films ont parfois irrité à cause de leur parti pris labyrinthique) que celui-ci est un feuilleton rocambolesque des plus hurluberlu et qu'il propose à chacun de nous de jouer avec un lot de jeunes comédiennes en état de grâce (Dominique Labourier-Harpo Marx, Juliet Berto-Lapin Blanc agile, Bulle Ogier-Dame aux Camélias, Marie France Pisier-Gene Tierney) avec l'esprit libre, joyeux et malicieux de l'enfance. C'est une comédie d'aventures qui se déroule dans la zone si chère à Jean Cocteau, entre la veille et le rêve. La maison peuplée de fantômes existe-t-elle ? Céline n'est-elle pas l'ombre imaginaire de Julie, ou l'inverse ? L'univers de ce film est en tout cas fabuleusement fantaisiste et farfelu. En frappant les trois coups de cette étonnante création collective, Jacques Rivette nous propose une mise en question du spectacle avec une intelligence qui frise la magie. C'est un illusionniste de génie qui ne se prend pas au sérieux. Ce film aurait dû recevoir le Grand Prix à Cannes cette année. Mais il ne figurait même pas dans la sélection.

JEAN-LUC DOUIN

Télévision

LA VIE MANQUEE

Pour Jean-Paul Sartre, le roman de Paul Nizan, « Antoine Bloyé », est « la plus belle et la plus lyrique des oraisons funèbres ». Marcel Bluwal, qui a adapté et tourné « Antoine Bloyé » pour la télévision (jeudi 10 octobre, 1re ch. 20 h 30), dit la même chose en d'autres termes : « Le propos de Nizan est extrêmement clair. En racontant l'histoire de son père, petit prolétaire devenu, à la force du poignet, cadre moyen de la Compagnie des Chemins de fer d'Orléans, à la fin du siècle dernier, il décrit l'itinéraire d'un homme qui perd sa vie à la gagner, d'un homme qui, dans cette société où le profit est roi, va s'user contre son propre travail pour finir petit retraité, malade, n'ayant servi qu'à son patron, n'ayant ni réellement aimé, ni réellement vécu. » La vertu essentielle du travail de Bluwal est d'avoir fait du roman de Nizan un anti-western. Dans le schéma traditionnel du film de cow-boys tout homme est en effet seul maître de son destin. A travers Nizan, Bluwal montre que la réalité est plus complexe, que le tissu social et les données économiques de la vie quotidienne « encadrent » chaque individu. C'est ainsi qu'une réussite sociale apparente — celle d'Antoine Bloyé — peut cacher une vie réellement manquée.

Café-théâtre

RIRES AU MARAIS

« Nous partons toujours de la vérité des émotions, de la vérité des sensations, de l'observation de la vie et des hommes pour aboutir à la transposition, à la transmission pour et devant un public. » La méthode est bonne. Depuis des années Avron et Evrard font rire. Evrard le gros et Avron le petit. Avec la voix, avec le corps, avec des masques ils créent des situations qui sont autant de miroirs pour le spectateur. A la Pizza du Marais (rue des Blancs-Manteaux), Avron et Evrard essaient actuellement les nouveaux sketches qu'ils iront jouer à travers le pays. Ils ne « truquent » pas. Ils ne savent pas encore très bien leur texte. Ils ont leurs papiers à la main. Ils essaient, ils esquissent, ils fignolent, ils recommencent. C'est dans les réactions des spectateurs qu'ils cherchent la version définitive de telle ou telle séquence. Avron et Evrard à la Pizza du Marais, c'est plus qu'un spectacle, c'est la naissance d'un spectacle. Avant Avron et Evrard, il y a « Sainte-Jeanne du Larzac » : c'est gai, c'est drôle et sérieux en même temps, c'est irrévérencieux à la mode « Charlie-Hebdo ». Ça ne ferait pas plaisir à Massu et c'est bien réjouissant !

Théâtre

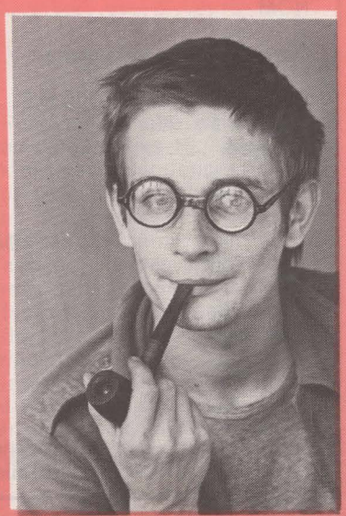
BOEGLIN PREND LA MOUCHE

Nom : Compagnie de la Mouche. Date et lieu de naissance : octobre 1967 dans le quartier industriel et ouvrier de Gerland-Mouche, à Lyon. Depuis, un certain nombre « d'enfants » : « La rose et la couronne » de Priestley, « Jacques ou la soumission » d'Eugène Ionesco, « Chaînes » et « Le drame des constructeurs » d'Henri Michaux, « Woyzeck » de Buchner, « Les rats » de Raph Soria, « Charles XII » de Strindberg, « Lolotte ou les aventures de la raffinerie baladeuse » de Jean Kergrist, « Le concile d'amour » de Panizza, « Dracula », « Fando et Lis » d'Arrabal. Soit une douzaine de spectacles en sept ans. Avec quels moyens ? Le conseil général du Rhône fait l'aumône de 500 francs par an à Bruno Boëglin, responsable de la Compagnie de la Mouche. En 1973, la municipalité de Lyon lui avait alloué 1 000 francs... qui n'ont jamais effectivement été versés sous prétexte qu'ils ont servis à payer « l'enlèvement de l'affichage sauvage » de la troupe. Pauvreté n'est donc pas un mot exagéré. La situation de la Compagnie de la Mouche traduit très exactement l'état du « jeune théâtre » en France.

Un cas bien gênant. Un mauvais exemple. Celui d'une troupe qui, malgré le mépris et la censure de l'argent, s'est taillé une réputation nationale. Le 12 septembre 1973, Louis Pradel, maire de Lyon, avait pourtant tenté d'éliminer Bruno Boëglin en lui conseillant d'aller s'installer « dans une ville qui n'a aucune troupe théâtrale. C'est un conseil d'ami que je vous donne. » Boëglin s'est entêté. Au point qu'il vient d'écrire au secrétaire d'Etat aux Affaires culturelles, Michel Guy, pour faire acte de candidature à la direction du Théâtre du VIIIe de Lyon que Marcel Maréchal va quitter pour s'installer à Paris, au Théâtre de l'Est parisien.

Seuls, pour l'instant, Planchon et Chéreau aident la Compagnie de la Mouche, en accueillant cette année deux spectacles de Boëglin au T.n.p. de Villeurbanne. Mais c'est encore insuffisant : la troupe de Boëglin a besoin de disposer enfin d'un véritable instrument de travail et des moyens de le faire fonctionner. Il faut le Théâtre du VIIIe pour Boëglin. Contre Pradel, Sourbier et Michel Guy réunis.

JEAN-PAUL LIEGEOIS



Bruno Boëglin.

Crise

L'ARNAQUE

Les mois se suivent mais ne se ressemblent pas. Août s'ébaudissait de Giscard. Septembre broie du noir sur la crise.

Rien de nouveau pourtant ni dans les faits ni dans les idées : Depuis un an le mal chemine dans l'insouciance des gouvernants. Chacun se berce de l'illusion qu'on s'en tirera sans trop de peine. Pas d'analyse sérieuse des origines d'une crise qui n'a pas grand chose à voir avec celle de 1929, si ce n'est un nouveau progrès du capitalisme dans la voie de la concentration : de même que la crise de 1929 a permis le passage d'un capitalisme de monopoles, à l'état sauvage, au capitalisme monopoliste d'Etat, de même aujourd'hui se réalise une nouvelle concentration du pouvoir à l'échelle mondiale au profit des sociétés multinationales et du Super Etat américain.

Ne prenons pas trop au sérieux les criailleries de Ford et de Kissinger contre les émirs du pétrole. Les Etats du golfe persique sont un peu à l'Orient des Etats-Unis ce qu'Hawaï est à leur Occident : des Etats américains sur un autre continent.

En fait l'augmentation des prix du pétrole s'est réalisée au moment où elle s'intégrait dans la stratégie des firmes multinationales. Valorisant d'immenses gisements aux Etats-Unis même, dégageant partout des marges de profit nouvelles permettant la reconversion énergétique de la planète au bénéfice des sociétés du cartel, ouvrant de nouveaux secteurs et de nouveaux pays (Brésil, Iran, Egypte, Arabie, Indonésie) à la logique du profit, la transformation de son système de prix par le capitalisme peut être comprise comme une réaction d'anticipation et de survie qui, bien loin de signifier pour lui la catastrophe, peut au contraire lui accorder un nouveau bail de jouvence.

Pourquoi l'augmentation du prix des matières premières ne jouerait-elle pas aujourd'hui le rôle qu'a joué la politique des hauts salaires dans le néocapitalisme des trente dernières années ? Dans les deux cas, il s'agit de rendre les producteurs consommateurs. Quand je lis dans la presse qu'un système moderne de télécommunications au Moyen-Orient coûterait 100 milliards de dollars et que son installation permettrait aux pays industriels d'éponger les arabo-dollars, je me dis que cela fera surtout d'excellentes affaires pour l.t.t.

par Jean-Pierre Chevènement

Comment ne pas voir en outre que la « crise de l'énergie » a résolu comme par miracle la contradiction grandissante tout au long de la période récente (1958-1973) entre, d'une part, le développement des firmes multinationales à l'échelle mondiale (les investissements américains dans la C.e.e. ont été multipliés par dix de 1958 à 1970) et d'autre part l'affaiblissement de l'hégémonie américaine sur les autres pays industrialisés du fait de l'hémorragie de la balance des paiements américaine ?

La crise du dollar aujourd'hui n'est plus qu'une vieille lune. La crise de l'énergie fait ainsi penser à un film à succès récent : Dans « L'Arnaque » on voit d'habiles escrocs s'entretuer pour rire sous les yeux d'un gogo qui s'enfuit et leur laisse le magot.

La gauche française ne doit pas se tromper sur la nature de la crise, comme elle s'est trompée en 1914 sur la guerre, avant la dernière guerre mondiale sur la nature du fascisme, sous la IVème République sur la décolonisation.

Il ne sera possible de rompre avec la crise qu'en se soustrayant à la domination du grand capitalisme international, en faisant de l'Europe une zone de coprospérité échappant aux fluctuations économiques générées à partir de centres extérieurs à elle.

Un tel objectif n'est pas irréalisable. En effet, la France comme les autres « pauvres pays riches » dont parlait Michel Jobert va supporter une grande partie du poids de la reconversion du capitalisme mondial.

Les conditions politiques d'un changement fondamental peuvent se mettre en place plus rapidement que d'aucuns le croient.

Si la « crise » a été largement orchestrée à partir des Etats-Unis, si elle leur profite en priorité, il n'est pas sûr qu'ils puissent maîtriser suffisamment les contradictions économiques, sociales et politiques qu'elle porte en elle.

La montée de la crise dans le proche avenir est inévitable pour trois raisons :

1 - La dégradation du système monétaire international ne peut que s'aggraver, du fait de l'accumulation des arabodollars à un pôle, des déficits structurels de balances des paiements à un autre et enfin de l'absence de contrôle des Etats sur la spéculation qui se nourrit d'elle-même à travers le marché des euro et des arabo-dollars, transforme en un véritable mobile de Calder le régime des parités monétaires et frappe de précarité le développement des échanges internationaux.

2 - La lutte contre l'inflation dans les grands pays industriels (Etats-Unis, Allemagne notamment), nécessaire pour maîtriser l'emballement de plus en plus incontrôlé du système économique mondial, risque de conduire à la plus grave récession économique que le monde capitaliste ait connu depuis 1929. Déjà le nombre des chômeurs dépasse cinq millions aux Etats-Unis, le demi-million en Allemagne et en France, le million en Grande-Bretagne et en Italie.

3 - Dans ces trois derniers pays enfin, le déséquilibre extérieur ne peut être contenu dans l'état actuel du système politique et social qu'avec l'aide de Bonn et de Washington, c'est-à-dire à leurs conditions. La transformation de la France au sein d'une Europe « allemande » en un protectorat, en fait américain, nous ramènerait à une situation pire que celle de la IVème République.

En fait, il n'est pas sûr que les Etats-Unis puissent secourir Giscard d'Estaing autant que celui-ci en aurait besoin. Il n'est que de voir le comportement arrogant de Helmut Schmidt dans l'affaire des prix agricoles.

Face à la montée des périls la gauche ne doit pas seulement « faire sérieux ». Laissons cette expression à Fourcade qui cherche à impressionner favorablement les créanciers. La gauche, elle, doit être sérieuse. Elle doit se préparer à réaliser sérieusement son programme car seule une profonde transformation des structures peut maintenant ouvrir une voie nouvelle à notre peuple.

BULLETIN D'ADHESION AU PARTI SOCIALISTE

NOM ..... Prénom .....

Date et lieu de naissance .....

Profession .....

Adresse .....

.....

Désire adhérer au Parti Socialiste

Fait à ..... le .....

Signature :

(Retourner ce bulletin rempli à « l'Unité », 5 rue Viollet le Duc, Paris 9e, qui transmettra)